

ANNUAIRE-BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ANNUAIRE-BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ANNÉES 1948-1949



A PARIS
LIBRAIRIE MARCEL DIDIER
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
4-6, RUE DE LA SORBONNE

—
1950

LISTE

DES

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

avec l'indication des années où cessent leurs fonctions.

1950.

MM. BRAIBANT.
FRANÇOIS.
GRAND.
LEVILLAIN.
LYON.
MADELIN.
MAROT.
MEURGEY.
SAMARAN.
VAUX DE FOLETIER (DE).

1951.

MM. BOISLISLE (DE).
CARON.
CHANDON DE BRIAILLES.
FAWTIER.
LACOMBE (DE).
MARCHAND.
MIROT.
MONTESQUIOU (DE).
POUTHAS.
RITTER.

1952.

MM. BOURGIN.
BROGLIE (DE).
CHARLES-ROUX.
FELICE (DE).
GIARD.
GIROD DE L'AIN.
LA FORCE (DE).
PANGE (DE).
SOULANGE-BODIN.
TESSIER.

1953.

MM. BRUNEL.
CELIER.
DESMARS.
M^{lle} DROZ.
MM. DUPONT-FERRIER.
LEMOISNE.
MARTIN-CHABOT.
MICHEL-DANSAC.
MICHEL DE PIERREDON.
PERRAT.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ NOMMÉ EN JUIN 1948.

<i>Président.</i>	MM. P. CARON.
<i>Vice-Présidents.</i> . . .	FR. CHARLES-ROUX et G. BOURGIN.
<i>Secrétaire.</i>	Ch. SAMARAN.
<i>Secrétaire-adjoint.</i> . .	M. FRANÇOIS.
<i>Trésorier-archiviste- bibliothécaire.</i> . . . }	E. LYON.
<i>Trésorier-adjoint.</i> . .	R. MICHEL-DANSAC.
<i>Censeurs.</i>	J. MONICAT et M ^{lle} VIELLIARD.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ NOMMÉ EN JUIN 1949.

<i>Président</i>	MM. FR. CHARLES-ROUX.
<i>Vice-Présidents</i>	G. BOURGIN et R. FAWTIER.
<i>Secrétaire</i>	Ch. SAMARAN.
<i>Secrétaire-adjoint</i> . .	M. FRANÇOIS.
<i>Trésorier-archiviste- bibliothécaire</i> }	E. LYON.
<i>Trésorier-adjoint</i> . .	R. MICHEL-DANSAC.
<i>Censeurs</i>	J. MONICAT et M ^{lle} VIELLIARD.

COMITÉ DE PUBLICATION.

MM.	MM.
BRUNEL.	LACOMBE (DE).
CARON.	LEVILLAIN.
DUPONT-FERRIER.	POUTHAS.

COMITÉ DES FONDS.

MM.	MM.
CELIER.	PANGE (DE).
MAROT.	TESSIER.

NOUVEAUX MEMBRES

1948

- [3218] M. l'abbé Louis BLOND (24 janvier).
[3219] M. Paul ADAM-ÉVEN (21 février).
[3220] M. Paul DELCER DE PUYMÈGE (21 février).
[3221] Comte Jean-Paul MARIAGE EUDES DE SAINT-PIERRE (21 février).
[3222] M. Louis RICHER (20 mars).
[3223] M. André DIÉVAL (20 mars).
[3224] M^{me} DU CASTEL (20 mars).
[3225] INSTITUT D'HISTOIRE MODERNE DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG
(20 mars).
[3226] M. Michel MOLLAT (26 juin).
[3227] M. Remi MATHIEU (26 juin).
[3228] M. Jean NÉRAUD (26 juin).
[3229] M. Jean VIDALENC (26 juin).
[3230] M. Jean GLÉNISSON (20 novembre).
[3231] M. Charles BRAIBANT (18 décembre).
[3232] M. Maurice LONGLE (18 décembre).

1949

- [3233] M. Élie LAMBERT (22 janvier).
[3234] M. Michel FLEURY (20 mars).
[3235] M. Victor DEGRANGES (26 novembre).
[3236] M. Paul VAN DER PERRE (26 novembre).
[3237] M^{lle} Régine PERNOUD (26 novembre).
[3238] M. René DUJARRIC DE LA RIVIÈRE (17 décembre).
[3239] M^{me} René LEMAIRE (17 décembre).
[3240] M^{me} POLONYI (17 décembre).

MEMBRES DÉCÉDÉS

1947. M. l'abbé HOUEBINE.
1948. M. Louis ANDRÉ ; comte DE JALLERANGE.
1949. MM. Camille BLOCH ; comte Aynard DE CHABRILLAN ; marquis DES
MÉLOIZES ; baron DE L'HORME ; Henri MOYSSET ; Alexis NA-
THAN.
-

LA VIE DE LA SOCIÉTÉ

1948

Les séances du Conseil

Le Conseil de la Société de l'Histoire de France a tenu ses séances mensuelles aux dates des 24 janvier, 21 février, 20 mars, 26 juin, 20 novembre et 18 décembre 1948, séances qui réunissaient ordinairement environ un tiers des membres du Conseil, auxquels se joignaient de temps à autre des membres de la Société, et qui furent présidées jusqu'au 26 juin par M. Ch.-H. Pouthas (suppléé, le 21 février, par M. P. Caron et, le 20 mars, par M. L. André), puis, à partir du 20 novembre, par M. P. Caron.

Les élections du nouveau bureau, le 26 juin, ont porté M. P. Caron, premier vice-président, à la présidence, en remplacement de M. Ch.-H. Pouthas. M. Fr. Charles-Roux devenait premier vice-président et M. Georges Bourgin second vice-président. Ces élections confirmaient MM. Ch. Samaran, M. François, E. Lyon et R. Michel-Dansac dans leurs fonctions respectives de secrétaire, secrétaire-adjoint, trésorier et trésorier-adjoint. M. J. Monicat et M^{lle} Vielliard étaient réélus censeurs.

A l'assemblée générale, qui s'est tenue le 22 mai, a été élu membre du Conseil, en remplacement de M. Ch. Petit-Dutaillis, décédé en novembre 1947, M. Fr. de Vaux de Foletier, archiviste en chef de la Seine. A la veille de cette assemblée générale, le Conseil perdait un de ses membres les plus fidèles en la personne de M. L. André, décédé le 20 mai.

Au Comité de publication, où furent réélus, le 26 juin, MM. Brunel, Caron, Dupont-Ferrier, de Lacombe et Levillain, M. Pouthas remplace M. Petit-Dutaillis. Au Comité

des fonds ont été réélus, le même 26 juin, MM. Célier, Marot, Tessier, de Pange.

En l'absence prolongée de M. M. François, secrétaire-adjoint, M. B. Mahieu, qui assume près du secrétaire des fonctions officieuses de secrétaire-adjoint, est chargé à chaque séance de la rédaction du procès-verbal, dont il donne lecture à la séance suivante. Il apporte aussi au Conseil l'analyse des ouvrages ou des publications nouvellement reçus.

Le secrétaire, M. Ch. Samaran, met le Conseil au courant de la vie de la Société et de la correspondance échangée. Il donne, en particulier, l'état des publications de la Société.

Les publications de la Société

Elles font l'objet des soins minutieux du Conseil. L'année 1948 a vu s'achever la préparation d'un *Annuaire-Bulletin* groupant les comptes-rendus réduits des séances du Conseil pour les années 1946 et 1947, les discours, lectures et rapports des deux assemblées générales et un gros mémoire de M. Roland MOUSNIER, maître de conférences à la Faculté des lettres de Strasbourg, sur les *Règlements du Conseil du Roi sous Louis XIII* ainsi qu'une présentation par le marquis DE MUN d'une lettre inédite (8 octobre 1789) du général de La Fayette au comte de Mun et relative aux journées révolutionnaires des 5 et 6 octobre.

Cet *Annuaire-Bulletin* était entièrement composé lors de l'assemblée générale du 22 mai. Le 26 juin, M. Samaran pouvait annoncer que les épreuves étaient en revision, cependant que M. Mousnier achevait la correction des épreuves de son mémoire.

Des retards divers ne permirent point à la maison Daupeley de reprendre le travail avant novembre. A cette date, les épreuves lui furent renvoyées ; la liste des membres, mise à jour, fut composée en décembre. L'ouvrage se trouvait alors à peu près terminé.

Le tome IV de *Paris pendant la Terreur* fait pendant toute cette année l'objet, de la part de M. Caron, d'une minutieuse revision, dont les résultats sont communiqués à chaque séance du Conseil. L'ouvrage, au point de vue matériel, se trouvait entièrement composé lors de la séance du 18 février. Le travail de M. Caron se poursuit jusqu'à la fin de l'année

et la séance du 18 décembre enregistre que l'auteur espère donner le bon à mettre en pages en janvier.

Le *Journal de Pierre de Paschal*, publié sur les fonds de la succession Champion, entièrement composé, a été transmis à M. François, qui annonçait lors de la séance du 26 juin qu'il corrigeait les épreuves au milieu de grandes difficultés, dues à ses lourdes charges en Allemagne et à l'éloignement de ses sources. Il transmettait, à la fin de l'année, les épreuves qu'il avait revues à M. Marot, commissaire responsable, qui, à la séance du 18 décembre 1948, faisait savoir qu'il avait l'ouvrage en main et qu'il ferait, à la demande de M. François, empêché de le faire lui-même, la collation avec l'original manuscrit de la Bibliothèque nationale.

En ce qui concerne les *Lettres de Henri III*, autre ouvrage posthume dont P. Champion a laissé à la Société le soin de préparer l'édition, le point délicat, traité dans plusieurs séances de l'année, a été de donner un plan précis à cette publication, qui s'avère longue et difficile. M. Dethan, chargé de la publication, fait, le 24 avril, un rapport sur ses premiers travaux. En juin, une commission désignée par le Conseil et comprenant MM. Samaran, Tessier et Mirot donne à M. Dethan des directives précises concernant le travail d'analyses d'actes auquel se livre en commençant l'auteur de la publication.

Il n'est question du tome X des *Grandes Chroniques* et du tome XIII de *Froissart* que pour déplorer que les moyens financiers dont dispose la Société ne permettent point de les faire paraître en ce moment.

La vie financière

M. Lyon, trésorier, apporte à chaque séance un compte-rendu de ses opérations financières. Il a pu, au cours de l'année 1948, mener à bien la liquidation de la succession Guébin, dont il annonça l'achèvement lors de la séance du 18 décembre. Il a mené avec l'imprimeur, M. Daupeley, diverses affaires, dont la plus importante a été l'achat pour le compte de la Société du papier destiné à la publication du *Journal de Pierre de Paschal*. Il a, d'autre part, entamé des négociations près du Centre National de la Recherche scientifique

afin d'obtenir de celui-ci une subvention substantielle pour nos futures publications.

A maintes reprises, le trésorier a eu à déplorer le peu d'empressement des membres de la Société à acquitter leurs cotisations. Aucun relèvement de celles-ci n'a été cependant envisagé pour cette année.

En attendant de recevoir, comme l'espère M. Lyon, quelque subvention de la Recherche scientifique, la Société se trouve pour le moment réduite à ses seules ressources, qui ne lui permettent guère d'envisager que la publication de l'*Annuaire-Bulletin*, prévue pour le début de 1949.

Les conférences de la Société

Il sera donné plus loin un compte rendu détaillé de ces conférences que la Société organisa, au cours de cette année centenaire de la Révolution de 1848, sur le thème des mouvements populaires à Paris dans l'histoire.

Il convient d'ajouter que, le 20 mars, la Société eut le privilège d'entendre son secrétaire, M. Ch. Samaran, traiter de l'histoire du testament de Louis XIV, que le conférencier lui-même, alors directeur des Archives de France, venait de recevoir parmi les trésors conservés au Palais Soubise, sous forme d'un don généreux de M^{me} Lucien Graux en mémoire de son mari, mort pour la France en déportation. M. Samaran retrace l'histoire de ces magnifiques et larges pages autographes, suivant leur élaboration heure par heure jusqu'au moment de leur disparition lors de la séance du Parlement du 8 septembre 1715... L'authenticité du document est incontestable ! C'est une pièce historique de très grand prix et très émouvante que présente, après sa conférence, M. Samaran à ses nombreux auditeurs. Le même jour, M. le marquis de Mun commente à la Société la lettre de La Fayette au comte de Mun publiée dans l'*Annuaire-Bulletin* 1946-1947.

Le samedi 27 novembre 1948, à 21 heures, grâce à la bienveillante autorisation de M. Charles Braibant, directeur des Archives de France, les membres de la Société ont eu le privilège unique de pouvoir parcourir « aux flambeaux » les salons de l'hôtel de Rohan et de visiter en soirée l'Exposition organisée à l'occasion du troisième centenaire de la paix de Westphalie. En dépit d'un froid rigoureux, les

membres de la Société étaient venus nombreux. M. B. Mahieu, archiviste aux Archives nationales et l'un des organisateurs de cette exposition, en présente les richesses nombreuses, rassemblées grâce au concours des gouvernements des Pays-Bas, de la Suède, de l'Espagne et de l'Autriche, dont les prêts généreux s'alliaient à un ensemble de pièces recueillies dans les collections publiques et privées françaises, et dont beaucoup étaient exposées pour la première fois.

Le samedi 18 décembre, après la séance du Conseil, M. Robert Laulan, en s'appuyant sur une documentation d'archives inédite et sur une documentation iconographique de qualité, présenta aux amateurs d'histoire de Paris rassemblés sous l'égide de la Société, dans la grande salle des cours de l'École des chartes, une remarquable conférence où il fit revivre toute l'histoire de l'École militaire, qu'il connaît dans ses moindres détails, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

Assemblée générale du 22 mai

Président : M. Charles-Hippolyte POUTHAS.

Présents : MM. Adam-Èven, Artonne, Bailhache, Barbey-Ador, Benoît-Guyod, Bloch, Blond, de Boislisle, Brunel, Caron, Cartelle, Conan, Coyecque, Dauvergne, Desmars, Dunaan, de Failly, Grand, de Lacombe, Laroche, Lyon, Mahieu, Marot, Meurgey, Mirot, Monicat, Pouthas, Ricommaré, Samaran, Vaucher, Vernet.

Excusés : MM. Bonnassieux, Bourgin, Depréaux, Giard, Labrousse, Michel de Pierredon, Mousnier.

L'Assemblée entend la lecture :

1^o Du discours du Président (voir p. 17).

2^o Du rapport de M. Ch. Samaran, secrétaire, sur les travaux, les publications et les conférences de la Société pendant l'année 1947-1948 (voir p. 26).

3^o Du rapport des censeurs, M^{lle} Vielliard et M. Monicat, sur les comptes des recettes et dépenses pendant l'exercice 1947-1948 (voir p. 29).

Les conclusions de ce rapport, approuvant la gestion et les comptes de M. Lyon, trésorier, sont mises aux voix et adoptées.

Élections. — Sont réélus membres du Conseil pour siéger jusqu'en 1952 : MM. BOURGIN, DE BROGLIE, CHARLES-ROUX, DE FELICE, GIARD, GIROD DE L'AIN, DE LA FORCE, DE PANGE, SOULANGE-BODIN, TESSIER.

Est élu, en remplacement de M. Petit-Dutaillis : M. DE VAUX DE FOLETIER.

Sont réélus censeurs : M^{lle} VIELLIARD, M. MONICAT.

M. Jean Vidalenc, professeur au lycée Lakanal, fait une lecture intitulée : *Réflexions sur les journées de 1830.*

La séance est levée à dix-huit heures trente.

DISCOURS DE M. CHARLES-H. POUTHAS,
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,
PENDANT L'EXERCICE 1947-1948

Mesdames, Messieurs,

La personnalité diverse des confrères que nous a enlevés cette année 1947-1948 est bien significative de la composition et du rôle de notre Société. Les uns étaient des gens cultivés qui persistent à considérer l'histoire comme un des éléments essentiels de la vie spirituelle d'un pays, une de ses plus précieuses expressions littéraires, et qui, en acceptant au besoin ses formes les plus austères, entendent participer à la mémoire collective de la nation. Deux d'entre eux y venaient comme rencontrer des souvenirs, puisque leurs ancêtres avaient déjà percé l'anonymat de la foule française pour s'incorporer à notre histoire ; ce sont le comte de Ganay, qui faisait partie de la Société depuis le 9 mars 1939, et le comte de Bertier de Sauvigny, notre confrère depuis le 12 janvier 1939 : la mort de son arrière-grand-père ouvrit la série des drames de la Révolution, et, prochainement, son cousin, l'abbé Guillaume de Bertier, nous donnera en Sorbonne une thèse excellente sur le fils de l'intendant, ce chef du parti ultra-royaliste créateur de la société politique secrète que l'on confondit à tort avec la Congrégation. Lui-même avait écrit des *Pages d'histoire locale* sur son village du Soissonnais et une histoire du tir à l'arc. Deux autres de nos confrères avaient des attaches moins lointaines et le devoir qui les avait appelés ici relevait non de l'histoire, mais des historiens : ils succédaient chez nous à des pères éminents. L'un était fils du grand érudit Noël Valois, historien du Conseil du Roi et du Grand Schisme d'Occident, secrétaire général longtemps de notre compagnie ; M. Charles Valois, né en 1880, avait naturellement été orienté sur l'École des chartes, où il était entré en 1904 ; il avait entrepris des études sur le xvi^e siècle dont les nécessités de la vie quotidienne, finalement, le détournèrent. M. Pierre Lafenestre représentait une autre discipline ; son père, Georges Lafenestre, avait trouvé dans la critique et l'histoire de l'art l'audience non seulement des spécialistes, mais du grand public, et son fils, sentant qu'histoire oblige,

avait tenu à maintenir parmi nous un nom si honorable. C'est ainsi que notre Société peut s'enorgueillir de n'être pas seulement une liste d'individus, mais d'être un des lieux où s'affirme la continuité française. C'est qu'elle tient à annexer à son groupe ceux dont l'individualité émerge et vient ajouter au patrimoine commun. Tel est le cas des hommes qu'il me reste à citer.

Le plus éminent d'entre eux était notre président il y a deux ans, et nous entendons encore les accents émouvants de l'hommage que, dans l'Assemblée de 1946, il rendait à nos morts ; son attachement à notre Société comme son amour de la vérité et de la justice venaient de s'indigner d'une attaque injuste portée à notre endroit dans une revue qui pourtant conjugait ses efforts avec les nôtres et, dans un cas comme dans l'autre, nous avions pu nous étonner de rencontrer derrière un masque volontairement froid et immobile pareille véhémence de sentiment. M. Charles Petit-Dutaillis, né à Saint-Nazaire, le 26 janvier, 1868, est mort à l'approche de ses quatre-vingts ans, le 9 juillet 1947 ; il avait fait une triple carrière de professeur, d'administrateur et de savant. J'indiquerai seulement le dessin des premières. Élève à la fois de l'École des chartes dans une promotion qui compte MM. Marcel Poète, Ferdinand Lot et Camille Bloch, de l'École pratique des Hautes-Études, dont il eut le diplôme en 1888, et de la Sorbonne, dont il retint surtout l'enseignement — et l'amitié — d'Alfred Croiset et d'Ernest Lavisse, il fut la même année, 1890, archiviste-paléographe et agrégé d'histoire et géographie. Professeur, après deux années de bourses en Angleterre et en Allemagne, à l'école Monge, puis, en 1894-1895, au lycée de Troyes, il enseigna treize ans le moyen âge à la Faculté de Lille ; ne croyons point, Messieurs, qu'il soit nuisible, indifférent même, à un savant d'être professeur. Aujourd'hui une mode venue de la Faculté des sciences voudrait isoler le métier d'enseignement et la fonction de recherches ; je ne discuterai point de l'incompatibilité dans le domaine scientifique de la chaire et du laboratoire, mais j'en tiendrais la séparation chez nous pour néfaste. L'enseignement exige et donne des qualités de clarté, de composition, d'exposition, un sens de la hiérarchie des choses, que je crois être non seulement une parure, mais une nécessité de l'érudition. En 1908, orientation nouvelle,

M. Petit-Dutaillis devient recteur de l'Académie de Grenoble, en 1916 inspecteur général de l'Instruction publique et, peu après, directeur de l'Office des Universités françaises, chargé de fournir aux universités étrangères et aux instituts français à l'étranger des professeurs, des lecteurs, des boursiers — éminentes fonctions qui, obligeant à sortir du cabinet de travail, mettent en contact avec la vie sociale, avec les problèmes de la diffusion du savoir dans les générations nouvelles, avec les singularités des peuples — car, pour sa part, M. Petit-Dutaillis leur dut de multiples voyages à l'étranger, aux États-Unis notamment — bref ajoutent à la documentation livresque une ample connaissance des esprits et des hommes. Cette sorte de pessimisme un peu âpre et désabusé, que M. Petit-Dutaillis puisait déjà dans le spectacle des époques troublées qui firent l'objet de ses études, fut peut-être renforcé par celui des hommes et par certaines expériences personnelles : il n'enseignait pas, cependant, la chaleur de sa passion et sa confiance pour le vrai. Inspecteur général, il faisait introduire dans l'enseignement de l'histoire, à la faveur d'un allègement des programmes obtenu par l'abandon de cette galopade absurde à travers les siècles que constituent les deux cycles d'études secondaires, une demi-heure de travaux pratiques où il inscrivait des lectures et commentaires de documents. Il me souvient que, m'inspectant en une classe de troisième au lycée Jeanson-de-Sailly et arrivant au moment où je devais exposer le développement des institutions françaises et anglaises au x^e siècle, il eut envie d'en profiter pour répandre quelques conclusions qui lui étaient chères et il se donna le plaisir de faire à ma place la leçon avec schémas et explications au tableau noir. Mais c'est en ses œuvres qu'il faut l'apprécier et par elles qu'il survit : elles sont de deux sortes et leur alliance, rarement obtenue, constitue l'historien complet. Le poids même de sa propre bibliographie nous est un exemple de ce qu'une volonté obstinée et organisée peut ajouter au fardeau exigeant des besognes professionnelles pour le profit des œuvres personnelles. Les unes sont d'érudition pure, impeccables de méthode et d'investigation critique : telles que sa thèse de 1895 sur *Louis VIII*, que sa réédition en trois volumes, avec des préfaces qui sont des études originales de *l'Histoire constitutionnelle d'Angleterre* de Stubbs

(1907-1927), pour laquelle il appela en collaboration son ancien élève de Lille, qui vient de lui rendre en d'autres lieux l'hommage de sa gratitude et de son admiration, M. Georges Lefebvre, telles son étude de 1929 sur le *Déshéritement du roi Jean sans Terre* ou la publication de deux tomes des actes de Philippe-Auguste, et tant de notes semées dans les revues historiques. D'autres sont des œuvres de synthèse plus didactiques, amples et de grand coup d'œil, où la rapidité de la narration, l'agrément des portraits, le choix significatif des détails de mœurs, la vie en un mot, nous donnent, avec la sécurité de l'exactitude, la satisfaction de l'intelligence et la joie de l'émotion littéraire : je citerai seulement cet admirable tome IV (un des meilleurs) de l'*Histoire de France* de Lavisssé consacré à Charles VII et à Louis XI et à la société du x^ve siècle ou, dans la collection Henri Berr, la *Monarchie féodale en France et en Angleterre (X^e-XIII^e siècles)*, et son volume sur les *Communes françaises*, achevé d'imprimer une semaine avant sa mort. Avec ces livres de grande classe, M. Petit-Dutaillis, sortant du rang des érudits, va rejoindre (pour ne parler que de sa spécialité) le groupe des grands historiens où figurent un Fustel de Coulanges, un Achille Luchaire, un Ch.-V. Langlois. Chose étrange, les honneurs officiels avaient reconnu un mérite qui négligeait la publicité : il était membre de l'Institut depuis 1930 et commandeur de la Légion d'honneur.

Avec cette figure magistrale fait contraste celle de M. Pierre Le Gentilhomme : brièveté d'une vie qui n'a couvert que trente-huit ans, espérances éclatantes qui n'ont pu arriver au terme, autorité rapide qui n'a pu déborder le cadre de la spécialité. Entré à l'École des chartes en 1927, il fut attaché au Cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale ; il consacra ses soins à la période du passage du Bas-Empire au haut Moyen Age, s'efforçant de l'élucider par une méthode conjointe de numismatique, de fouilles et de documents écrits, il acquit assez rapidement un renom qui le fit appeler au secrétariat de la Société et de la *Revue de numismatique*, à l'enseignement de cette discipline aux Hautes-Études. Sa thèse sur l'*Institution des monnayeurs du serment d'Empire dans le royaume d'Arles et Vienne et ses filiales en France de 1343 à 1551* n'était pas encore publiée quand il mourut, le 16 juin 1947.

Au moment de clore cette nécrologie déjà trop lourde, je suis obligé de rouvrir le livre des morts pour y inscrire le décès de M. Louis André, survenu le jour de la Pentecôte. Je ne saurais trouver terme qui rendit mieux sa physionomie morale et intellectuelle que celui d'honnêteté — honnêteté de l'homme, honnêteté de l'œuvre. Toute droite fut sa carrière universitaire — et il n'en eut pas d'autre. Né à Béziers — et hier, Messieurs, on l'inhumait dans sa terre natale — le 10 avril 1867, étudiant à Aix et à Lyon, agrégé en 1894, il fut professeur à Bastia, Toulon, Montpellier ; sa thèse de doctorat passée en 1906, il est nommé aux lycées Montaigne en 1907, Louis-le-Grand en 1912, qu'il quitte en 1923 pour aller remplacer M. Philippe Sagnac à la Faculté de Lille, restant attaché à Paris par une direction aux Hautes-Études ; il devait y rester jusqu'à sa retraite, en 1937. Et, cependant, sa carrière d'érudit ne connaissait point de suspens, jusqu'à la matinée même du jour de sa mort, où il corrigeait les épreuves du livre sur les *Relations de Louis XIV avec l'Europe* écrit pour la collection Henri Berr à la place de Pagès. Il participait de façon active aux travaux des sociétés savantes, longtemps secrétaire général de la Société d'Histoire moderne, président de la Société de l'Histoire de France en 1938-1939, dans l'*Annuaire-Bulletin* de laquelle il avait donné en 1937 une belle étude sur la première disgrâce d'Arnaud de Pomponne. Une prodigieuse conscience et un dévouement plein d'abnégation à la science lui ont fait rassembler l'inévaluable matière des huit volumes des *Sources de l'Histoire de France au XVII^e siècle* (1913-1935). Avec la même méthode implacable, disons : impitoyable pour lui-même, il avait édité les *Instructions aux ambassadeurs de Hollande de 1648 à 1788* en trois volumes (1922-1924). Mais, pour autant, son amour et son don de l'enseignement, qui lui attachèrent tant d'élèves, ne se seraient pas satisfaits s'il ne les avait épanchés dans une série de manuels et de cartes historiques. Toutefois, pour les historiens qui ne sont point amenés par la spécialité de leur travail à lui rendre grâce pour les matériaux qu'il leur a fournis, M. André restera l'homme de deux œuvres : l'édition critique du testament politique de Richelieu parue l'an dernier, et sa thèse, élargie et complétée en 1942 au point de lui valoir le grand prix Gobert, sur Michel Le Tellier, qui

ramenait à sa juste place l'œuvre de Louvois, l'effaçait devant celle de son père et du roi. M. André changeait quelque chose aux perspectives de l'histoire. Belle destinée, Messieurs ; il en est peu de plus estimable, je dirai mieux de plus enviable jusque dans sa mort.

Le domaine où ont évolué les historiens que je viens de citer n'est pas différent de celui que notre Société proposait à ses investigations, il y a cent ans : alors les deux grandes spécialités des historiens français étaient le moyen âge et les études helléniques, fruit sans doute de l'enseignement et de l'exemple de l'École des chartes et de l'École d'Athènes. L'« Histoire moderne » de la Sorbonne commençait alors aux invasions barbares. L'inexorable accumulation des années allongeant les événements historiques, dont notre génération aura pour sa part connu une somme trop copieuse, nous aura forcés, pour demeurer fidèles à l'esprit de notre fondation, d'en déborder la lettre : 1789, n'était-ce point, à l'heure de sa formation, une limite inférieure à cinquante ans ? Nos publications ont même passé le cap de ce centenaire de 1848 que l'on célèbre cette année avec tant d'éclat et auquel il s'en faut de quelques semaines de travail que nous ne nous associions aussi par la publication du journal d'un ouvrier lyonnais.

1848 n'a pas marqué grand'chose en notre domaine et, si la Seconde République peut inscrire contradictoirement dans son bilan les projets généreux d'Hippolyte Carnot dans l'instruction primaire et la loi Falloux dans l'enseignement secondaire, son apport à l'enseignement supérieur est léger : la révocation de Guizot, « brisé, dit l'arrêté, par la victoire du peuple comme son ministère » et remplacé par Henri Martin, « le plus démocratique de nos historiens nationaux », la réouverture au Collège de France des cours de professeurs qui depuis une demi-douzaine d'années avaient abandonné la science pour une sorte de prophétisme politique, Michelet, Quinet et Mickiewicz, la proclamation de vacance de la chaire de Rossi à l'École de droit, la nomination d'une commission de réformes qui n'aboutit pas. Ce n'est pas une raison parce que la France entière célèbre avec dévotion les journées de Février qui l'ont abattue, pour que la Société de l'Histoire de France qui est sa fille et moi-même qui suis son historien refusions à la monarchie de Juillet l'hommage

qui lui est dû. Permettez-moi donc de vous rappeler en quelques minutes l'œuvre qu'elle a réalisée pour le développement des études supérieures ; aucun régime, si ce n'est les vingt-cinq années de l'âge mûr de la III^e République, ne soutiendrait victorieusement la comparaison.

Songez d'abord à la qualité de ses ministres : Victor de Broglie, Guizot, Cousin, Villemain, Salvandy, et ministres certes fort libéraux, car aucune mesure importante ne fut prise sans délibération et accord des compétents. Le véritable gouvernement de l'Université était aux mains du Conseil supérieur, peu nombreux, exclusivement universitaire et qui, réuni deux ou trois fois par semaine, avait le pouvoir de décision ; les bureaux n'absorbaient pas l'autorité, ils exécutaient.

Je mentionnerai seulement pour mémoire la création de l'enseignement primaire par la loi Guizot de 1833, dans l'enseignement secondaire la création de l'agrégation d'histoire en novembre 1830, l'épanouissement de l'enseignement de la philosophie, le début de l'enseignement des langues vivantes. Tenons-nous-en à l'enseignement supérieur.

L'Université de Paris, dont l'indépendance n'est plus contestée, et dont le grand public a appris le chemin, a vu se compléter ses enseignements. A la Faculté des lettres, une chaire de littérature étrangère, créée en 1831, est occupée par Fauriel, puis par Ozanam ; Guy Patin, Saint-Marc-Girardin, J.-V. Leclerc ouvrent, à côté du cours à succès, le travail d'érudition et, sous le décanat de ce dernier, les thèses de doctorat, jadis légers mémoires superficiels (la thèse de Michelet comporte vingt-cinq pages !), deviennent des ouvrages. A l'École de droit, six chaires nouvelles introduisent le droit public, le droit constitutionnel, le droit administratif, l'histoire du droit, la législation pénale comparée. A la Faculté de médecine l'obligation, depuis 1842, du stage dans les hôpitaux inaugure cette originalité de l'école française de mélanger l'enseignement clinique et l'enseignement théorique. En 1840 l'École de pharmacie est incorporée à l'Université. En province sont successivement créées cinq facultés des sciences et sept facultés des lettres.

Voilà des réalisations. Voici des anticipations : Guizot et Cousin désiraient une décentralisation intellectuelle ; ils rêvaient de former, autour de quelques universités largement

dotées de toutes les disciplines, de grands foyers de vie spirituelle. Guizot imaginait ce que le ^{xx}^e siècle a réalisé : une Cité universitaire. Les agrégés d'enseignement supérieur, inventés par Cousin en 1840, préfigurent nos maîtres de conférences. J.-B. Dumas, doyen, souhaitait l'orientation des sciences vers les applications industrielles et les inventions techniques ; il eût voulu offrir aux étudiants des collections, des laboratoires, des bibliothèques usuelles. Salvandy songeait à des centres d'études d'enseignement philosophique et historique du droit et à une section d'études administratives. Les ministres, ici, étaient en avance : la routine des usagers stérilisa ces projets.

Tout cela est de l'administration intelligente et progressive. L'ambition de la monarchie de Juillet a été plus haute : éveiller la vie dans tout le pays et mettre la France à l'étude de sa grandeur. Des richesses documentaires, si elles sont dispersées et inaccessibles, sont comme si elles n'existaient pas. En 1833, il est prescrit de dresser la liste des manuscrits de tout genre conservés dans les bibliothèques et en 1841 des règles uniformes sont imposées pour l'établissement des catalogues. En 1841, une Commission des archives départementales et communales est chargée d'en élaborer le classement et l'inventaire. Un projet semblable est mis sur pied pour les richesses des musées. Le statut de la Bibliothèque royale est précisé et modernisé. Ainsi les dépôts publics commencent-ils à recevoir une organisation libérale et rationnelle. Deux grands organes de recherche et de documentation sont chargés de la fouille, de la conservation, de la mise au jour des sources et des richesses ; au ministère de l'Instruction publique, le Comité des travaux historiques et scientifiques, formé en 1834, qui développe une armée de près de 500 correspondants dans les départements, au ministère de l'Intérieur, la Commission des monuments historiques en 1837, avec ses architectes locaux et ses inspecteurs comme Vitet et Mérimée. En 1842 sont organisés en service public les missions scientifiques et littéraires.

Cet effort de l'administration, si la collaboration du public n'y avait pas répondu, fût resté stérile. Le gouvernement pressa, encouragea, subventionna l'éclosion des sociétés savantes, des académies provinciales, des bibliothèques. Il affirma sa volonté en restaurant en 1832 l'Académie des

Sciences morales et politiques, et proposa pour modèle la Société de l'Histoire de France en 1833. Son homme fut en l'espèce l'archéologue caennais Arcisse de Caumont, déjà fondateur en 1824 de la Société des antiquaires de Normandie et en 1831 de l'Association normande, qui, poussé par Guizot, crée en 1834 la Société d'archéologie, commence la tournée de ses congrès scientifiques (vingt-cinq furent tenus en quinze ans) et la tenue de ses « assises », essaie de fédérer les sociétés locales en un Institut des provinces en 1845. Sous leur impulsion et leur exemple, c'est une foi véritable qui multiplie les sociétés savantes et leurs organes, et j'en peux relever soixante-dix-sept dans les départements, non comptées celles de Paris, avant la fin du règne.

Un exact tableau de cette résurrection de la vie intellectuelle en province, un bilan du régime comporteraient l'indication des œuvres et des publications, l'analyse du mouvement historique, archéologique, littéraire. Je ne vous fatiguerai pas à le dresser : je me contenterai de vous rappeler la *Collection de documents inédits de l'histoire de France*, la reprise, en 1877, de l'*Histoire littéraire de la France*, le *Recueil des historiens des croisades* depuis 1844 ou l'*Annuaire des sociétés savantes* à partir de 1846.

Je n'ai point voulu, Messieurs, attribuer la paternité de chacune de ces mesures. On retrouverait toujours les mêmes noms. Il faut laisser à l'œuvre son anonymat collectif, car tous ont communiqué dans une pensée, ajouté chacun sa pierre à un édifice dont ils concevaient de la même façon l'objet et le plan. Soyons justes : il y a là une entreprise grandiose et des résultats effectifs. Par delà la Révolution, l'Empire et la Restauration, la monarchie de Juillet renouait la tradition du xviii^e siècle, en réveillait l'universelle curiosité, voulait, comme lui, épanouir et propager « les lumières ». Lorsque, isolant deux mots de leur contexte, on a reproché au principal initiateur et au plus efficace artisan de cette rénovation intellectuelle de donner comme devise au régime « Enrichissez-vous ! », j'ai le droit d'attribuer cette condamnation à la mauvaise foi partisane ou à l'ignorance. En rendant à ses fondateurs l'hommage qui leur est dû, en se replaçant modestement et fièrement à la fois dans des rangs que le temps a éclaircis, la Société de l'Histoire de France fait simplement œuvre d'histoire.

RAPPORT DE M. CH. SAMARAN, SECRÉTAIRE,
SUR LES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ
PENDANT L'ANNÉE 1947-1948

Le malheur des temps facilite aujourd'hui singulièrement ma tâche, mais ni vous ni moi n'avons lieu de nous en féliciter.

Chaque année, à pareille date, une tradition à laquelle beaucoup avaient la faiblesse de tenir voulait que votre secrétaire, faisant le point de l'état d'avancement de nos travaux, résumât les publications de l'année et annonçât celles qui étaient à la veille de paraître. Ainsi prenions-nous conscience de notre force, de notre utilité, de notre continuité. Ainsi, les travaux et les jours d'aujourd'hui se reliaient-ils par une trame solide et continue aux travaux et aux jours d'hier et de demain.

Et voici que, pour la première fois, je crois, nous n'avons pu, en cette année 1947-1948, vous faire parvenir aucune publication nouvelle.

Les volumes de notre série ordinaire s'accommodent fort mal de notre impécuniosité devant les exigences toujours accrues de nos fournisseurs (imprimeurs, marchands de papier, brocheurs). Nous n'arrivons, faute d'argent, ni à terminer l'édition des *Grandes Chroniques de France*, dont le dernier volume reste en suspens depuis plusieurs années, ni à sortir le *Journal de Pierre de Paschal*, entièrement composé depuis des mois, mais dont le tirage risque d'être retardé par suite de la difficulté de se procurer le papier nécessaire.

Nos deux séries extraordinaires (reliquat du centenaire de la Révolution française et collection Pierre Champion) nous donnent cependant quelques espérances. Le tome IV de *Paris pendant la Terreur* pourrait ne pas tarder à paraître si M. Pierre Caron pouvait maintenant faire diligence pour en corriger les épreuves, comme notre imprimeur nous le demande instamment. Et la copie du premier volume de la *Correspondance de Henri III* semble devoir être prête sans trop tarder, grâce à la collaboration intelligente et dévouée de M. Dethan, jeune archiviste-paléographe à qui vous avez

donné votre confiance et qui s'efforce de la mériter — j'en puis porter témoignage.

Nous avons enfin, toujours pour les mémoires, un autre motif d'espérance à échéance plus ou moins proche. Il s'agit d'obtenir — et je sais que nous pouvons compter sur notre président pour nous y aider — une subvention suffisante de la Commission des publications du Centenaire de la Révolution de 1848 pour imprimer les *Confessions d'un prolétaire*, journal inédit du Lyonnais Joseph Benoit dans lequel il raconte sa vie et son rôle politique de 1830 à 1871 et que M. François Rude a bien voulu accepter d'éditer pour nous.

Mais, Mesdames et Messieurs, même sur le plan intellectuel, une bonne petite réalité vaut mieux que les perspectives les plus engageantes. Cette modeste mais palpable réalité, j'aurais voulu vous l'apporter aujourd'hui sous les espèces de notre *Annuaire-Bulletin* 1946-1947 et vous me voyez désolé de ne pouvoir tenir la promesse que je m'étais faite à moi-même. Malgré mes objurgations fréquentes, les épreuves du travail de M. Roland Mousnier sur les *Règlements du Conseil au XVII^e siècle*, qui doit en former la deuxième partie, ne nous sont pas encore parvenues, non plus, d'ailleurs, que celles des procès-verbaux, que nous nous sommes efforcés pourtant de réduire le plus possible par mesure d'économie. On ne sait vraiment quels mystérieux lutins saupoudrent de grains de sable les machines de M. Daupeley et les empêchent de tourner.

A cette carence de matière imprimée nous avons essayé de suppléer cette année en organisant un cycle de conférences consacrées à divers aspects des révolutions françaises depuis le moyen âge jusqu'à nos jours. L'expérience est en cours, mais là aussi — il faut bien l'avouer — nous n'avons pas rencontré que des satisfactions. Si la bonne volonté et le désintéressement de ceux de nos collègues qui ont bien voulu accepter de parler ici ne nous ont pas fait défaut — et permettez que je les en remercie chaleureusement — il faut bien reconnaître que le public n'a pas montré jusqu'ici un très grand empressement et que tels de nos éminents conférenciers ont fait des leçons magistrales devant des salles clairsemées, cela malgré la publicité faite par voie d'invitations personnelles, d'annonces de presse et de radio.

Nous continuerons l'année prochaine en espérant que les

comptes rendus radiophoniques si intéressants et si fidèles faits par notre ami M. Robert Laulan atteindront un nombre de plus en plus grand de personnes désireuses de s'instruire aux meilleurs sources et à bon compte.

De ces études, auxquelles la célébration du centenaire de 1848 donnait un certain caractère d'actualité, se dégageront, en tout cas, des idées générales et des rapprochements instructifs. Pourrons-nous réaliser notre rêve non pas de les publier (hélas !) — cette solution qui n'eût pas fait difficulté il y a quelques décades doit être malheureusement écartée aujourd'hui comme une impossibilité matérielle — mais de les résumer au moins dans un exposé d'ensemble qui mettrait en lumière ce que chacune d'elles a apporté de nouveau ? C'est un secret qui est entre les mains de notre diligent et dévoué trésorier, c'est-à-dire des membres de la Société et des institutions d'aide scientifique qui alimentent très insuffisamment notre caisse.

Une chose est certaine, en tout cas, et je crois que vous vous en rendez tous compte : c'est que la Société végétera tant que son Conseil ne se sera pas résolu à prendre des mesures énergiques.

Quelles mesures ? Il n'en est qu'une à mes yeux : atteindre le chiffre de 2,000 cotisants effectifs à 500 francs la cotisation. Avec un million annuel on peut faire encore quelque chose.

Par quels moyens ? Il n'y en a pas deux non plus, me semble-t-il : organiser un véritable bureau de recrutement qu'animerait constamment des personnes dévouées à solliciter des concours par voie de correspondances et de contacts personnels. De telles personnes disposant du temps voulu et d'une volonté ardente existent-elles ? Si oui, qu'elles se comptent et qu'elles entreprennent sans perdre un instant cette nouvelle croisade. Sinon la Société est morte, ou tout comme, et c'est, je crois, ce que vous ne voulez pas.

RAPPORT DE MM. LES CENSEURS
SUR L'ÉTAT DES FINANCES DE LA SOCIÉTÉ
AU 31 DÉCEMBRE 1947.

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte de l'état des finances de la Société et de soumettre à votre approbation les comptes du dernier exercice clos le 31 décembre 1947.

RECETTES.

I. Recettes ordinaires.

Cotisations de l'année 1947 :	
49 cotisations à 100 francs.	4.900 fr.
80 cotisations à 200 francs.	16.000
Cotisations anticipées de l'année 1948 :	
8 cotisations à 200 francs	1.600
Cotisations arriérées :	
3 cotisations 1944 à 60 francs.	180
9 cotisations 1945 à 60 francs.	540
14 cotisations 1946 à 100 francs	1.400
Cotisations étrangères	2.735
Vente de volumes	4.800
Intérêts des fonds placés :	
Rente 3 %	1.459
Rente 3 % 1945	120
Rente 3,50 % 1942.	350
P. T. T. 1941.	20
Crédit national 1945.	300
Ville de Paris 3,50 % 1942.	35
Communales 1946.	450
Chemins de fer de l'Est 3 %	131 20
Chemins de fer de l'Est 3 %	99 70
Chemins de fer du Midi 3 %	441
Chemins de fer P. L. M. 3 %	147
A reporter.	35.707 fr. 90

II. *Recettes extraordinaires. Fonds à placer.*

Report.	35.707 fr. 90	
Un rachat de cotisations	1.000	
Deux remboursements de titres amortis. .	420	50
	404	75
Remboursement de 3 Bons d'épargne (qui seront non remployés, mais destinés au paiement des impressions des volumes re- latifs à l'histoire de la Révolution fran- çaise)	31.794	
Subventions du Centre national de la Re- cherche scientifique	95.000	
III. <i>Reliquat de l'exercice 1946.</i>	70.354	60
Total.	234.681 fr. 75	

DÉPENSES.

Frais d'impression des publications de la So-
ciété :

1° à M. Daupeley, à Nogent-le-Rotrou :

a) par paiements successifs pour ou- vrages complètement imprimés. . .	142.253 fr. 70
b) pour acompte de paiement des im- pressions en cours	30.000

2° à MM. Jacques et Montrond, à Be-
sançon, pour acompte de paiement du
volume à imprimer sur les fonds attri-
bués par le Comité du 150^e anniversaire
de la Révolution française.

40.000

Frais de distribution des publications de la
Société payés à M. Daupeley.

4.124

Frais de correspondances et dépenses d'ad-
ministration

1.990

Gratifications

500

Compte débiteur au Crédit foncier (frais de
garde, timbres, commissions).

492 75

Fonds placés

825 25

Total. 220.185 fr. 70

Balance.

Recettes	234.681 fr. 75
Dépenses.	220.185 70
Excédent.	<u>14.496 fr. 05</u>

Si l'on se bornait à constater que l'exercice de l'année 1947 se solde par un bénéfice supérieur à celui de nos prévisions budgétaires, on éprouverait une légitime satisfaction. Mais, quand on examine attentivement les différents articles, l'impression apparaît bien différente.

Les intérêts des fonds placés restent à peu près les mêmes que d'ordinaire : 3.552 francs ; la vente des volumes a rapporté 4.800 francs. Mais les cotisations continuent à être très rarement payées : 27.355 francs, produits par 137 cotisations seulement de l'année courante, les autres représentant des cotisations arriérées. Aussi, nous avons, en adressant les convocations à notre Assemblée générale, renouvelé un pressant appel, appuyé sur des réclamations chiffrées, aux sociétaires en retard qui voudront bien, nous l'espérons, consentir à nous entendre et à répondre à ce que nous attendons d'eux.

D'autre part, au tableau des dépenses, dont les frais ordinaires sont réduits au minimum, on est effrayé par l'importance que prennent aujourd'hui et que prendront surtout demain les déboursés que la Société devra assurer, déjà pour la distribution 4.124 francs et 142.253 fr. 70 pour la publication, et qu'elle a même dû, en fin d'année, avancer comme acomptes pour la continuation des impressions en cours, : 70.000 francs.

Elle n'a pu y parvenir qu'en recourant aux trois moyens suivants qu'elle a heureusement réalisés conjointement.

1^o Le remboursement des bons d'épargne destinés à financer la publication spéciale du troisième volume de *Paris pendant la Terreur*.

2^o Le reliquat très élevé de l'exercice de l'année 1946.

3^o Les subventions que le Centre national de la Recherche scientifique a bien voulu accorder, et dont nous tenons à le remercier une fois de plus.

Mais il est obligé, lui aussi, de procéder à des compressions rigoureuses, et nous ne devons pas compter que, d'une façon

certaine, il pourra nous consentir une aide précieuse qui, jusqu'ici, ne nous avait jamais fait défaut.

En conséquence, le budget de l'année 1948 ne devra porter aucun crédit pour la publication d'œuvres nouvelles. Nous nous bornerons à utiliser les sommes dont nous disposerons à l'achèvement et à l'envoi des exemplaires de nos sociétaires qui devient extrêmement coûteux. Ou bien même il faudrait encore augmenter le prix des cotisations. Et, pour le moment du moins, nous nous refusons à envisager une pareille éventualité.

Voici donc, ci-contre, le projet que nous proposons et que nous vous demandons de vouloir bien voter.

Projet de budget pour l'exercice 1948.

RECETTES.

Cotisations	30.000 fr.
Vente de volumes	8.000
Sommes liquides provenant de la succession	
Guébin	10.000
Intérêts des fonds placés	3.500
Reliquat de l'exercice 1946	14.496 05
Total	65.996 fr. 05

DÉPENSES.

Papier nécessaire aux publications	40.000 fr.
Dépenses diverses pour envoi des volumes et	
circulaires, convocations, etc.	20.000
Dépenses d'administration	4.000
Total	64.000 fr.

Balance.

Recettes	65.996 fr. 05
Dépenses	64.000
Excédent	1.996 fr. 05

*Compte spécial (Crédit foncier : 139.904)
pour les fonds provenant de la succession Champion.*

Durant l'année 1947, aucune dépense n'a été faite sur ces

fonds spéciaux relative aux publications dont l'impression est commencée.

La Société a souscrit à dix obligations du Crédit foncier et acheté des bons du Trésor. Elle a touché 3.500 francs de coupons des Houillères du Pas-de-Calais, 633 fr. 70 de dividendes du Crédit foncier et 71 fr. 90 de Bonus, 111 francs d'une soulte de la Banque de France ; elle lui a payé 266 fr. 80 pour frais divers (commissions, affranchissements, timbres) et 675 francs de droits de garde annuels.

Son solde créditeur s'élève, au 31 décembre 1947, à 278.855 fr. 50.

Certifié exact et conforme aux écritures de M. le Trésorier.

Fait à Paris, le 22 mai 1948.

Les Censeurs,

Jeanne VIELLIARD.

Jacques MONICAT.

LA JOURNÉE DU 28 JUILLET 1850

La Révolution de 1830 se produisit dans des circonstances assez particulières dont les caractéristiques essentielles se retrouvent aussi bien dans la préparation que dans le déroulement de la journée décisive, celle du 28 juillet.

Au point de vue économique, tout d'abord, la France, dans son ensemble, avait largement dépassé la crise des années précédentes. La récolte s'annonçait bien, les prix avaient diminué, mais la misère passée avait absorbé une bonne part des économies des ouvriers ou des membres de la petite bourgeoisie, créant une certaine inquiétude, un sentiment d'insécurité. De plus, dans la capitale, les industries de luxe ou de fantaisie, les couturiers, mais plus encore les ébénistes, les bronziers, les bijoutiers en doré et tous les fabricants d'articles de Paris se ressentaient toujours de la restriction des dépenses dans les classes dirigeantes et craignaient le chômage. L'appauvrissement des ouvriers avait réduit le travail des manufactures de coton, qui employaient alors encore plusieurs centaines d'ouvriers dans le faubourg Saint-Antoine. Sur le plan militaire, l'expédition d'Alger, dirigée par le ministre de la Guerre en personne, retenait en Afrique ou immobilisait en réserve dans le midi de la France près d'un tiers des effectifs disponibles. La crainte d'une intervention prussienne en Belgique, où le roi des Pays-Bas redoutait une insurrection, avait amené la concentration dans les camps de Lunéville ou de Saint-Omer de troupes plus nombreuses que celles qui s'y trouvaient ordinairement. Enfin, de mystérieux incendies avaient obligé à réduire encore les forces de la capitale en dirigeant plusieurs régiments de la Garde, les seuls disponibles alors, vers la Normandie occidentale.

La situation politique, tendue dès la fin de l'année précédente, s'était aggravée avec le vote d'une adresse au roi dans laquelle 221 députés exprimaient leur défiance à l'égard du ministère. La dissolution de la Chambre avait amené de

nouvelles élections, encore plus favorables à l'opposition, qui organisait, sans grand succès peut-être, mais de façon spectaculaire, des associations pour le refus de l'impôt. Le Conseil des ministres avait alors proposé à la signature de Charles X quatre ordonnances qui renvoyaient la Chambre récemment élue, modifiaient la loi électorale en augmentant l'influence des administrateurs ; elles réduisaient, au contraire, la part de la bourgeoisie industrielle et commerçante par diverses dispositions, dont le retrait de la patente du nombre des impôts retenus pour le calcul du cens. Enfin, la première ordonnance, d'un effet immédiat, suspendait la liberté de la presse, soumettait à une autorisation préalable, renouvelable chaque trimestre, la réapparition de tous les journaux. Elle réduisait ainsi au chômage, sans grand espoir d'une amélioration rapide de leur sort, les ouvriers imprimeurs et les journalistes de la capitale.

Une certaine agitation s'était manifestée dès la soirée du lundi 26 juillet. Quelques députés et journalistes, réunis dans les bureaux du *National*, créé quelques mois plus tôt avec Thiers, Mignet et Armand Carrel, avaient rédigé une protestation assez énergique, mais elle était signée seulement d'une quarantaine de noms. Toute la réaction populaire s'était bornée à des discours dans les jardins du Palais-Royal, d'où quelques groupes, vite dispersés, s'étaient dirigés vers les ministères des Finances, rue de Rivoli, et de la Justice, place Vendôme.

Le 27, l'agitation avait augmenté. Les imprimeurs avaient licencié leur personnel, et les typographes du *National* et du *Temps* s'étaient improvisés crieurs de journaux pour distribuer la protestation de la veille. Le rédacteur Baude avait soulevé des incidents lorsque la police avait voulu mettre les presses hors d'usage ; des bagarres avaient éclaté au Palais-Royal dans l'après-midi, tandis que le maréchal de Marmont, informé le matin même qu'il devait prendre le commandement des troupes, était obligé d'attendre l'appel du soir pour réunir des contingents plus importants que les postes de garde habituels, les soldats ayant le plus souvent quartier libre l'après-midi à cette époque de l'année. Il y eut, d'ailleurs, peu de difficultés dans la soirée. Tandis que les députés de l'opposition présents à Paris se réunissaient chez Casimir Périer, les troupes circulaient, détruisaient des

barricades hâtivement construites. Malgré l'incendie d'un corps de garde en planches place de la Bourse, Marmont estimait, vers neuf heures du soir, qu'il était suffisamment maître de la situation pour ramener ses régiments dans les casernes, et le ministère, informé de cette vue optimiste, remettait à plus tard la proclamation de l'état de siège.

Le lendemain, une toute autre opinion se manifestait dans les milieux officiels. A neuf heures du matin, le premier acte du maréchal Marmont, mis au courant de la reprise de l'agitation, fut d'adresser au roi, alors au château de Saint-Cloud, un rapport alarmiste sur la position de ses troupes. « J'ai déjà eu l'honneur de rendre compte hier à Votre Majesté de la dispersion des groupes qui ont troublé la tranquillité de Paris. Ce matin, ils se reforment plus nombreux et plus menaçants. Ce n'est plus une émeute, c'est une révolution. »

L'évolution des événements justifiait, en effet, ces inquiétudes. Réunis dans la soirée chez Cadet-Gassicourt, de nombreux adhérents des sociétés secrètes et de jeunes républicains avaient décidé d'agir et, pour commencer, de réaliser cette destruction des réverbères préconisée par les carbonari de 1822. Dans l'obscurité, ils avaient mis en train la construction de barricades, sans être gênés le moins du monde par les forces gouvernementales, puisque toutes les troupes et même les corps de garde isolés avaient été repliés vers les casernes. Tantôt, il suffisait d'une voiture renversée, qui, alourdie par du sable ou des détritux, formait l'essentiel de la barricade ; tantôt, des constructions hétéroclites de tonneaux, de paniers, de sacs à terre s'élevaient à travers les rues étroites jusqu'à hauteur d'homme. Le plus souvent, les pavés de la chaussée avaient fourni aussi bien les matériaux de construction que des projectiles éventuels, disposés par des émeutiers sur les paliers de tous les étages et jusque sur les toits. Au contraire, les vieux sommiers, les meubles brisés, les bouteilles vides étaient projetés des greniers dans la rue, où leurs débris devaient rendre difficile l'action de la cavalerie. Les barricades isolaient au matin, sans plan bien établi, semble-t-il, à peu près les trois quarts de la capitale, surtout nombreuses dans les quartiers de l'Est. Les plus importantes au point de vue de l'insurrection se trouvaient sur la rive droite, en particulier autour de l'Hôtel-de-Ville, de la Bourse, du Palais-Royal et le long des boulevards.

Abrités par elles, les insurgés avaient pu s'emparer de quelques postes gardés par des sous-officiers ou des fusiliers vétérans, même de la mairie de la rue des Petits-Pères. En même temps, des manifestations hostiles se déroulaient devant les boutiques des fournisseurs de la famille royale qui arboraient les armoiries du roi ou des princes, si bien que, pour éviter des incidents, les intéressés, pris de peur, enlevèrent tout ce qui portait des fleurs de lis ; les notaires allèrent jusqu'à retirer leurs panonceaux et l'on gratta les portes des diligences. Tandis que les signes extérieurs de la monarchie restaurée disparaissaient peu à peu de la ville, le drapeau tricolore, hissé par des inconnus, d'obscurs opposants de l'extrême-gauche, flottait au sommet des tours de Notre-Dame, vers lesquelles le gros bourdon, sonnant le tocsin, attirait l'attention générale.

L'insurrection avait changé de caractère. La veille encore, les oisifs, les éléments douteux, sortis des caves des tripots du Palais-Royal, avaient été les plus actifs de ces « hommes du commencement », selon le mot de Louis Blanc. Déjà se joignaient à eux des travailleurs mis en chômage par les patrons, comme ceux qui avaient annoncé, dès le lundi 26, à la Bourse, leur intention « de fermer leurs fabriques et de renvoyer tous leurs ouvriers ». Certains avaient même congédié leurs employés avec deux jours de salaire payés d'avance, les invitant à revenir après les manifestations, mais ce stade était déjà dépassé. Audry de Puyraveau, homme politique et entrepreneur de roulage, distribuait des armes entroposées — mais depuis quand ? — dans ses magasins. Les membres des sociétés secrètes, comme le chef républicain Augustin Fabre, forts de leur armement individuel, de leur technique des insurrections, commençaient à encadrer les manifestants. D'anciens gradés de la Garde nationale, dissoute en 1827, se montraient en uniforme et on voyait même réapparaître quelques costumes de la vieille armée, comme ceux des officiers de l'Empire réunis la veille au soir chez le général Gourgaud. A côté d'eux parurent des polytechniciens, obligés de quitter leur école, fermée le matin même, dont une soixantaine furent les éléments les plus actifs, voire les chefs de groupes d'insurgés.

L'armement des émeutiers ne posait pas de problème bien difficile en ces temps où la police n'avait qu'un sabre ; les

polytechniciens, s'il faut en croire Louis Blanc, se contentèrent d'aiguiser les fleurets de leurs salles d'armes. Les membres des sociétés secrètes devaient avoir un fusil et vingt-cinq cartouches chez eux. La garde nationale avait bien été dissoute, mais non désarmée ; il suffisait, dès lors, aux plus hardis de se présenter chez les autres pour ramasser ces fusils et ces cartouches faisant de tout insurgé un combattant aussi bien armé que l'infanterie de ligne. Cela n'aurait peut-être pas suffi, mais on fit flèche de tout bois : les boutiques d'armuriers furent, suivant les circonstances, réquisitionnées ou mises au pillage. Étienne Arago équipa avec son ami Teste un détachement d'émeutiers au moyen des uniformes et des armes provenant du théâtre du Vaudeville, où l'on avait joué une pièce militaire, *Le sergent Mathieu*. Les étudiants du Quartier latin avaient sorti leurs fusils de chasse et l'armement, encore primitif, se prêtait aux improvisations rapides : après la prise de la Salpêtrière, gardée par quelques vétérans, des ateliers de fabrication de cartouches s'établirent en divers points de la rive gauche, place Maubert, passage Dauphine, cour des Gobelins. Place de l'Odéon, des polytechniciens mesuraient la poudre à canon dans leurs chapeaux, des femmes l'écrasaient entre des pierres avant de l'emballer dans des étuis faits de vieux papiers qu'on leur jetait des maisons voisines. Ailleurs, on fondait le plomb des gouttières et des toitures pour en faire des balles — mais c'était déjà du luxe, et on vit arriver dans les hôpitaux des soldats blessés par des billes à jouer, des clous, des anneaux, des fragments de chaîne ou même des caractères d'imprimerie dont les insurgés chargeaient leurs fusils. Faute d'armes véritables, on feignait d'en avoir ; on vit utiliser les armes des collections privées, les mousquets des panoplies et même un canon du Musée d'artillerie contre la caserne de la rue de Babylone. Les fusils inutilisables déposés au greffe du Palais de Justice servirent à équiper un poste de garde temporaire.

Cette confusion, que masquaient mal une ingéniosité réelle et une bravoure indéniable, aurait suffi à témoigner de l'absence de toute organisation tactique. Il n'y avait d'autre plan que d'essayer de repousser les troupes, de se reformer derrière elles si l'on était forcé de les laisser passer, et, dans les zones plus calmes, sur la rive gauche, par exemple, c'était

avec des hommes inconnus encore à la minute précédente que les polytechniciens descendaient jusqu'à la Seine pour diriger leur feu, suivant leur gré, contre l'Hôtel-de-Ville ou contre les Tuileries. La foule criait aussi bien « Vive la Charte ! » qu'« A bas les Bourbons ! ». Elle acclamait le mystérieux Prince noir, ceux qui prétendaient que Marmont avait été tué, et, dans la confusion générale, les personnalités politiques, quelle que fût la nuance de leur opposition, semblaient complètement débordées.

Cependant, les parlementaires présents dans la capitale demeuraient fidèles à l'idée d'une résistance strictement légale. A dix heures du matin, réunis chez Audry de Puyraveau, ils avaient vu se joindre à eux deux hommes de premier plan, Lafayette et Laffitte, revenus en hâte de province. Après plusieurs heures de discussion, tandis que la fusillade s'étendait le long des boulevards, que des hommes s'armaient presque sous leurs yeux, ils s'étaient contentés d'offrir leur médiation entre les insurgés et le gouvernement royal. D'ailleurs, le journaliste Armand Carrel, ancien officier, leur avait rendu compte de ce qu'il avait vu et il jugeait encore l'armée maîtresse de la situation. Guizot, venu de ces paisibles quartiers de l'ouest où les gardes nationaux en uniforme, spontanément rassemblés, ne songeaient qu'à maintenir l'ordre et à défendre la propriété, avait rédigé une protestation respectueuse contre les ordonnances ; il se bornait à affirmer la légalité de la Chambre dissoute, revendiquait pour les députés la possibilité d'exercer les fonctions qu'ils tenaient de la Charte constitutionnelle et des droits acquis par une élection régulière. « Si les soussignés n'exercent pas effectivement les droits et ne s'acquittent pas de tous les devoirs qu'ils tiennent de leur élection légale, c'est qu'ils en sont empêchés par une violence matérielle contre laquelle ils ne cesseront de protester. » Pour timide qu'elle fût, cette protestation, qui ne s'en prenait qu'aux « conseillers de la couronne trompant les intentions du monarque », semblait encore trop agressive à certains députés, si bien qu'il fut décidé, pour le moment, de la laisser anonyme. Et, tandis que la fusillade augmentait, les députés se séparèrent pour se retrouver, quelques heures plus tard, au domicile de Bérrard, un de leurs collègues. S'ils étaient quarante à midi, il en manquait beaucoup pour recevoir le compte-rendu de la

mission de cinq de leurs envoyés auprès de Marmont. La démarche avait d'ailleurs été vaine, s'il faut en croire les historiens libéraux. Laffitte, Mauguin, Casimir Périer, le comte de Lobau et le général Gérard se seraient vu opposer les ordres formels reçus du roi et les obligations du commandement militaire dans une ville en état de siège. Ils n'avaient même pas pu rencontrer les membres du ministère : le prince de Polignac, présent aux Tuileries, avait refusé de recevoir des hommes sans mandat valable à ses yeux. Tout au plus, devant les sarcasmes des journalistes assez désireux de se voir remplacer à la tête du mouvement, surtout depuis qu'on en craignait l'échec, avait-on inscrit au bas de la proclamation anonyme du matin les noms de soixante-trois députés dont on escomptait qu'ils ne désavoueraient pas leurs collègues réellement présents. Encore avait-il fallu en rayer, à la dernière minute, un qui semblait douteux. Une dernière réunion, tenue à dix heures du soir chez Audry de Puyraveau, dans une maison transformée en poste de commandement, entourée de barricades, gardée par des insurgés en armes jusque dans la cour, ne groupait plus autour de Guizot qu'une dizaine de députés, et pas toujours les plus révolutionnaires en paroles. Ils ne purent s'accorder sur le problème de savoir s'il convenait ou non d'adopter les trois couleurs reprises par les insurgés ; ils se séparèrent finalement après avoir discuté des problèmes de droit constitutionnel et, incapables d'aboutir, n'arrivant pas à s'entendre sur les devoirs des membres du pouvoir législatif, ils ne prirent d'autre décision que de se retrouver le lendemain.

Les autorités n'avaient pas en face des événements une ligne de conduite beaucoup plus nette et leur action n'avait pas été plus efficace.

La cour, retirée à Saint-Cloud, protégée des bruits de l'émeute par la distance, vivait dans un optimisme officiel entretenu par les rapports du prince de Polignac. La démarche des cinq députés libéraux avait semblé au roi l'aveu de la faiblesse des insurgés et, sans rien changer au cérémonial habituel, Charles X fit le soir son habituelle partie de whist, se plaignant seulement des distractions de son partenaire.

A Paris, le préfet de police Mangin avait affirmé, le 25, « que, quoi qu'on fit, Paris ne bougerait pas, et qu'il en répon-

dait sur sa tête ». Les informations de ses agents l'avaient peut-être détrompé, mais il n'y paraissait guère. Il s'était contenté de faire paraître au *Moniteur* du 28 juillet, le dernier de la Seconde Restauration, une ordonnance menaçant « ... d'être conduits chez les commissaires de police les individus qui distribueraient ou mettraient en lecture dans des lieux publics des écrits périodiques dans lesquels ne se trouverait pas l'indication des vrais noms, professions et adresse de l'auteur ou de l'imprimeur... ». Dans une autre ordonnance, il mettait en garde contre « ... les brigands dont les troubles de la veille avaient signalé la présence dans la capitale... ». Le préfet de la Seine, de Chabrol, encore plus apathique, s'était enfermé dans la bibliothèque de l'Hôtel-de-Ville avec les douze gardes municipaux habituels, renforcés de quatre soldats qu'il avait retirés du poste de l'entrée.

Pendant ce temps, les ministres s'étaient réunis aux Tuileries, où le maréchal Marmont avait établi son quartier général. Comme celui-ci, depuis la proclamation de l'état de siège, devait assumer toute la direction des affaires, cette proximité des pouvoirs civils pouvait lui être de quelque secours en lui fournissant des suggestions pratiques sur le plan politique. Il ne semble pas s'en être servi ; les ministres se bornèrent à conseiller la formation d'un conseil de guerre pour juger les insurgés et à préconiser l'arrestation d'un certain nombre de personnalités d'opposition, suivant les formes légales, et aucune de ces mesures ne fut exécutée. Toute la responsabilité de la défense du régime pesa donc sur l'autorité militaire.

Bien qu'il fût normalement gouverneur de la 1^{re} division militaire et major général de service pour la Garde royale, le maréchal Marmont n'avait guère, de ce fait, que des fonctions de prestige, et il se cantonnait volontiers dans ses attributions de pair de France et de courtisan, laissant au lieutenant général Coutard, commandant la subdivision de la Seine, le soin de s'occuper des détails ou même de la réalité du service.

Des forces nombreuses se trouvaient, au moins en théorie, à sa disposition à Paris ou dans la banlieue immédiate. Les compagnies de sous-officiers ou de fusiliers sédentaires, huit au total, ayant de 67 à 123 hommes, ne pouvaient guère servir qu'à garder, en temps ordinaire, les dépôts et les bâ-

timents militaires. Les gendarmes de Paris et de la Seine réunissaient environ 1.500 hommes, dont un tiers monté, sous la direction de l'énergique vicomte de Foucauld. Trois régiments de ligne et un d'infanterie légère figuraient sur les tableaux d'effectif, mais deux bataillons étaient à Soissons et les contingents présents à Paris se dispersaient dans une dizaine de casernes dont les plus grandes n'abritaient que deux bataillons, ce qui rendait les concentrations et la défense plus délicates. Les régiments d'infanterie de la garde, deux français et un suisse, étaient dispersés de la même façon, sauf autour de l'École militaire et au château de Vincennes, où se trouvaient les artilleurs à pied et à cheval. Toutes ces troupes, d'ailleurs, n'étaient pas au complet. Dans son souci de garder le secret, Polignac avait négligé d'alerter Champagny, qui assurait sous ses ordres l'intérim du ministre de la Guerre. Aucune mesure n'avait été prise. Le général Coutard était parti dans une station thermale ; nombre d'officiers, électeurs en province, avaient avancé la date de leur congé pour être sur place au moment des scrutins de juin ou de juillet, mais on n'avait pas pour autant rappelé plus tôt ceux qui se trouvaient en congé de semestre. Le régiment suisse venait d'arriver d'Orléans un mois plus tôt, après y avoir passé plusieurs années, et ses gradés connaissaient si mal la capitale qu'ils se perdirent en allant du Pont-Neuf au Marché-des-Innocents. Enfin, dans toutes les unités, nombre de soldats se trouvaient eux aussi en permission ou en congé et les chaleurs d'un été torride avaient amené dans les hôpitaux du Val-de-Grâce et du Gros-Caillou plus de 800 officiers ou soldats, chiffre exceptionnellement élevé pour une garnison théorique de moins de 12.000 hommes au matin du 27.

On pouvait, évidemment faire venir des renforts, appeler les régiments cantonnés en banlieue, mais les fantassins de Courbevoie, comme la majeure partie des grenadiers à cheval de Versailles, étaient dispersés en Normandie. Il fallait ensuite compter avec plusieurs jours de délais de route, en supposant que tout allât bien. Mais, lorsque Marmont se décida, sur les instances de Champagny, à alerter les troupes des camps de Saint-Omer et de Lunéville, on s'aperçut que les insurgés étaient maîtres du premier relais du télégraphe aérien ; on fit alors choix d'un invalide à la jambe de bois pour porter le message jusqu'au second relais, celui d'Écouen,

en traversant tout le secteur aux mains des émeutiers, alors que les routes de banlieue étaient libres, comme celle de Paris à Saint-Cloud, et parcourues librement par les cavaliers.

Quant à l'utilisation des bonnes volontés qui pouvaient se trouver dans la capitale, Marmont n'y pensait même pas. Il laissait attendre en vain dans son antichambre de nombreux officiers en congé ou de passage à Paris venus se mettre à sa disposition. La proposition de Bertier de Sauvigny d'organiser les ouvriers royalistes, entre autres les forts et les bouchers des Halles et les charbonniers des ports, ne fut pas plus retenue que l'idée de Capelle d'embaucher tous les typographes en chômage à l'Imprimerie royale. Il fallut attendre le 29 pour voir convoquer à l'état-major les maires des arrondissements, encore était-ce pour leur communiquer un projet de trêve. Naturellement, aucune utilisation ne fut faite des gardes nationaux des quartiers de l'ouest qui, voyant l'insurrection grandir, avaient revêtu leur uniforme et s'étaient spontanément présentés pour assurer le maintien de l'ordre. Marmont ne savait d'ailleurs peut-être même pas qu'il aurait pu agir : une tradition rapporte qu'il aurait demandé un code pour voir quelles étaient les attributions de l'autorité militaire une fois l'état de siège proclamé.

Marmont semblait, en tout cas, avoir aussi peu de confiance dans ses troupes que de suite dans les idées, et on ne saurait attribuer cette mentalité surprenante à l'usure physique d'un homme qui avait, certes, connu une vie active, mais qui, alors âgé de cinquante-six ans, devait encore vivre vingt-deux ans, jusqu'en 1852. Le 28 au matin, il avait encore enjoint aux régiments de ne pas bouger de leurs casernes, puis, adoptant un plan encore plus strictement défensif, il les avait resserrés des Champs-Élysées au Louvre, avec quelques pointes avancées au Palais-Royal, à l'Hôtel-de-Ville, au Palais de Justice et, plus à l'écart, au Panthéon, rue de Babylone et à l'École militaire.

Vers midi, alors que l'insurrection avait pu se renforcer à son gré pendant une demi-journée, en pleine chaleur, il passa à l'offensive et lança ses troupes, qui n'avaient rien mangé ni bu, par suite de la perte de la manutention et de l'abandon des casernes, dans une bataille de rues. Quatre colonnes, comprenant des fantassins et des cavaliers, en

nombre variable, et deux pièces de canon furent chargées de dégager les artères principales.

L'une, partie du Pont-Neuf, devait gagner l'Hôtel-de-Ville. Elle y parvint, malgré l'attitude pour le moins douteuse du 15^e régiment d'infanterie légère, établi sur le Marché-aux-Fleurs, qui, selon le mot de Louis Blanc, assistait au combat sans y prendre part et ne tira pas sur les insurgés cachés le long des quais. Le général Talon peut se maintenir et même dégager la place, mais il ne parvint pas à s'emparer des barricades édifiées dans les rues voisines ni à se débarrasser des insurgés tiraillant de la rive gauche ou de la Cité.

La seconde colonne, sous les ordres du général Quinsonas, parvint sans difficulté au Marché-des-Innocents par la rue Saint-Honoré, mais s'y trouva bloquée. Le bataillon envoyé dans la rue Saint-Denis, sans artillerie, la remonta péniblement jusqu'aux boulevards, puis, après avoir continué jusqu'au mur des Fermiers-Généraux, près de la barrière de la Chapelle, se replia vers l'ouest ; les barricades avaient été relevées après son passage et le régiment qui devait l'attendre porte Saint-Denis avait été rappelé à l'Hôtel-de-Ville.

La troisième colonne, après avoir été sans encombre des Champs-Élysées à la Madeleine, abandonna sans garde dans l'église les quelques insurgés qu'elle y avait capturés, poussa jusqu'à la rue de Richelieu, puis revint à son point de départ sans le moindre incident ; le seul acte notable du général de Saint-Hilaire, qui la commandait, fut de détacher une compagnie pour remplacer à la mairie du 1^{er} arrondissement des gardes nationaux modérés, porteurs de la cocarde blanche, qui étaient venus garder le bâtiment.

La quatrième colonne, moins importante que la première — deux bataillons du 1^{er} régiment d'infanterie de la garde, deux escadrons de lanciers et deux canons, lorsque l'autre comptait quatre bataillons — avait une mission écrasante. Elle devait remonter la rue de Richelieu, progresser le long des boulevards, s'établir place de la Bastille et, tout en surveillant le faubourg Saint-Antoine, établir la liaison avec l'Hôtel-de-Ville. Le général de Saint-Chamans passa sans trop de difficulté, bien qu'il fût privé du soutien des troupes qui auraient dû se trouver porte Saint-Denis ; il perdit du monde de la porte Saint-Martin à la Bastille par le feu des

tireurs embusqués derrière les barricades des rues latérales. Après avoir dispersé sans combat, en lui distribuant de l'argent au cri de « Vive le roi ! », la foule qui encombra la place, il fut de nouveau sous le feu des barricades voisines. Un détachement réussit à atteindre la barrière du Trône et à revenir sans autre peine que de renverser à chaque passage cinq barricades établies dans le faubourg Saint-Antoine. Les cavaliers envoyés dans la direction de l'Hôtel-de-Ville, assommés sous les projectiles de toute nature jetés du haut des toits, mal soutenus par l'artillerie à court de munitions, furent obligés de reculer. En même temps, les insurgés, aidés par les concierges des immeubles ou par les propriétaires que gênait l'ombre trop épaisse, abattaient tous les arbres des boulevards, rendant toute retraite impossible de ce côté.

Pendant ce temps, toutefois, deux régiments entiers et les bataillons amenés de banlieue demeuraient oisifs entre les Champs-Élysées et la place des Victoires, souffrant cependant, autant que les unités engagées, de la chaleur écrasante et du manque de ravitaillement en vivres et en munitions : dès le matin, la manutention de la rue du Cherche-Midi et la poudrerie du faubourg Saint-Marceau, gardées par des compagnies de vétérans ou de simples détachements d'une dizaine d'hommes, avaient été enlevées presque sans combat par les insurgés. Marmont, de son côté, recevait à son quartier général la visite de son ami Arago, puis celle des commissaires envoyés par les députés d'opposition qui lui demandaient tous d'arrêter les combats. Leur intensité était, d'ailleurs, très inégale : le colonel du 15^e régiment d'infanterie légère renonça à pousser du marché des Prouvaires à celui des Innocents lorsqu'il eut neuf carabiniers hors de combat, mais un bataillon suisse, malgré une erreur d'itinéraire, réussit à atteindre les troupes encerclées au prix d'un cinquième de son effectif. Le colonel de Maillardoz, qui en avait pris la tête, réussit ensuite à ramener sur les quais son bataillon et les troupes du général Quinonnas.

Les troupes isolées à la Bastille se replièrent par la rive gauche : après avoir passé la Seine au pont d'Austerlitz, et, contournant le Jardin des Plantes, puis le faubourg Saint-Marcel, elles revinrent aux Tuileries par le boulevard des Invalides et le pont Louis XV — c'est-à-dire de la Concorde.

Celles qui étaient place de l'Hôtel-de-Ville se replièrent à la nuit par le pont Notre-Dame, le quai de l'Horloge et le

Pont-Neuf, ramenant avec elles les bataillons demeurés oisifs sur le Marché-aux-Fleurs pendant toute la journée.

Le maréchal Marmont avait, en effet, envoyé à Charles X un de ses aides de camp, le colonel de Komierowski, et, par ses vues alarmistes de la situation, obtenu l'ordre de concentrer ses troupes autour des Tuileries. Protégé sur un côté par la Seine, il allait pouvoir reprendre ses plans défensifs et s'établir sur cette position, où il pensait pouvoir tenir trois semaines, selon ses propres déclarations. Il se contentait, d'ailleurs, de revenir à un plan déjà proposé en 1815 à Louis XVIII, mais il n'avait rien préparé, même pas fait détruire des échafaudages permettant d'escalader la colonnade du Louvre. A vrai dire, la possession de ces édifices hantés par les souvenirs du 10 août 1792 et qui n'étaient même pas mis en état de défense n'avait qu'une valeur théorique ; on le vit bien le lendemain quand tout s'effondra dans la panique ; l'abandon de l'Hôtel-de-Ville donnait, au contraire, à l'insurrection un centre politique incomparable ; la capitale semblait abandonnée et la garde était démoralisée par cette « guerre de pots de chambre », selon le mot du ministre Guernon-Ranville.

L'examen rapide de cette journée permet ainsi de dégager les caractères généraux qui sont ceux de toute la Révolution de 1830.

Révolution essentiellement politique, où les contingences économiques ne jouèrent qu'un rôle tout à fait secondaire, où le chômage et la misère furent moins des réalités que des menaces agitées au bon moment pour susciter l'émotion populaire.

Révolution fortuite, dans laquelle de simples manifestations contre les ordonnances et contre les ministres devinrent une insurrection antidynastique. On ne saurait, à ce point de vue, surestimer le rôle des républicains organisés en sociétés secrètes, comme celle des « amis fidèles » qui recrutait depuis près de dix-huit mois à l'insu de la police.

Révolution parisienne qui ne vit aucune réaction de la province, pourtant informée des troubles par le passage des malles-poste où les armoirées royales avaient été effacées.

Révolution aussi confuse et anonyme, sans chef véritable, dans laquelle, pour reprendre la distinction établie par M. G. Lefebvre, les meneurs, et surtout les meneurs sponta-

nés, firent le plus gros effort, au bénéfice de profiteurs qui ne se manifestèrent guère que le lendemain. Il est, à ce point de vue, assez caractéristique que la première autorité révolutionnaire établie à l'Hôtel-de-Ville, vide depuis douze heures, ait été celle du soi-disant général Dubourg. Cet ancien officier de l'Empire, volontaire royal de 1815, destitué cinq ans plus tard pour port illégal de décoration, ne tirait sa dignité que de la désignation d'un rédacteur du *Constitutionnel*, d'un habit de fripier et d'épaulettes de théâtre. Les députés tremblaient de trop se compromettre et, si quelques hommes avaient pensé au duc d'Orléans, son par-tisan le plus actif, Thiers, s'était prudemment retiré à la campagne.

Révolution romantique s'il en fût, où les gestes spectaculaires, les épanchements sentimentaux et les larmes de bonheur ne manquèrent pas plus que les mots héroïques, s'il faut en croire les mémorialistes de l'époque.

Toutefois, une part de cette grandeur d'âme n'était pas sans soulever quelque inquiétude et les éloges que les historiens libéraux font de la modération de Marmont donnent à réfléchir. Son refus persistant d'utiliser l'artillerie, dont l'efficacité offensive ou défensive eût été indéniable sur les quais ou sur les boulevards, le fait qu'il en laissa les deux tiers, guère mieux gardés que la Manutention ou les poudreries, dans les hangars du fort de Vincennes sont aussi curieux que les contradictions de ses plans. Les régiments oisifs ou douteux laissés en place sans la moindre tentative pour les reprendre en main, abandonnés à la propagande des adversaires, les unités engagées laissées sans liaison, sans ravitaillement, sans munition, font pour le moins penser que le duc de Raguse n'avait plus son énergie de 1813 quand il enfonçait la résistance devant Hanau. Que dire de son attitude lorsqu'il annula l'ordre d'arrestation de plusieurs chefs de l'opposition parce que quelques-uns venaient négocier avec lui, sans entente préalable, sous les yeux de ses troupes.

Dans la journée du 28 comme dans les autres des Trois Glorieuses, si le courage et l'ingéniosité des insurgés furent indéniables, l'imprévoyance du prince de Polignac et les tergiversations du maréchal Marmont furent les éléments les plus sûrs de leur succès.

Jean VIDALENC.

*Rapport sur les conférences organisées
par la Société de l'Histoire de France
pendant l'année 1947-1948*

Les journées révolutionnaires parisiennes

La Société a consacré ses réunions mensuelles à des exposés sur quelques-unes des principales journées révolutionnaires parisiennes. Il s'agissait, dans l'esprit des organisateurs, d'obtenir des mises au point et de comparer des résultats en vue de « dégager en fin de compte une sorte de philosophie des réactions populaires et comme une manière de technologie des révolutions¹ ». Il fallait voir si causes, marche des événements, conséquences ne présentaient pas des traits communs fondamentaux, des constantes, même s'il ne s'en dégageait pas de véritables lois naturelles, ou bien si ces journées ne pouvaient pas se classer en espèces, dont chacune aurait obéi à quelques grandes lois. Le présent rapport devait être primitivement une tentative de classification naturelle et un effort pour discerner des relations universelles et nécessaires entre les faits. Ce but ne peut être atteint, ni même approché. Ce n'est pas en raison des lacunes de notre savoir et des nombreuses recherches qu'il faut encore sur les journées : nous avons déjà un fonds de connaissances suffisant pour une étude comparative et seule cette étude avec la recherche systématique des lois peut rendre les dépouillements ultérieurs fructueux en précisant dans quelles directions ils doivent être conduits. L'impossibilité d'écrire le rapport prévu vient de conditions matérielles. Il faudrait d'abord pouvoir utiliser des études sur toutes les journées révolutionnaires. Or, faute de temps, la Société n'a pu faire traiter que de quelques-unes. D'autre part, les auteurs de communications n'ont le plus souvent remis que des résumés très sommaires. Certains mêmes, M. Lefebvre pour les journées de 1789 à 1793, M. Labrousse pour celles de 1848, n'en ont pas remis du tout. Il ne peut donc être question ici que de rappeler aux membres de la Société les différents exposés.

1. M. Samaran.

Mme Suzanne Honoré-Duvergé a étudié « Les grandes journées de la crise des années 1356-1358 ». Les causes en ont été l'effondrement du prestige royal à la suite des défaites de Crécy et de Poitiers, l'invasion anglaise, la crise financière, l'instabilité monétaire, la paralysie de la vie économique. Les journées sont organisées par la grande bourgeoisie parisienne, conduite par le prévôt des marchands Etienne Marcel, en vue d'assurer le transfert de la souveraineté du prince aux États-Généraux. Le 19 janvier 1357, le prévôt des marchands déclenche la grève générale, fait armer les bourgeois, assure le triomphe des États, et de même le 5 avril 1357 et le 22 février 1358. Contre la grande bourgeoisie, le dauphin essaie de s'assurer le concours du menu peuple. Cependant, la Jacquerie, l'intervention anglaise, les épreuves du siège de Paris redonnent au Dauphin des partisans dans la bourgeoisie parisienne, et ceux-ci, appuyés par le peuple, deviennent assez forts pour briser le pouvoir d'Étienne Marcel dans les journées du 21 et du 31 juillet 1358.

M. Samaran s'est consacré aux journées de mai-juin 1418. Il en a retracé le cours et cherché les causes. Le coup de main bourguignon contre les Armagnacs de Paris a réussi en raison d'un désir, chez la majorité des Parisiens, de changer de régime. La situation financière était désespérée et un emprunt forcé avait mécontenté tous les habitants. A cause des ravages des gens de guerre, la disette sévissait et les prix étaient exorbitants. Le comte d'Armagnac et son entourage s'étaient rendus haïssables par leur hauteur et leur dureté. Les Parisiens, travaillés par une habile propagande bourguignonne, étaient persuadés que les Armagnacs se refusaient à la paix pour conserver leur situation personnelle, qu'ils voulaient donner Paris au roi d'Angleterre, faire noyer les femmes de leurs adversaires politiques, etc. La convoitise des biens des Armagnacs, l'esprit de vengeance, et surtout la peur des représailles, prolongèrent les troubles et provoquèrent des massacres, comme ceux du 12 juin.

M. Metman a analysé les événements de la journée des Barricades du 12 mai 1588. L'esprit de révolte fut déchaîné chez les bourgeois de Paris par la présence du duc de Guise qui incarnait leurs aspirations et était un sorte de fétiche, par des mesures blessantes, comme les perquisitions en vue de rechercher les étrangers, c'est-à-dire les capitaines espagnols qui se glissaient dans Paris pour y fomenter des

troubles ; par la peur que provoqua l'entrée des troupes royales, dont les bourgeois parisiens redoutaient les excès à l'égal de ceux de l'ennemi. Ayant fait naître des sentiments hostiles, le gouvernement de Henri III se montra sans énergie et sans décision. Il ne sut rien tenter contre le duc de Guise, alors qu'il le pouvait. Il laissa les ligueurs mobiliser leurs forces. Il n'essaya pas de balayer les barricades au début, ce qui aurait été facile.

M. Mousnier s'est chargé des journées d'août 1648¹. Elles ont pour cause immédiate l'arrestation du conseiller au Parlement de Paris Broussel. Le corps de juges qu'était le Parlement prétendait, en effet, usurper sur le roi le pouvoir législatif, conserver et étendre sa participation à l'administration par ses arrêts de règlement, protéger l'indépendance des officiers propriétaires de leurs charges contre les commissaires royaux. Il manifestait son mécontentement par une opposition, désastreuse en temps de guerre, à la politique fiscale du gouvernement, excitait contre celui-ci la colère du petit peuple, et se faisait ainsi une popularité facile. Broussel, un des plus remuants conseillers, était devenu un véritable fétiche pour le peuple qui s'insurgea en sa faveur contre Mazarin, le bouc émissaire. Les bourgeois, épouvantés par la perspective d'un pillage ou d'un massacre, soit par des éléments populaires, soit par des soldats, prirent les armes, barrèrent les rues et empêchèrent ainsi la répression. L'on discerne ou l'on soupçonne l'action occulte de meneurs, grands seigneurs, membres du Parlement, dévots, etc. Le Parlement sut exploiter l'insurrection populaire et obliger un gouvernement paralysé à satisfaire ses intérêts égoïstes.

M. Vidalenc a montré combien il y avait peu de motifs économiques à la Révolution de 1830. C'est, avant tout, une révolution politique et une révolution de surprise. Des manifestations contre les ordonnances dégénérèrent en coup de force. Les membres du Corps législatif se montrèrent timides. Le succès fut dû aux membres des sociétés secrètes qui encadrèrent les manifestants, dirigèrent la construction des barricades et la collecte des armes. Il fut dû surtout à

1. Cette communication a été publiée sous le titre « Quelques raisons de la Fronde. Les causes des journées révolutionnaires parisiennes de 1648 », dans *XVII^e siècle. Bulletin de la Société d'étude du XVII^e siècle*, 1949, nos 2 et 3, p. 33-78.

l'aveuglement et à la faiblesse d'un gouvernement qui n'avait rien prévu et se montra incapable de décision et d'action. Cour, ministres, préfet de police, préfet de la Seine ne pensèrent à rien et ne firent rien. Le maréchal Marmont ne disposait que d'effectifs réduits et d'un cerveau confus. Il ne sut utiliser ni les officiers en congé ou de passage qui venaient se mettre à sa disposition, ni les ouvriers royalistes, ni les gardes nationaux des quartiers de l'ouest prêts à assurer le maintien de l'ordre, ni les troupes. Il laissa l'insurrection se développer, saisir les points stratégiques, politiques et les centres de ravitaillement, fit donner une partie seulement de ses hommes, à contre-temps et sans plan de campagne, refusa d'utiliser l'artillerie et assura la victoire révolutionnaire.

M. Bourgin a insisté sur la complexité des origines de la Commune, qu'il est inadmissible d'attribuer à l'Association internationale des travailleurs. Elle résulta d'abord d'une tradition révolutionnaire maintenue à Paris et qui, depuis le 14 juillet 1789, a guidé le pays dans les voies audacieuses des nouveautés politiques et sociales. Ensuite, Paris n'était plus la cité de l'artisanat, mais avait adapté certaines productions à la grande industrie et sa population ouvrière avait acquis le sens de l'organisation et une idéologie nouvelle, en particulier un sens plus aigu de la notion de classe. Les ouvriers, républicains et athées, prétendaient régir leur destinée eux-mêmes. La chute de l'Empire leur donnait le moyen d'agir, pendant que l'incapacité du gouvernement de la Défense nationale à restaurer la patrie excitait les revendications. Les ouvriers ne voulaient ni d'une paix odieuse ni de la monarchie souhaitées par l'Assemblée nationale. Ainsi un fossé se creusa entre les Parisiens et le gouvernement. La brutalité des mesures votées par l'Assemblée ou décidées par Thiers provoqua la résistance d'une population groupée en bataillons de Garde nationale dont le Conseil central devient l'organe de protestation. L'insurrection fut écrasée, mais la fidélité des Parisiens aux principes pour lesquels ils s'étaient insurgés donna aux éléments les moins violents de la société française le désir d'établir des institutions qui permissent au progrès social de se développer pacifiquement. Ainsi, la Commune a permis à la Troisième République de s'affirmer.

Il est à souhaiter que la Société de l'Histoire de France

puisse à nouveau organiser sur d'autres sujets des conférences selon la même formule, qui s'impose. Cette première expérience suggère quelques précautions pour donner à l'effort toute son efficacité. Il serait évidemment bon que les auteurs d'exposés fussent pressentis suffisamment à l'avance pour que leur contribution fût toujours une œuvre personnelle reposant sur des dépouillements originaux. Il serait bon qu'ils eussent une réunion avant de commencer leur travail, afin de se mettre d'accord sur l'objet de leurs recherches et de dresser un questionnaire commun pour obtenir des éléments comparables. Toutes les communications devraient être rédigées sous forme de mémoires érudits. Ces mémoires seraient confiés à un des auteurs pour commencer le travail de comparaison et de recherche des lois, mais le projet qu'il établirait devrait être lu, discuté et mis au point en réunion des collaborateurs. Tous les mémoires devraient être publiés en un volume. Si les exposés de cette année avaient tous été rédigés, imprimés, rassemblés en un livre dont le dernier chapitre aurait été cette tentative de science des journées révolutionnaires, dont il a été parlé au début, la Société de l'Histoire de France n'aurait-elle pas rendu un service aux études historiques? Et une collection de volumes de ce type ne serait-elle pas une contribution sans prix à l'histoire et à la science sociale?

Roland MOUSNIER.

LA VIE DE LA SOCIÉTÉ

1949

Les séances du Conseil

Le Conseil a tenu ses séances mensuelles aux dates des 22 janvier, 20 mars, 25 avril, 25 juin, 26 novembre et 17 décembre 1949, avec une assistance moyenne de quinze personnes, séances qui furent présidées jusqu'au 25 juin par M. Pierre Caron (suppléé le 22 janvier et le 25 juin par M. G. Bourgin), puis, à partir du 26 novembre, par M. Fr. Charles-Roux.

Les élections du nouveau bureau, le 25 juin, ont porté à la présidence M. Fr. Charles-Roux, premier vice-président, M. G. Bourgin devenant premier vice-président et M. R. Fawtier second vice-président. Ces élections ont confirmé dans leurs fonctions respectives les secrétaire, secrétaire-adjoint, trésorier et trésorier-adjoint MM. Ch. Samaran, M. François, E. Lyon et R. Michel-Dansac. M. J. Monicat et M^{lle} Viel-liard ont été réélus censeurs.

Les membres du Comité de publication (MM. Brunel, Caron, Dupont-Ferrier, de Lacombe, Levillain, Pouthas) et ceux du Comité des fonds (MM. Celier, Marot, de Pange, Tessier) ont été également réélus ce même 25 juin.

L'Assemblée générale du 28 mai a élu membre du Conseil, pour siéger jusqu'en 1950, M. Charles Braibant, directeur des Archives de France ; il s'agissait de remplacer M. Louis André, décédé.

M. M. François, secrétaire-adjoint, a repris ses fonctions de manière effective à la séance du 26 novembre. M. B. Mahieu continue à prêter à MM. Samaran et François son concours dans le travail du secrétariat de la Société.

M. Jean Marchand, membre du Conseil, a été élu en juin

1950 membre correspondant de l'Institut (Académie des Sciences morales et politiques).

Les publications de la Société

L'*Annuaire-Bulletin* de 1946-1947 a été distribué dans le courant du mois de mars. Le Conseil avait décidé, dans sa séance du 22 janvier, de se charger de faire imprimer, pour le compte de M. Mousnier, des tirages à part de son long mémoire, qui forme la seconde partie de cet *Annuaire-Bulletin*. Le Conseil acceptait aussi de prendre à son compte le tiers de la dépense représentée par l'ensemble de ces tirages à part, qui furent remis à M. Mousnier lors des premiers jours de la distribution de l'*Annuaire-Bulletin*.

Au terme de l'année 1949, le tome IV de *Paris pendant la Terreur*, par M. Pierre Caron, se trouve pratiquement terminé. M. Caron donne, dans le courant de février, le bon à mettre en pages, et M. Samaran fait connaître, le 20 mars, que l'ouvrage était à nouveau chez l'imprimeur, puis, le 25 juin, qu'il en était revenu et remis à M. Caron pour le bon à tirer. Le 26 novembre, le Conseil apprend du secrétaire que l'œuvre est achevée et que seule la couverture reste à préparer : le 17 décembre, d'ailleurs, le secrétaire soumet à ses collègues la maquette de la couverture, qu'il renvoie, après avis du Conseil, à l'imprimeur. Il a été décidé, le 26 novembre, de tirer à mille exemplaires.

En ce qui concerne le *Journal* de Pierre de Paschal, M. Marot, commissaire responsable, qui s'était chargé du travail de collation avec l'original, constate des divergences assez nombreuses entre l'original et les épreuves du manuscrit Champion. Il soumet le fait à ses collègues du Conseil le 22 janvier. La question est reprise le 20 mars, et deux opinions se font jour, l'une admettant le maintien intégral du texte actuel, avec une note explicative en tête de l'ouvrage, l'autre proposant une refonte complète du travail, par un retour à l'original, soit en corrigeant d'une manière exhaustive les épreuves actuelles, soit en envisageant une composition nouvelle. A son retour, M. M. François reprend en main les épreuves du *Journal*, étudie la question d'une manière technique avec l'imprimeur et fait admettre, le 26 novembre, le principe d'une reprise *ex nihilo* du travail et d'une

composition entièrement nouvelle. Immédiatement après, M. M. François se met au travail.

La mise au point de la publication des *Lettres de Henri III* est poursuivie par M. Dethan. Celui-ci fait personnellement, à la séance du 22 janvier, un rapport sur son travail. M. Dethan établit le choix définitif des lettres à publier *in extenso*, vérifie les noms de lieu et les termes de certaines analyses. La matière d'un premier volume se trouve ainsi à peu près établie le 20 mars, comprenant environ mille lettres. M. Celier, commissaire responsable, est alors saisi du manuscrit. A son retour, M. M. François apporte certaines remarques quant au plan de l'ouvrage, en s'inspirant notamment de ce qu'il peut connaître des intentions de Pierre Champion. Le Conseil, alors, décide, le 26 novembre, qu'une commission comprenant MM. Bourgin, Dethan, François, Marot, Martin-Chabot et Tessier se réunira pour préciser d'une manière définitive le plan de l'ouvrage. Le travail de M. Dethan demeure naturellement valable et le Conseil lui alloue, le 26 novembre, la rétribution prévue. La commission se réunit le 22 décembre et se met facilement d'accord.

Rien de nouveau n'est apporté au cours de cette année en ce qui concerne le tome X des *Grandes Chroniques* et le tome XIII de *Froissart*.

La vie financière

M. Lyon, trésorier de la Société, fait voter par l'Assemblée générale du 28 mai le relèvement de la cotisation, qui est portée à 400 francs. Le prix de vente de l'*Annuaire-Bulletin*, de ce fait, se trouve élevé à 500 francs.

M. Lyon poursuit ses démarches près du Centre national de la Recherche scientifique. Il a la possibilité d'annoncer, le 17 décembre, que le Centre accorde à la Société une subvention de 30.000 francs. Mais il s'agit là de la moitié seulement de la somme demandée. Du moins M. Lyon peut-il envisager dès maintenant d'acheter le papier nécessaire à la publication du tome X des *Grandes Chroniques*. Le Conseil l'habilite à ce faire dans sa séance du 17 décembre.

Le même jour, le Conseil décide de vendre 750 francs le tome IV de *Paris pendant la Terreur*, dont le tirage sera de 1.000 exemplaires. Une démarche nouvelle sera tentée avant

le 1^{er} avril près du Centre de la Recherche à propos de cette publication.

Au 17 décembre, la Société avait à sa disposition 63.000 francs aux chèques postaux, 28.000 francs au Crédit foncier et 6.000 francs, reliquat de la succession Guébin. Les fonds Champion ne sont naturellement point compris dans ces chiffres.

Le Conseil et le trésorier se sont préoccupés, depuis avril, d'assurer la vente de la maison d'Aulnay, léguée par P. Champion à la Société. M. Védrunes, membre de notre Société, a examiné l'ensemble de la propriété et fait un constat dont il apporte les conclusions à la séance du 25 avril : la maison se désagrège de jour en jour. Le montant des réparations s'élèverait à 1.500.000 francs au minimum. La maison est sans grand confort, loin de toute communication. La Société ne peut espérer en tirer de revenus, même sous forme de location, et M. Védrunes conclut à l'intérêt de la vente. M. Lyon soutient ce point de vue, qui est partagé par le Conseil. MM. Lyon et Michel-Dansac sont mandatés pour entrer en rapport avec M^e Houdin, avoué, et M^e Morel d'Arleux, notaire, pour la vente en justice de la maison. — Des difficultés surgissent aussitôt et M. Lyon en fait état lors de la séance du 25 juin : une partie des locaux est habitée par des occupants sans titre, en dehors de la gardienne, installée sur les lieux par le testament de Pierre Champion, et les demandes apportées par ces occupants pour vider les lieux paraissent exorbitantes. Le Conseil décide de faire procéder à une sommation par huissier.

Le 26 novembre, M. Lyon faisait connaître que cette sommation avait été faite et que les intéressés songeaient à quitter la maison ; mais une nouvelle difficulté apparaît du fait que la gardienne demande à son tour, pour vider les lieux, la somme de 200.000 francs. Le Conseil refuse d'accepter cette condition. — Cependant, M^e Houdin a commencé la recherche d'un acquéreur.

A la séance du 17 décembre, M. Védrunes, qui accepte bénévolement de servir d'intermédiaire entre le trésorier, le notaire et l'avoué et les occupants d'Aulnay, fait part de l'inquiétude du notaire en présence de coupes de bois abusives. M. Michel-Dansac propose qu'un constat soit dressé. De toute façon, M. Michel François doit se rendre inces-

samment à Aulnay et examinera, d'une manière très précise, l'état de lieux qu'il connaît bien.

Conférence et visites

Le 22 janvier, M. Ernest Labrousse devant une assistance choisie et très intéressée par les perspectives abordées dans un exposé clair, précis et vivant, développe le thème suivant : « Un premier national-socialisme ; le mouvement napoléonien avant le coup d'État du 2 décembre. »

Le 26 février, les membres de la Société furent conviés à se rendre au Musée postal, où ils furent reçus par M. Eugène Vaillé, conservateur, qui a bien voulu diriger lui-même une très intéressante visite où il commenta l'ensemble unique qu'il a su, lui-même, spécialiste de l'histoire des Postes, grouper et aménager pour le public.

Le 18 juin, M. Paul-Marie Duval a conduit une visite-promenade aux thermes de Cluny, où il a présenté sur place, aux très nombreux assistants, le résultat des fouilles minutieuses qu'il a su mener à bien et qui lui ont permis de retrouver le plan exact de ces thermes, qui, loin d'être des thermes impériaux, étaient des thermes publics. Il a pu aussi retrouver l'aboutissement du canal d'adduction d'eaux d'Arcueil et fouiller les substructions jusqu'aux marnes vierges du sous-sol parisien. Cette conférence-promenade sous le chaud soleil de juin et au milieu des frondaisons du jardin de Cluny fut une belle conclusion des travaux de la Société avant les vacances estivales.

Questions diverses

Le Conseil a autorisé, le 25 juin, M. l'abbé Maisonneuve à publier dans la collection dirigée par Mgr Arquillière son adaptation de l'édition Guébin de l'*Histoire de la croisade d'Albigeois*, à condition que le nom de Guébin figurât au rang de l'auteur.

Le secrétaire de la Société s'efforce de développer les rapports entre la Société et les pays d'Amérique latine et d'Amérique du Nord. Il multiplie les démarches près de la Direction des Relations culturelles ; il a déjà recueilli quelques noms de personnalités susceptibles d'assurer la liaison. Il

compte beaucoup sur les deux Congrès internationaux des Sciences historiques et des Archives, qui se tiendront en 1950, pour y faire connaître l'activité et les publications de la Société.

M^{me} de la Bédoyère, détentrice des papiers de R. Lavollée, fait savoir au secrétaire son intention de les remettre à la Société.

M. Celier a proposé au Conseil, lors de la séance du 17 décembre, la publication par la Société de la thèse complémentaire du P. de Bertier sur la conspiration de 1832.

Assemblée générale du 28 mai

Président : M. Pierre CARON.

Présents : MM. Benoit-Guyod, de Boislisle, Bourgin, Brunel, Caillet, Caron, Conan, de Failly, François, Gandilhon, Giard, Lambert, Levillain, Lyon, Mahieu, Marchand, Marichal, Martin-Chabot, Michel-Dansac, Monicat, Perroy, Richer, Ritter, Samaran, Soulange-Bodin, Tessier, Védrunes, Vidalenc, M^{lle} Vielliard, MM. Villaret, Warengien de Flory.

Excusés : MM. Celier, Chandon de Briailles, Charles-Roux, Fawtier, Giard, Marot, Mirot, Perrat, M^{lle} Réville.

L'Assemblée entend la lecture :

1^o Du discours de M. le Président (voir p. 60).

2^o Du rapport de M. Charles Samaran, secrétaire, sur les travaux et les publications de la Société pendant l'année 1948-1949 (voir p. 67).

3^o Du rapport des censeurs, M^{lle} Vielliard et M. Monicat, sur les comptes des recettes et des dépenses pendant l'exercice 1948-1949 (voir p. 71).

Les conclusions de ce rapport, approuvant la gestion et les comptes de M. Lyon, trésorier de la Société, sont mises aux voix par M. le Président et adoptées par l'Assemblée.

Élections. — Sont réélus membres du Conseil pour siéger jusqu'en 1953 : MM. BRUNEL, CÉLIER, DESMARS, M^{lle} DROZ, MM. DUPONT-FERRIER, LEMOISNE, MARTIN-CHABOT, MICHEL-DANSAC, MICHEL DE PIERREDON, PERRAT.

Est élu en remplacement de M. Louis André : M. Charles BRAIBANT.

Sont réélus censeurs : M^{lle} VIELLIARD, M. MONICAT.

M. Georges Benoît-Guyod fait une lecture intitulée : *L'histoire dans les Romans nationaux d'Erckmann-Chatrian*.

La séance est levée à dix-huit heures trente.

DISCOURS DE M. PIERRE CARON,
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,
PENDANT L'EXERCICE 1948-1949.

Mes chers collègues,

La brève allocution qu'au terme du mandat présidentiel que vous m'aviez fait l'honneur de me confier je vous demande de vouloir bien entendre commencera, comme il est d'usage, par un hommage à nos collègues disparus.

Nous avons été informés des décès de MM. le comte Ay-nard de Chabrilan, Camille Bloch, le marquis des Meloizes, le baron de l'Horme, Henri Moyssset, Alexis Nathan.

Sur plusieurs d'entre eux, l'absence de renseignements particuliers nous contraint à ne rien ajouter aux indications contenues dans la « Liste des membres » parue en tête de notre *Annuaire-Bulletin* de 1946-1947, qui a été récemment distribué. Nous saluons leur mémoire et nous déplorons leur perte. Ils étaient venus à nous, et ils nous étaient restés fidèles. Ils nous ont ainsi fourni un soutien qui nous manquera et dont nous leur demeurons reconnaissants.

Nous voudrions aussi pouvoir étoffer davantage la notice que mérite Henri Moyssset. Il a fait carrière sur deux terrains : la politique et la science. Comme tenant à la politique, il a joué un rôle en vue auprès de Georges Leygues, notamment au ministère de la Marine, et surtout après 1940 comme ministre d'État dans le gouvernement de Vichy. Je n'insiste pas, et je ne crois d'ailleurs pas qu'on puisse encore le dire en connaissance de cause, sur ce qu'il a fait en cette qualité. Je me borne à souhaiter qu'il ait employé les loisirs de la retraite dans laquelle il a passé ses dernières années à rédiger des souvenirs. Il semble qu'il ait été d'une façon à peu près constante, au sein du gouvernement de l'État français, un élément modérateur. Il était, en effet, de tempérament rassis. C'était un homme courtois et aimable, intelligent, instruit. Sa culture était vaste. S'il a laissé un journal, son témoignage ne manquera certainement pas d'intérêt. A nous, historiens, il appartient par ses recherches et ses publications ; elles ont porté sur le mouvement politique et social français pendant la plus grande partie du XIX^e siècle.

Il était aussi très renseigné sur les affaires allemandes pendant la récente période. L'œuvre qu'il laisse n'est pas négligeable.

Camille Bloch, qui a été enlevé le 15 février, après quelques jours de maladie, était né en 1865. Entré à l'École des chartes, il en était sorti en 1890 dans une promotion dont faisaient partie Petit-Dutaillis et Ferdinand Lot. Il fut archiviste départemental dans l'Aude, puis dans le Loiret. En 1903, il fut nommé inspecteur général des Archives et des Bibliothèques. Lorsque, à la fin de la guerre de 1914-1918, le gouvernement transforma en établissement public la Bibliothèque et le Musée de la Guerre et les installa au château de Vincennes, Camille Bloch en devint le directeur. Il devait le rester jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale. Dans les derniers temps de sa vie, il résidait à la Cité universitaire, où il contrôlait le fonctionnement de la bibliothèque.

En même temps que se poursuivait sa carrière administrative, il en parcourait une autre, dans l'enseignement supérieur. Docteur ès lettres en 1908, il fut peu de temps après appelé à assurer à la Sorbonne un cours sur les sources de l'histoire moderne et contemporaine. Il devait le conserver pendant vingt ans. Après 1944, il fut nommé président de la section d'histoire moderne (depuis 1715) et d'histoire contemporaine du Comité des Travaux historiques, président de la Commission supérieure des Archives, puis de la Société de l'École des chartes. Enfin, en 1946, il fut élu à l'Académie des Sciences morales et politiques, dans la section d'histoire, au fauteuil rendu vacant par le décès de Pierre Champion.

Les publications qu'il laisse forment deux groupes : des publications sur l'histoire de l'Ancien Régime déclinant et sur la Révolution ; des publications relatives à l'histoire de la guerre de 1914-1918, sous le point de vue diplomatique, et, sous le même point de vue, au début de la deuxième guerre mondiale. Je ne parle pas des travaux de détail. Je ne m'étends pas davantage sur les mérites de cette œuvre : l'amitié qui m'unissait depuis un demi-siècle à Camille Bloch pourrait me faire taxer de partialité. Je m'en tiens à dire de l'homme qu'il était de sens rassis et très sûr. Je ne lui ai pas connu d'ennemis au vrai sens de ce mot, et lui-même

n'en avait pas. Très empressé à se prodiguer pour les causes et les hommes qui avaient sa sympathie, il est resté tel jusqu'à la fin. A la veille de sa mort, il s'occupait encore de sa chère Bibliothèque de la Guerre, devenue la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, dont il ne s'était jamais détaché.

Je me conforme à l'usage qui veut que le président sortant entretienne ses confrères de quelques questions intéressant la discipline dont le culte nous rassemble.

De questions de ce genre, je ne vois actuellement aucune qui passe toutes les autres en importance : celle de la place qu'occupe l'histoire dans les préoccupations du monde actuel.

C'est un fait maintenant acquis que cette place reste considérable. Malgré tout ce qui a pu être dit, depuis un demi-siècle, sur et contre l'histoire, les hommes continuent à prendre un vif intérêt à leur passé. Pourquoi? Je ne me demande pas si l'histoire est utile pour la conduite des affaires humaines, et, dans l'affirmative, quelle est la portée exacte de cette utilité. Je tiens pour suffisant d'attribuer la raison d'être des mouvements de recherches historiques à une curiosité analogue à celle qui explique l'attrait des voyages et de la connaissance du monde. Il y a aussi un mobile qui joue incontestablement. Chez les peuples en formation ou en expansion apparaît très vite le besoin de savoir comment, dans quelles conditions ils sont nés ou ce qu'ils ont été jadis. On dirait qu'ils veulent se procurer des lettres de noblesse. Il ne se passera pas longtemps avant que le Pakistan, qui n'a eu jusqu'ici que des annalistes aux horizons limités, possède une école d'historiens. Et en ce moment même, où on parle tant d'Europe, ne voyons-nous pas paraître des publications sur l'origine de cette notion et sur ce que nos pères ou nos grands-pères ont pu faire pour lui donner corps?

Mais je ne considère que le fait dont j'ai parlé : la place tenue par les études historiques. Entravées pendant plusieurs années, pour les raisons que vous savez, dans les pays où elles procèdent d'une grande tradition, elles reprennent. Je n'essayerai pas, et pour cause, d'employer, comme on le fait dans le domaine économique, le système des indices et d'établir à combien pour cent, par rapport à celle de 1938, est la production d'aujourd'hui. Mais je crois pouvoir faire

part d'une impression qui n'est pas sans fondement. Pendant plus de vingt ans, j'ai dirigé et je dirige cette année encore, pour le compte du Comité international des Sciences historiques, la rédaction et la publication de cette *International bibliography of historical Sciences* dont on a déjà quatorze volumes. La deuxième guerre mondiale avait entraîné la tombée en sommeil de cette entreprise. Elle revit aujourd'hui. Et, ajournant les mesures à prendre pour combler la lacune creusée depuis 1940 inclusivement dans la collection, le Comité a décidé de traiter immédiatement l'année 1947. L'Unesco a donné son appui. Ce nouveau volume est sous presse et paraîtra cet été.

Or, le travail préparatoire a permis de constater deux choses. D'abord, l'empressement avec lequel se sont reconstitués, dans les pays, d'un nombre supérieur à vingt, les comités nationaux d'historiens qui avaient constamment effectué pour nous, jusqu'à 1939, les dépouillements de base indispensables, et l'empressement avec lequel ils ont recommencé à fournir leur contribution. En second lieu, la variété, la richesse, moins de deux ans après la fin des hostilités, de la production dont on nous donnait le recensement. Elle repart là où elle avait le plus sensiblement fléchi, surtout à partir de 1942. Même en Allemagne, où ce fléchissement a atteint son maximum, au point d'être devenu quasi total en 1945 et 1946, et où tant de causes s'opposaient à un prompt redressement, une notable reprise d'activité se manifeste en 1947, et elle s'est accentuée bien plus nettement encore en 1948. De grandes entreprises, comme les « Monumenta », recommencent leur effort ; de grands projets d'éditions historiques sont formés ; les grands périodiques reparaissent. Les renseignements sur ce qui se passe ailleurs concordent avec ces constatations. Il n'est qu'un pays, on pourrait dire un continent, dont il nous est très difficile d'avoir des nouvelles : l'U. R. S. S. Que font les historiens russes ? Eux-mêmes ne le disent pas. Nous en sommes réduits aux informations que nous pouvons tirer des périodiques qui franchissent le rideau de fer. C'est là une lacune grave, regrettable ; il est impossible de savoir combien de temps elle subsistera.

Une caractéristique frappante de ce mouvement renaissant, c'est qu'il ne se limite pas au passé récent. Certes, les faits de ce qu'on peut appeler la Trêve, 1918-1939, et de la

deuxième guerre mondiale y tiennent une grande place, et l'utilité majeure de ce foisonnement est d'amener la mise au jour d'une foule de témoignages dont l'histoire aura à faire état, sinon toujours son profit. Mais la curiosité continue à s'exercer sur des périodes bien antérieures, et on peut prévoir que le versement actuel vers l'immédiatement contemporain ne s'accentuera pas : au contraire. Nous avons déjà assisté, dans le choix des sujets, à des phénomènes de prédominance temporaire analogues : après la guerre franco-allemande, après la guerre de 1914-1918. Puis l'équilibre s'est rétabli : il en sera de même cette fois-ci.

Dans ce retour à l'étude d'un passé plus reculé, les sujets empruntés à l'histoire de France tiendront, on peut s'en assurer, une place de premier plan. Nous ne nous en rendons peut-être pas toujours assez nettement compte : l'histoire de France est, pour les chercheurs, un admirable terrain. Je vous apprends, si vous ne le savez, qu'une French History Society (en sous-titre : Société d'histoire de France) est en formation à New-York. Elle se propose de faire paraître un périodique et d'autres publications, d'organiser des conférences. Elle a son siège à New-York dans des locaux dépendant de l'ambassade de France, et son président est notre compatriote Henri Peyre, professeur d'histoire littéraire comparée à l'Université de Yale. Il est certain, et c'est là le fait qui me paraît à signaler, que ce nouveau groupement sera constitué, en majorité, d'Américains.

On étudiera donc, en dehors de nos frontières, notre histoire nationale. Mais il nous incombe de garder la tête, de donner l'exemple. Pour trouver des questions à traiter, nous n'avons qu'à nous baisser. Nous disposons des sources ; nous avons une longue tradition de métier. Je sais bien quelles sont nos difficultés actuelles : je les tiens pour étant essentiellement d'ordre matériel. Des possibilités de publication sont la condition absolue du maintien de l'érudition locale ou régionale, dont il est facile de faire une critique souvent justifiée, mais dont, je le dis avec force, l'annihilation aurait pour la solidité profonde de notre mouvement historique des conséquences désastreuses. Le problème, pour venir en aide à ces sociétés savantes dont il faut empêcher la mort, est de leur procurer des moyens d'impression de leurs travaux à des conditions qui ne soient pas, comme elles le sont devenues, prohibitives. On semble s'aviser enfin que ce problème

domine tout. On s'efforce de le résoudre et il y a des raisons d'espérer qu'on finira par en venir à bout.

Le rôle que, dans ce renouveau mondial des études historiques, rôle digne de son école historique, nous le sentons tous, la France doit jouer, nous pouvons, nous, Société de l'Histoire de France, contribuer pour notre part à le lui assurer. Notre tâche consiste à donner des bonnes éditions de textes, mais aussi, et je dirais volontiers surtout, à maintenir, par le soin même que nous apportons à ces éditions, le souci, l'habitude du travail bien fait. Nous le savons : l'histoire n'a pas de pire ennemi que l'attrait de la facilité. Plus les conditions dans lesquelles nous opérons sont difficiles, plus elles nous exposent au risque d'erreurs et de prétéritons, plus nous devons être exigeants pour nous-mêmes, plus nous devons apporter de soin à n'employer que des matériaux contrôlés. C'est à en fournir que notre Société s'est jusqu'ici attachée — sa riche collection en témoigne — et qu'elle continuera à s'attacher. Tout récemment, au sein de votre Conseil, une question s'est posée au sujet d'une impression en cours, à propos de laquelle certaines considérations, d'abord inaperçues, pourraient soulever un scrupule de méthode. Nous en avons discuté, et nous nous sommes accordés à penser que, malgré la dépense supplémentaire, sensible à notre caisse si pauvrement garnie, qu'allait nous infliger une décision intransigeante, nous devons la prendre, et elle a été prise. J'ai toujours considéré comme un événement heureux l'entente qui, il y a déjà plus de vingt ans, a amené à se fondre avec nous la Société d'histoire contemporaine, qui avait publié tant de bons recueils. Dans notre section ancienne et dans notre section moderne, c'est le même culte de la stricte observance. Et peut-être pouvons-nous penser que notre préoccupation d'honnêteté, et même, si l'on veut, notre obsession de pureté ne sont pas sans avoir des répercussions heureuses dans le domaine des exposés pour lesquels nous procurons des assises. Par nature, les impondérables sont invisibles ; on n'en constate l'action que quand elle cesse de se faire sentir. Il ne me paraît pas douteux que, si la Société de l'Histoire de France, avec les tendances qu'elle incarne, disparaissait, le mouvement historique français subirait une baisse de potentiel et de niveau.

C'est là, je crois, le fond de la réponse que nous pouvons faire à qui pose la question : à quoi sert la Société de l'His-

toire de France? Que nous ayons fait, que nous puissions faire encore à l'occasion, dans le programme de nos éditions, tel ou tel choix susceptible d'être taxé de discutable, admettons-le. Mais quelle entreprise humaine peut se flatter de toujours échapper à la critique? Et ces erreurs, s'il en est de commises, deviendraient plus vénielles encore si nous pouvions rendre à notre production, ralentie par les guerres, l'activité qu'elle a longtemps connue. Vous apercevez de quelle conséquence a été et demeure, pour nos ressources qui ont toujours été modestes, la montée des prix, ininterrompue depuis que la cessation de l'état de guerre nous avait rendu des conditions d'existence qu'on pouvait espérer voir redevenir à peu près normales. Notre secrétaire, M. Charles Samaran, notre trésorier, M. Ernest Lyon, qui, en accord avec notre Conseil, nous administrent avec tant de dévouement et de compétence, vont vous dire où nous en sommes, quelles sont nos charges et sur quoi, sur quels appuis nous pouvons compter pour y faire face. Ils ne nous dissimuleront pas qu'il y a des ombres au tableau. Mais ils ne nous prêcheront pas le découragement. Au terme de ces quelques observations que vous avez bien voulu me laisser vous soumettre, je m'associe d'avance à eux pour prononcer le mot de confiance.

RAPPORT DE M. CHARLES SAMARAN, SECRÉTAIRE,
SUR LES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ
PENDANT L'EXERCICE 1948-1949

Il y a cent ans aujourd'hui, en mai 1849, Guizot, fondateur de la Société de l'Histoire de France, vivait en exil à Londres. Il avait été, l'année précédente, chassé de son pays par la Révolution de Février. Sa carrière politique était finie, bien qu'il ne voulût pas en convenir encore, puisqu'à ce moment même il brigait les suffrages des électeurs du Calvados à l'Assemblée législative. Du moins notre Société continuait-elle brillamment la tâche qu'il lui avait assignée quinze ans auparavant en publiant chaque année de copieux *Annuaire-Bulletins* et plusieurs volumes de mémoires. Que dirait-il aujourd'hui en voyant notre activité d'éditeurs réduite à si peu de chose et l'impossibilité où nous en sommes venus de vivre de nos ressources propres?

Sans la Recherche scientifique, en effet, notre série ordinaire devrait s'interrompre à peu près complètement, mais cette institution-providence ne peut évidemment subvenir à tout et nous devons nous aider nous-mêmes si nous voulons qu'elle continue à nous aider. C'est la raison, hélas majeure ! pour laquelle notre dévoué trésorier, toujours si ménager de nos deniers, c'est-à-dire des vôtres, se verra obligé dans un instant de faire à votre bourse un appel qu'il aurait voulu, je le sais, retarder encore. Je vous demande d'y répondre, non certes avec des cris de joie, mais avec la certitude apaisante qu'il n'est plus possible de se dérober à ce sacrifice, bien minime à côté de tous les abandons que chacun de nous doit consentir tous les jours à l'exigeant Moloch de la vie chère.

Voyons maintenant ce que nous voulions faire et ce que nous avons fait au cours du dernier exercice. Nos projets étaient assez ambitieux ; nos réalisations ont été modestes, et nos perspectives pourraient être plus favorables. Nous n'avons toujours pu, n'ayant pas pour cela l'argent nécessaire, terminer les *Grandes Chroniques de France*. Le *Journal* de Pierre de Paschal, déjà composé, doit être remis en chantier par suite d'une négligence dans laquelle j'ai ma

part de responsabilité. Le tome IV du *Paris pendant la Terreur* de notre président est en bon à tirer ; vous le recevrez prochainement. C'est une bonne nouvelle. Vous apprendrez aussi avec satisfaction que le premier volume de la *Correspondance de Henri III*, préparé par M. Georges Dethan d'après les copies procurées par Pierre Champion, sera prochainement en état d'être envoyé à l'imprimeur.

Pour prendre patience, vous avez eu l'*Annuaire-Bulletin* de 1946-1947, un seul volume pour deux ans, selon la formule qui est maintenant la nôtre, comme celle de pas mal d'autres sociétés comparables à la nôtre, mais qui cependant, par son étendue et par l'intérêt de son contenu, représente largement la cotisation en échange de laquelle il vous a été remis. Vous y avez trouvé, avec la liste des sociétaires, réduite par économie aux seules personnes physiques, et les procès-verbaux, condensés au maximum, de nos séances, les discours, d'une si haute tenue, de nos présidents successifs Petit-Dutaillis et Pouthas, les lectures, très remarquées, de M. Fawtier (*Un incident diplomatique franco-allemand au temps de Philippe le Bel*) et de M. Mahieu (*Michelet aux Archives nationales*). Dans la deuxième partie, celle où prennent place, traditionnellement, les documents et notices inédits dont nous font part d'heureux chercheurs, presque toujours membres de la Société, vous avez trouvé et, j'en suis sûr, apprécié deux travaux d'importance et d'étendue inégales. D'une part, le texte, découvert et commenté par M. le marquis de Mun, d'une lettre de La Fayette relative aux journées des 5 et 6 octobre 1789 ; de l'autre, un véritable ouvrage — et ce fut, en effet, une thèse complémentaire de doctorat ès lettres — dans lequel M. Roland Mousnier, maître de conférences à la Faculté des lettres de l'Université de Strasbourg, a publié et étudié de près vingt-huit règlements du Conseil au temps de Louis XIII.

C'est une lacune importante de l'histoire de nos institutions que nous aurons ainsi aidé M. Mousnier à combler.

D'une part, en effet, et je répète ici ce qu'en a très bien dit M. Mousnier, le Conseil du roi étant, par excellence, l'instrument du souverain pour gouverner, il est capital, pour l'historien de l'ancienne France, de connaître aussi bien que possible l'organisation, le recrutement et le fonctionnement de ce Conseil. De l'autre, quand bien même les arrêts du

Conseil eux-mêmes constitueraient la meilleure source d'information à ce sujet, ce qui n'est pas, il n'en resterait pas moins que par leur immensité même les séries E et V⁶ des Archives nationales décourageraient les plus intrépides chercheurs. En publiant donc avec grand soin et en comparant entre eux les règlements du Conseil du règne de Louis XIII, M. Mousnier a fait l'œuvre la plus utile, marchant ainsi sur les traces de deux des hommes qui ont fait le plus d'honneur à la Société de l'Histoire de France et dont, en toute humilité, je me sens l'indigne successeur à cette place, Arthur de Boislisle et Noël Valois.

Vous vous rappelez que nous aurions voulu contribuer, l'année dernière, à la commémoration de la Révolution de 1848 en publiant dans notre série moderne, par les soins de M. Rude, les *Confessions d'un prolétaire*, sorte de mémoires d'un ouvrier lyonnais devenu membre de la Constituante. Ce projet n'a pas abouti. Nous l'avons remplacé par huit conférences sur *Quelques aspects des révolutions françaises*. Des membres de notre Société, parmi lesquels des historiens chevronnés (M^{me} Honoré-Duvergé, MM. Metman, Mousnier, Georges Lefebvre, Vidalenc, Labrousse, Bourgin), avaient accepté, avec un parfait désintéressement, de nous dire ce qu'ils pensaient de la nature exacte et des causes, proches ou lointaines, de ces émotions populaires qui, au moyen âge et dans les temps modernes, ont soit troublé la capitale, soit remué l'édifice France jusque dans ses profondeurs. Je les en remercie très sincèrement. Sans vouloir nous faire professeurs de révolution — ce qui n'est pas dans la nature de la plupart des membres de la Société — nous avons au moins voulu montrer que toutes les opinions sincères pouvaient se manifester ici dans le plus large esprit de tolérance et aussi que l'érudition sans l'histoire nous semble une formule aussi peu valable que l'histoire sans l'érudition.

Nous aurions voulu que ces conférences, annoncées cependant à l'avance par la voie de la presse et de la radio, fussent écoutées par le public nombreux que plusieurs d'entre elles méritaient. Nous nous efforcerons, en tout cas, d'en faire connaître les conclusions principales en en donnant, dans le prochain *Annuaire-Bulletin*, un résumé d'ensemble, à défaut de leur publication intégrale, que nos moyens ne nous permettent malheureusement pas d'envisager.

Nous verrons si, au cours des années qui viennent, l'idée peut être reprise, si, surtout, nous pouvons assurer à nos conférenciers une plus large audience. En attendant, nous avons remplacé cette année les exposés ex-cathedra par des visites-causeries, dont la série, plus courte que celle des conférences de l'an passé, n'est d'ailleurs pas encore à son terme. Nous vous avons conviés jusqu'à présent à une visite, brillamment commentée par M. Mahieu, de l'Exposition sur la Paix de Westphalie dans ce bel hôtel de Rohan que mon successeur à la Direction des Archives de France, M. Charles Braibant, nous avait autorisés à visiter le soir, aux lumières, ce qui conférerait à cette promenade un attrait tout particulier. Une autre fois, c'est le Musée postal de la rue Saint-Romain que nous avons visité, une heureuse réalisation que son auteur, M. le conservateur Eugène Vaillé, nous a expliquée avec autant de bonne grâce que de compétence éprouvée. Le mois prochain, c'est le jeune successeur d'Albert Grenier à l'École des Hautes-Études, Paul-Marie Duval, l'heureux fouilleur des thermes de Julien, qui nous mènera près d'ici sur le terrain, à la recherche des souvenirs de l'antique Lutèce, ce qui sera, cette fois, prendre l'histoire de France par son commencement. Vous pouvez dès maintenant noter la date : samedi 18 juin, quinze heures. Elle est d'ailleurs inscrite dans la convocation d'aujourd'hui.

Voilà, en quelques mots que j'aurais voulu plus brefs encore, un aperçu des efforts, pas toujours couronnés de succès, que nous faisons pour maintenir une activité sinon brillante, du moins honorable, pendant la période de crise que nous traversons encore, mais dont, par bonheur, des symptômes rassurants permettent d'entrevoir sinon la fin prochaine, du moins l'atténuation sensible.

Et alors notre vieille Société repartira d'un pas plus léger, plus consciente que jamais de son utilité, que dis-je de sa nécessité, car, enfin, tant qu'il y aura une France, même quand elle ne sera plus politiquement, économiquement, financièrement qu'une partie du futur État européen, il faudra bien qu'il y ait tout de même une Société de l'Histoire de France.

RAPPORT DE MM. LES CENSEURS
SUR L'ÉTAT DES FINANCES DE LA SOCIÉTÉ
AU 31 DÉCEMBRE 1948.

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte de l'état des finances de la Société et de soumettre à votre approbation les comptes du dernier exercice clos le 31 décembre 1948.

RECETTES.

I. *Recettes ordinaires.*

Cotisations.	43.360 fr.
Vente de volumes par les soins de la Librairie Didier	30.607
Subvention du Centre national de la Recherche scientifique.	60.000
Intérêts des fonds placés	3.595

II. *Remboursement de titres amortis.*

Obligations de chemins de fer et avances. .	9.627	56
---	-------	----

III. *Dons et legs.*

Don anonyme	500
Fonds encaissés lors de la liquidation de la succession Guébin.	37.943

IV. *Reliquat de l'exercice 1947.* 14.496 05

Total. 200.128 fr. 61

DÉPENSES.

Frais d'impression des publications de la Société :

1^o à M. Daupeley, imprimeur à Nogent-le-Rotrou 110.000 fr.

Report.	110.000 fr.
2 ^o à MM. Jacques et Demontrond, imprimeurs à Besançon	60.000
Impressions diverses à M. Daupeley.	2.349
Dépenses d'administration et frais de poste.	2.500
Gratifications	500
Frais de garde, timbre et commissions dus au Crédit foncier de France	838
Total.	176.187 fr.

Balance.

Recettes.	200.128 fr. 61
Dépenses	176.187
Excédent de recettes.	23.941 fr. 61

En soumettant à votre approbation les comptes de l'année 1948, nous constatons avec une très grande satisfaction que les cotisations de l'année courante ont été plus régulièrement perçues et que les cotisations arriérées ont été payées presque dans leur intégralité ; que, d'autre part, la vente de nos volumes a atteint un chiffre très élevé et qu'enfin, malgré les grandes difficultés que doivent subir la préparation et la publication de nos éditions, la Société a pu distribuer son *Annuaire* contenant une étude historique longue, intéressante et remarquable.

Mais ces impressions favorables ne doivent point faire oublier que la trésorerie a dû son aisance et l'excédent de ses recettes simplement au remboursement de titres amortis et à l'encaissement de fonds importants provenant de la liquidation de la succession Guébin, circonstances toutes particulières qui ne se reproduiront point.

D'ailleurs, les frais d'impression, de correspondance, d'envois et de bureau ont considérablement augmenté. Les recettes, au contraire, se trouvent, comme il a été dit déjà à plusieurs reprises, inférieures au prix de revient.

En conséquence, nous devons, pour compléter et, en même temps, mieux mériter l'appui généreux que nous offre le Centre national de la Recherche scientifique, procéder tout de suite et d'urgence au relèvement de nos cotisations, ajourné aussi longtemps que nous l'avons pu.

Si, comme nous l'espérons, l'Assemblée veut bien ratifier

la décision indispensable que lui a proposée son Conseil d'administration, grâce à ces deux sources, cotisations et subventions, qui s'équilibreront à peu près, la Société de l'Histoire de France sera en mesure de continuer l'imposante collection de chroniques et de mémoires qu'elle a inaugurée il y a plus de cent ans.

Dans ces conditions, nous avons l'honneur de vous proposer le projet de budget suivant pour l'année 1949 :

Projet de budget pour l'exercice 1949.

RECETTES.

Cotisations.	80.000 fr.	
Vente de volumes	15.000	
Subvention	90.000	
Intérêts de fonds placés.	3.500	
Reliquat de l'exercice 1948	23.941	61
Total.	212.441 fr.	61

DÉPENSES.

Impressions	140.000 fr.	
Frais de distribution	30.000	
Papier.	17.000	
Impressions diverses	10.000	
Fonds à placer	10.000	
Dépenses d'administration.	5.000	
Total.	212.000 fr.	

Balance.

Recettes.	212.441 fr.	61
Dépenses	212.000	
Excédent de recettes.	441 fr.	61

Certifié exact et conforme aux écritures de M. le Trésorier.

Fait à Paris, le 28 mai 1949.

Les Censeurs,

Jeanne VIELLIARD.

Jacques MONICAT.

L'HISTOIRE

DANS

LES ROMANS NATIONAUX D'ERCKMANN-CHATRIAN

Lorsqu'en 1648 le traité de Westphalie eut cédé au roi de France la province d'Alsace, cette conquête demeura d'abord séparée des autres terres du royaume. En effet, elle touchait au sud-ouest à la Franche-Comté, qui relevait encore du Saint-Empire, et, à l'ouest, le territoire français le plus voisin était l'évêché de Metz, qui se dessinait sur la carte comme une enclave aux contours capricieux, en plein duché de Lorraine.

Il suivait de là que les troupes du roi allant de Metz en Alsace ne pouvaient s'y rendre qu'en traversant les domaines du duc Charles IV. Cet état de choses dura pendant treize ans et ne prit fin que le 28 février 1661, par le traité de Vincennes, conclu entre la Lorraine et la France, et prévoyant la cession à celle-ci d'une portion de territoire d'une demi-lieue de large, à prendre entre le dernier village du Pays messin et la frontière d'Alsace, au débouché du col de Saverne.

Ce territoire était cédé à Louis XIV en toute propriété et souveraineté, pour la construction d'une route passant par Sarrebourg et Phalsbourg, villes où furent bientôt créées deux prévôtés royaux. Dès lors, elles relevèrent de la province des Trois-Évêchés et, plus tard, de la généralité de Metz.

Phalsbourg, placé à l'extrémité de la nouvelle route, avait déjà été fortifié par ses anciens maîtres, mais demeurait presque en ruines depuis la guerre de Trente ans. Il fut relevé par Vauban à partir de 1679, devint une place de guerre, avec forteresse et citadelle, et reçut une garnison de deux bataillons d'infanterie et deux escadrons de cavalerie.

La petite ville prospéra pendant plus d'un siècle, mais ses remparts demeurèrent tels que Vauban les avait tracés. A la fin du XVIII^e siècle, elle était tombée au rang de place de seconde ligne, incapable de résister longtemps à un siège

moderne en règle. Elle demeurait pourtant un point stratégique intéressant, par sa position centrale en arrière des Vosges et des forteresses situées sur le Rhin, depuis Huningue jusqu'à Landau. Sa population civile comptait 2.000 âmes, mais l'effectif de la garnison, composée maintenant d'infanterie, de cavalerie et de détachements des armes savantes, était maintenu à un chiffre élevé, quoique variable, qui doublait parfois le nombre de ses habitants.

Placée sur la route de Paris à Strasbourg, la localité ne tirait quelque importance, en dehors de sa qualité de place forte, que de son relais de poste, du grand nombre de voyageurs qui descendaient chaque jour dans ses auberges, et aussi de son titre de chef-lieu de canton qui nécessitait la présence dans ses murs de tous les organes administratifs de l'État et d'assez nombreux fonctionnaires. Enfin, Phalsbourg, avec son marché hebdomadaire et ses foires périodiques, était un centre d'activité rurale qui attirait une affluence régulière de paysans. Sans industrie importante ni grande entreprise d'aucune sorte, cette cité essentiellement militaire n'exerçait d'activité économique que dans de médiocres établissements locaux voués presque tous au commerce de détail.

Phalsbourg et ses dépendances étaient au voisinage immédiat du comté germanique de Nassau-Sarrewerden, possession étrangère entièrement entourée de terres françaises. Dans ces confins du royaume, nombreuses étaient les traces d'un morcellement politique remontant au moyen âge ; mais la grande Révolution surgissant les fit disparaître. L'enclave de Nassau, occupée par les Français en 1793, fut partagée entre les départements de la Meurthe et du Bas-Rhin, bien avant que le traité de Lunéville ne l'attribuât formellement à la République.

En 1802, un ancien volontaire de l'armée française dite d'Helvétie, nommé Philippe Erckmann, se trouva libéré du service après la paix d'Amiens et vint habiter à Phalsbourg. Né en 1781 à Lixheim, paroisse française toute proche de l'enclave de Nassau, il y avait appris le métier de relieur, qui était celui de son père, puis s'était engagé, en 1798, dans l'artillerie, pour la durée de la guerre. La paix paraissant désormais assurée, il ouvrit à Phalsbourg une boutique de papetier-libraire, avec cabinet de lecture de livres français. Il fut heureux en affaires et épousa bientôt M^{lle} Juliana

Weiss, fille du maire de la Petite-Pierre, l'un des gros bonnets du canton, dont l'activité se dépensait dans la culture, la boucherie et le commerce des bestiaux. Les noces eurent lieu en 1806, et cette union devait être féconde, puisque, en treize ans, de 1809 à 1822, les heureux époux virent naître cinq enfants, trois garçons et deux filles.

Le libraire Erckmann, protestant de religion, avait l'esprit nourri de l'*Encyclopédie* et se disait démocrate, républicain, jacobin. Jadis admirateur de Bonaparte, il avait longtemps cru que le conquérant de l'Italie et de l'Égypte, qui à trente ans s'était emparé du pouvoir suprême pour se révéler aussitôt grand homme d'État, n'avait pour dessein que d'organiser en France une république forte et paisible ; mais l'accession du héros au consulat à vie, suivie de la proclamation de l'Empire et d'une coalition européenne menée contre la France par l'Angleterre, eut vite réduit à une moindre taille, aux yeux d'Erckmann, le vainqueur de Marengo. Napoléon devenu tout puissant ne lui apparut plus que comme un ambitieux effréné. Les triomphes d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, la conquête de Rome et de Naples, celle de la péninsule ibérique, la constitution en Europe d'États feudataires au profit de la famille impériale lui semblèrent autant d'attentats au droit des gens, effets d'une mégalomanie délirante.

Aussi le brave homme blâmait-il, tout bas, les entreprises guerrières de l'Empereur. Il les condamnait au nom de la Liberté, de la Justice et des Droits de l'homme, étant au surplus, par tradition de famille, respectueux de la doctrine évangélique et par instinct grand partisan de la paix. La seule raison qui lui paraissait justifier les conflagrations armées entre peuples était la nécessité de repousser par la force toute agression venue de l'étranger. Dans ce cas, le fait de porter les armes pour la défense de la nation devenait à ses yeux non seulement un droit, mais un devoir pour toute âme bien née.

L'Empire tomba. Pendant les quinze années de la Restauration, la famille Erckmann ne cessa d'augmenter son aïssance, grâce au labeur assidu des parents, grâce aussi à des conditions économiques locales très favorables. Au terme de vingt-cinq ans de guerres, toutes les classes sociales s'étaient mises à l'œuvre pour acquérir ou conserver des patrimoines

et pour jouir en sécurité des longues années de paix qui s'annonçaient. La disparition d'un grand nombre d'hommes jeunes et énergiques, sacrifiés sur les champs de bataille, avait rendu moins âpre la concurrence entre les survivants, dont les familles vivaient maintenant sans trop de peine. Chaque ménage subsistait en dépensant peu, car tout était à bon marché pour le plus grand profit des foyers économes. Les champs, les bois, les étangs se vendaient à bas prix, et l'épargne dispensait ses bienfaits aux gens prévoyants.

Ce fut au cours de ces années bénies que deux naissances portèrent à cinq le nombre des enfants de Philippe Erckmann. C'étaient des garçons, dont le dernier, Émile, vit le jour le 20 mai 1822.

M^{me} Erckmann étant décédée prématurément en 1832, Émile entra en qualité d'interne au collège de Phalsbourg, à la rentrée des classes de 1833. Cette réclusion ne fut coupée que par les sorties dominicales permettant aux élèves de se retrouver dans le cadre familial. A quelques pas du collège, Émile revoyait sa maison natale telle qu'il l'avait quittée, depuis le grand magasin et le cabinet de lecture du bas jusqu'aux logements d'habitation de l'étage. Cependant, son lieu de prédilection demeurait l'arrière-boutique, où les habitants, maîtres et salariés, continuaient à vivre chaque jour de longues heures en commun. Mais le plus grand plaisir de ces sorties du dimanche, Émile le goûtait dans la conversation de son père retiré au milieu de ses livres et dans celle de ses compagnons d'armes, les *vieux de la vieille*, qui revenaient sans cesse le voir. Philippe, ferme sur le principe républicain, lui paraissait alors l'homme le plus intelligent, le plus instruit, le mieux élevé qu'on pût rencontrer, et il se délectait à l'entendre dire ses souvenirs sur Masséna ou sur Lecourbe, ses généraux de l'armée d'Helvétie, ou bien relater avec humour les faits divers de la semaine, dont son esprit d'observation légèrement railleur faisait la matière de récits toujours enjoués.

Reçu bachelier ès lettres en 1841, Émile devint l'année suivante étudiant en droit à Paris. Cette même année, le principal du collège de Phalsbourg, M. Perrot, appela auprès de lui, comme aumônier, un vicaire de la paroisse de Dabo, l'abbé Thony, qui avait entrepris l'introduction du français dans cette région forestière par le moyen d'une école. En

prenant possession de son nouveau poste, M. Thony amena l'un de ses anciens élèves, âgé de seize ans, nommé Gratien-Alexandre Chatrian et natif d'Abreschwiller.

A la fin de sa troisième année de cours, en 1845, Émile échoua à son examen pour avoir, expliqua-t-il, « travaillé sans ordre, sans méthode, sans conseils, sans guide ». Il voulut redoubler son année, mais tomba malade de la fièvre typhoïde et revint à la maison passer une longue convalescence. C'est alors qu'il rencontra Chatrian, de quatre ans moins âgé que lui et devenu maître d'étude, qui songeait à se lancer dans la littérature. Erckmann, de son côté, s'était déjà employé à la confection de manuscrits qui lui avaient valu les éloges de son ancien maître Perrot. Sur le conseil de celui-ci, les jeunes gens s'associèrent, et Chatrian, quittant le collège, partit pour Paris aux frais d'Erckmann, afin de placer leurs œuvres et de faire connaître leurs noms. Après quelque temps d'épreuve, Chatrian cessa d'être à la charge de son ami en obtenant un emploi à l'administration parisienne du chemin de fer de Strasbourg.

L'association de fait entre Erckmann et Chatrian mit un certain temps à s'établir. Leur signature ne sortit vraiment de l'obscurité qu'en 1857, après la publication par le journal *L'Artiste* de trois contes entièrement écrits par Erckmann, avec une collaboration toute verbale de Chatrian. Telle devait être désormais, à peu d'exceptions près, leur méthode habituelle de travail.

L'une de leurs premières œuvres, et non la moins singulière, mit en parallèle deux époques, le moyen âge et le xix^e siècle, deux systèmes politiques, la féodalité franque et le démocratisme moderne, deux civilisations, celle des anciens leudes aux mœurs chevaleresques, à l'horizon borné, et celle d'un grand État comme la France du début du Second Empire, représentée par les ingénieurs du chemin de fer de Strasbourg construisant un tronçon de cette voie ferrée dans la traversée des Vosges. Cette œuvre véritablement puissante, originale, réaliste et pittoresque, avec des épisodes où le fantastique est sous-jacent, s'appela *Maître Daniel Rock*, et, pour la réaliser, Erckmann n'avait eu qu'à faire appel aux impressions toujours vives de sa jeunesse.

La signification profonde de ce roman, on la trouve dans une lettre de Chatrian à ses frères, datée du 22 octobre 1860,

où figurent ces lignes : « Il s'agit de réagir contre l'avachissement des caractères et contre la préoccupation exclusive des intérêts matériels qui caractérise malheureusement notre génération. Pour cela, il faut créer de grands caractères, agiter de nobles passions et construire des œuvres viriles. C'est tout un édifice grandiose à élever. Que le Dieu juste nous soit en aide, car nous avons résolu de l'entreprendre et *Daniel Rock* n'en est que la première pierre. »

Le roman parut en 1860 et produisit une impression remarquable sur les lecteurs, qui, toujours selon Chatrian, furent stupéfaits de la hardiesse de la conception et de la vigueur de l'exécution. Lorsqu'il comparait *Daniel Rock* à la première pierre d'un futur édifice, il pensait déjà à la seconde. L'œuvre annoncée comme créatrice de grands caractères et agitant de nobles passions, ce fut encore un roman, mais un roman militaire, le premier de la série qui devait devenir célèbre sous le nom de *Romans nationaux*. Il racontait la défense des Vosges en 1814 par les paysans patriotes. Erckmann, qui avait choisi pour titre *Gaspard Hullin*, envoya son manuscrit à Chatrian avec la recommandation de le remettre en mains propres à François Buloz, le directeur de la *Revue des Deux Mondes*, convaincu que son ouvrage était digne de cette publication.

Disons tout de suite que l'intitulé *Gaspard Hullin* fut remplacé par celui de *L'invasion ou le fou Yégof*, qui devint définitif. Le roman lui-même n'était qu'un lointain reflet du drame *Les montagnards des Vosges*, œuvre de jeunesse de Chatrian, et s'inspirait plus directement d'un épisode historique dont les récits conjugués des vieux de la vieille et des habitants de la contrée avaient excité l'imagination d'Émile, au temps de ses veillées d'enfant dans le cabinet de lecture. C'était le soulèvement des montagnards des hautes Vosges en mars 1814, sous le commandement de Nicolas Wolff, maire de Rothau et marchand de bois en gros. Cette troupe, composée de 500 francs-tireurs, était encadrée par des braves éprouvés, le capitaine en retraite Franck, l'ex-sous-officier Holweck, dit Saint-Cloud, l'ancien soldat Charles Moittier, le tailleur Justin Koeniger, le garçon brasseur Jean Mann, le maître d'école Didier, le forgeron Nicolas Hatzig, le serrurier Frédéric Widemann, le bûcheron Nicolas Christalot.

Opérant aux environs du Donon, elle subit une attaque en règle et repoussa l'ennemi, juste au moment où arriva la nouvelle de la capitulation de Paris. Alors, elle se dispersa.

Eckmann-Chatrian firent de ce fait d'armes le sujet d'un roman historique exposant le conflit de l'ancien et du nouveau régime, ranimé par les défaites militaires de l'Empire, au moment où les armées ennemies reparaissaient en France et où les royalistes, annihilés depuis quinze ans comme parti politique, relevaient la tête. Cette antinomie était symbolisée par deux prêtres, le curé Saumaize, ancien abbé constitutionnel, demeuré libéral et patriote, et le curé Laurent, ex-réfractaire, ultramontain, partisan de l'étranger.

En gros, l'action gravite autour d'un personnage principal, le sabotier Hullin, installé dans une maison de la montagne, et d'une figure à peine moins importante, la fermière Catherine Lefèvre. A l'annonce de l'arrivée des Autrichiens en Alsace, tous deux se concertent et suscitent chez les montagnards des cantons voisins un mouvement de résistance par les armes, qui gagne de proche en proche et contribue pendant quelque temps à arrêter l'ennemi. Mais l'insurrection échoue par l'action d'un dément lucide, Yégof, ancien maître d'école prussien apparu dans la contrée trente ans auparavant, qui ne cessait de prédire la fin des victoires françaises et le triomphe final des hordes germaniques. Toleré comme fou irresponsable, Yégof se met pourtant au service de l'état-major autrichien et le guide à travers les montagnes par des défilés connus de lui, de sorte que, le lendemain, les insurgés se voient tournés et réduits à l'impuissance.

Lorsqu'il fut présenté à la *Revue des Deux Mondes*, le roman de l'*Invasion* avait encore pour fondement le dualisme entre les curés Saumaize et Laurent. Mais Buloz ne voulut pas heurter de front les sentiments de certains abonnés. Il demanda aux auteurs la suppression de tout ce qui pouvait être imputé au parti pris anticlérical. Émile s'exécuta. Se souvenant d'un personnage dont son père lui avait souvent parlé, qui se promenait de village en village, sous le règne de Napoléon, avec une couronne de carton en tête, il l'utilisa sous le nom de Yégof. Alors seulement Buloz accepta le manuscrit, qui fut publié dans sa revue à partir du 1^{er} septembre 1861.

Dès lors, les œuvres d'Erckmann-Chatrian vont être plus que jamais dominées par des réminiscences d'enfance ou de jeunesse. Incessamment renouvelée par des retours à la terre natale, leur inspiration viendra presque uniquement du pays vosgien, avec quelques épisodes à Paris ou en Alsace, plusieurs récits militaires du temps de la Révolution et de l'Empire en Rhénanie, en Vendée, en Allemagne, en Italie, et aussi, exceptionnellement, deux récits africains, l'un ayant pour théâtre la Kabylie, l'autre l'Égypte.

Obeissant aux suggestions de son ami, Erckmann s'efforça de suivre la voie ouverte par le succès de l'*Invasion* en écrivant un autre récit patriotique dont le sujet serait l'irruption des Français dans un village des Vosges allemandes en 1793. Il avait entendu bien souvent les gens du pays de Lixheim et de Fénétrange parler avec son père des événements de cette époque. Philippe lui-même, natif de Lixheim, était très au fait de la « francisation » de l'enclave de Nassau pendant la première guerre contre la Coalition. Ce territoire cerné de terres françaises était devenu français à son tour, en une invasion pacifique désirée par ses habitants. Erckmann connaissait bien cette région toute proche de Phalsbourg. Il bâtit son roman sur ces données, mais en plaçant l'action hors des frontières de France, dans un village montagnard du Palatinat, dont les mouvements d'une armée en campagne font le lieu d'une rencontre entre les les Républicains et les Autrichiens.

Dans ce village, appelé Anstatt, vivent le docteur Jacob Wagner et son neveu, le petit Fritz. Après le combat, les habitants trouvent le corps d'une cantinière française, qui respire encore. Jacob la fait transporter chez lui et guérit sa blessure. En réalité, cette femme est une honnête personne, fille de patriote et patriote elle-même, que les soldats nomment Madame Thérèse et qui a vu tomber à ses côtés son père et ses frères, sauf le plus jeune, Jean, tambour dans son bataillon. Le docteur ne tarde pas à s'éprendre d'elle. Plutôt que de l'exposer à être emmenée prisonnière, il la conduit au camp français de Wissembourg, où il reste comme chirurgien à l'ambulance du général Hoche, jusqu'au jour où, de retour à Anstatt avec elle, il la décide à devenir sa femme.

Cette œuvre, intitulée *Madame Thérèse*, décrivait avec beaucoup de vérité la vie paisible des villageois troublée par

la guerre, l'air héroïque des soldats français mal équipés, mais toujours vaillants, la mêlée dans la grande rue d'Ansatt et l'étonnement produit sur l'âme du petit Fritz par le tumulte des armes.

Publié d'abord en feuilleton dans le *Journal des Débats*, ce roman fut lu par un abonné qui se trouvait l'un des rares survivants des armées révolutionnaires, l'économiste Moreau de Jonnés, membre de l'Académie des Sciences morales. Enthousiasmé par cette lecture et ignorant que la signature désignait deux auteurs, il adressa sans tarder à « Monsieur Erckmann-Chatrian » la lettre suivante :

Rue Oudinot 16, Paris, 3 juillet 1863.

Monsieur,

Volontaire en 1792, grenadier-réuni du général Hoche à Quiberon, j'ai dû désespérer, depuis bien longtemps, de voir retracer fidèlement ces temps héroïques.

Je vous rends grâce d'avoir trouvé, dans votre charmante histoire de madame Thérèse, ces couleurs si vraies, que peut s'en faut qu'il ne me vienne à l'esprit de vous croire, comme moi, bien près d'être nonagénaire.

J'espère bien que cette belle et gracieuse étude est due beaucoup moins à votre âge qu'à votre excellent jugement et à des inspirations dignes de la plus grande estime et de la plus haute admiration.

Vous avez fait là, Monsieur, un morceau historique que je voudrais voir signé de mes illustres confrères, les grands historiens, qui sont l'honneur de l'Institut et de nos jours.

Veuillez continuer, et soyez certain que vous faites ensemble une belle œuvre et une bonne action.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression bien cordiale de ma plus haute estime et de toutes mes sympathies.

A. MOREAU DE JONNES,

Officier supérieur d'artillerie et d'état-major
aux armées de la République et du I^{er} Empire.
Membre de l'Institut¹.

Moreau de Jonnés n'avait pas poursuivi sa carrière militaire après la chute de Napoléon. Entré au cabinet du mi-

1. Bibliothèque nationale, manuscrits. Nouvelles acquisitions françaises, 23856, liasse 39.

nistre de la Marine comme chef de service de la statistique, il passait en 1815 et en la même qualité au ministère du Commerce. Devenu en 1834 directeur de la *Statistique générale de la France*, il était membre de l'Académie des Sciences morales depuis 1847. Les auteurs de *Madame Thérèse* ne furent pas peu flattés de recevoir de tels éloges d'une plume autorisée.

Si l'on considère la masse des volumes signés Erckmann-Chatrian, on remarque, d'une part, que certains d'entre eux prennent leur source dans la contemplation de la nature ou des habitants d'une contrée, dans l'étude des mœurs, dans des souvenirs d'aventures singulières ou de voyages exotiques. D'autre part, on constate que nombre d'entre eux ont pour substance le sentiment patriotique et l'évocation de l'histoire de France entre le début de la Révolution et la Restauration monarchique après Waterloo. Ces derniers contiennent nécessairement beaucoup de descriptions de scènes militaires ou de batailles, reflets de l'époque dont ils s'inspirent. Cela suffit à les classer dans un groupe à part où règnent l'héroïsme et le dévouement désintéressé à la Patrie. Le premier en date de ces romans consacrés à la gloire de la France est *l'Invasion*, le second est *Madame Thérèse*, le troisième, laborieusement composé pendant une longue période de temps, devait voir le jour l'année suivante sous le titre : *Histoire d'un conscrit de 1813*.

Dans cet admirable tableau du déclin de l'Empire, brossé un demi-siècle après les événements qu'il retrace par un survivant supposé de la Grande Armée, on retrouve la peinture du vieux Phalsbourg, non pas celui des pacifiques années 40 qu'Émile avait vécues et observées lui-même, mais le Phalsbourg du début du siècle, tel que l'avait vu Philippe Erckmann dans sa jeunesse, avec ses dépôts de conscrits incessamment recrutés, instruits et envoyés aux armées, ses compagnies de vétérans sédentaires, son état-major de place, sa pittoresque vie de forteresse toujours en état d'alerte.

On retrouve, dans ce récit, les traces du sérieux labeur de documentation auquel l'auteur s'était livré avant de l'écrire, la marque des témoignages oraux recueillis, depuis l'enfance jusqu'à l'âge viril, de la bouche de ceux qui avaient servi sous Hoche, sous Masséna, sous Bonaparte, sous l'Empereur et ses lieutenants. Phalsbourg possédait beaucoup de ces

témoins d'une époque grandiose et à jamais révolue. Émile avait consulté tous ceux qui survivaient, avait reçu leurs confidences, s'était fait communiquer leurs notes, leurs feuilles de route, leurs papiers de famille. Mieux encore, ayant choisi pour sujet l'histoire d'un simple fusilier du 6^e régiment d'infanterie légère, il avait refait les étapes d'un bataillon de ce corps, le suivant d'après son itinéraire de cantonnement en cantonnement, en Rhénanie, en Allemagne, en Belgique, en France enfin, n'hésitant pas devant les dépenses, assez lourdes pour sa bourse, qu'occasionnaient tous ces déplacements.

Le *Conscrit de 1813* évoque beaucoup de figures phalbourgeoises authentiques, les unes sous leurs noms véritables, les autres sous des pseudonymes. Parmi les premières, on remarque le maire Parmentier, le chef de bataillon d'infanterie Gémeau, le capitaine adjudant-major Vidal, les gendarmes Keltz et Wernert. Au nombre des acteurs aux noms transformés sont Philippe Erckmann, devenu, par une pieuse fiction de son fils, le vertueux horloger Goulden, le modèle des soldats de l'an II, bon, doux, généreux et brave ; le commandant de place Moulin, appelé Meunier dans le roman ; le vaurien Pinacle, dont le prototype, un ivrogne du village des Baraques du Bois-des-Chênes, se nommait Schlachter. Quant au héros lui-même, le conscrit de 1813 Joseph Bertha, l'auteur avait voulu, par une préfiguration inconsciente du Soldat inconnu, lui donner l'auréole de l'anonymat en le laissant « dans la foule des gens vulgaires des environs de Phalsbourg, où il n'y avait qu'à choisir ».

Le *Conscrit de 1813* obtint un énorme succès. Le nom d'Erckmann-Chatrian, bientôt dans toutes les bouches, fut si demandé par les libraires détaillants qu'Hetzel, ayant vidé ses réserves de tout ce qui restait de *Madame Thérèse* et de *l'Invasion*, procéda en hâte à un second tirage de ces deux volumes.

L'éditeur Hetzel père était un homme entreprenant, très attentif à ses intérêts et prêt à toutes les initiatives pour accroître son chiffre d'affaires. Imitant le procédé qui avait si bien réussi au père Lacroix, autre éditeur et son commanditaire, pour le lancement des *Misérables* de Victor Hugo, il publia, à partir du 15 octobre 1864, sous le titre *Romans moraux*, une édition populaire de format in-8° en fascicule

à dix centimes. Quelque temps après, il recevait d'Erckmann le manuscrit de *Waterloo*, qu'il mit aussitôt sous presse pour le lancer en librairie dans le sillage du *Conscrit*.

Waterloo, c'était l'histoire de Joseph Bertha en 1814 et en 1815. Le conscrit de 1813, envoyé en congé dans ses foyers et maintenant marié, n'est cependant pas dispensé d'une réincorporation au 6^e léger. Il assiste à la victoire de Ligny, au désastre de Waterloo, et revient au pays « réchappé de tout », à pied et en compagnie de plusieurs camarades. Il retrouve sa femme qui lui annonce la naissance prochaine d'un enfant, et les jeunes époux commencent une existence normale, dans la maison de M. Goulden qui devient pour eux comme un père adoptif.

Le roman de *Waterloo* était digne en tous points du précédent. Publié à son tour, il confirma le succès et la gloire d'Erckmann-Chatrian. Helzel, sermonné par Alexandre, qui espérait beaucoup d'une édition dans le genre des *Romans moraux*, consentit à mettre sous presse « un très gros et très beau volume illustré » sous le titre : *Romans nationaux*. Il comprenait le *Conscrit de 1813*, *Waterloo*, *Madame Thérèse* et *l'Invasion ou le fou Yégof*.

Le grand succès des *Romans nationaux* classa leurs auteurs parmi les principaux hommes de lettres républicains. Le Second Empire, qui suivait maintenant une politique libérale, songeait à rallier à son système les démocrates « raisonnables », c'est-à-dire ceux pour qui la réalisation de réformes pratiques prévalait sur la forme du gouvernement. Aussi, quoique leurs derniers livres, particulièrement le *Conscrit* et *Waterloo*, fussent dirigés en fait contre le césarisme de Napoléon III, sous couvert de critiques rétrospectives visant le despotisme de Napoléon I^{er}, la censure impériale ne mettait nul obstacle à leur diffusion. Le ministre de l'Intérieur, qui avait refusé l'estampille à des œuvres beaucoup moins hostiles, manifestait une tolérance singulière. Bref, tout se passait comme si l'Empire cherchait à circonvenir Erckmann-Chatrian. Des esprits chagrins s'en étonnèrent, et on alla jusqu'à croire que cette bienveillance inattendue venait du souverain lui-même, qui goûtait leur talent.

Piqué de cette supposition cependant bien hasardée, Émile réagit vite. Il avait renoncé depuis longtemps à la

politique active, mais n'en restait pas moins fidèle à ses opinions républicaines de 1848 et de 1851. Le 2 décembre demeurait pour lui l'acte inexpiable qui d'avance rendait impossible tout ralliement à Louis Bonaparte et à son entourage corrompu. La « Bohême dorée », où le duc de Morny jouait le rôle de séducteur et la princesse Mathilde celui de mécène, ne l'attirait pas davantage. Il avait donc de bonnes raisons d'affirmer en face du régime sa position d'adversaire.

Cette attitude se manifesta par un nouveau livre, *l'Histoire d'un homme du peuple*, où était décrite la révolution de Février vue par un ouvrier alsacien. C'était simplement l'utilisation des souvenirs d'Erckmann, étudiant à Paris en 1848. Puis parurent les *Contes populaires*, et surtout la *Maison forestière*, récits charmants, mais où l'on chercherait vainement l'évocation des guerres modernes.

Pourquoi Erckmann revint-il, aussitôt après, à un sujet relatif au Phalsbourg du *Conscrit de 1813* et de *Waterloo*? On ne sait. Toujours est-il que le *Blocus* nous ramène brusquement en 1814, dans la place forte bombardée par les Kaiserlicks et résistant à leurs assauts grâce à sa vaillante garnison, grâce aussi à sa population civile mobilisée dans des formations de garde nationale. La vérité historique est moins respectée ici que dans les deux précédents romans militaires, l'auteur ayant volontairement confondu les événements des deux blocus que Phalsbourg eut à subir à quinze mois d'intervalle, en 1814 et 1815.

Le premier de ces blocus est contemporain du séjour de Joseph Bertha au hameau des Quatre-Vents, lorsque, reconnu gisant dans une charrette par sa fiancée, il avait été confié à ses soins. Le second blocus, beaucoup plus court que le premier, avait eu lieu en été 1815, après le départ de Joseph pour la nouvelle campagne. L'un et l'autre blocus étaient donc passés sous silence dans les narrations du fameux conscrit, qui contenait seulement ce qu'il avait vu de ses yeux. C'est très probablement pour combler cette lacune qu'Émile entreprit de retracer, en un nouveau récit homogène, la vie des Phalsbourgeois enfermés dans leur ville pendant les deux invasions, et telles qu'il l'imaginait d'après les propos de son père et des vieilles gens connues de lui vingt ans plus tard. Ce *Blocus*, œuvre littéraire, n'a donc qu'une valeur de synthèse, puisqu'il participe de deux épi-

sodes réels, mais séparés par un laps de temps appréciable. Le fait que le premier eut lieu en hiver et le second en été indique dans quelle mesure certaines actions ont dû être transformées.

En outre, le *Blocus* présente une physionomie qu'on ne retrouve nulle part ailleurs dans l'œuvre d'Erckmann-Chatrian. C'est, comme l'a écrit un brillant critique de ces auteurs, M. Schoumacker, « le prototype du roman juif qui a connu de nos jours une si grande vogue ». En effet, toute la relation est censée faite par un membre notable de la communauté israélite de Phalsbourg, Samuel Moïse, juif de négoce, âpre au gain, attentif à ses intérêts, étranger ou presque au sentiment patriotique, mais honnête homme, bon époux, bon père de famille, et profondément respectueux du Décalogue dicté sur le mont Sinaï par l'Éternel, son Dieu.

Samuel Moïse, c'est à n'en pas douter la figure, quelque peu modifiée, du rabbin Meyer Heymann, ami personnel de Philippe et d'Émile Erckmann, qui cumulait son sacerdoce avec la profession de marchand de fer. Le *Blocus* remettait en question des personnages historiquement connus, mais désignés parfois sous des noms imaginaires. Le maire Parmentier, le commandant de place Barthélemy, le professeur Burguet étaient à Phalsbourg à cette époque. Les gendarmes Keltz et Wernert ont bien appartenu à la brigade locale, mais le premier seul a pris part, en cette qualité, aux opérations de défense. Affecté à la compagnie de gendarmerie de la Meurthe en août 1814, il était en 1815 à la résidence de Phalsbourg et prit part à la prise d'une tuilerie occupée par l'ennemi, où il fit à lui seul dix prisonniers. Quant à Wernert, ancien dragon, il avait quitté le service pour devenir cordonnier, et ne devait entrer dans la gendarmerie qu'en 1825. Enfin, le roman fait mention, d'une manière bien fugace, de M. Goulden, devenu pointeur d'artillerie sur le rempart, et de Joseph Bertha, dont on apprend incidemment qu'il est malade et hébergé par sa tante Grédel aux Quatre-Vents.

Les deux romanciers allaient recevoir une consécration sur laquelle ils n'osaient point trop compter. Alexandre Chatrian, toujours attentif à la publicité, avait porté, à tout hasard, des exemplaires dédicacés de leurs derniers volumes au vieux Lamartine, alors au déclin de sa renommée et qui

n'arrivait plus à vivre, bien péniblement, qu'en donnant tous les quinze jours un nouvel entretien à son *Cours familial de littérature*. L'illustre poète goûta fort le *Conscrit de 1813*, auquel il consacra son 135^e entretien. Jamais critique n'avait été plus bienveillant, plus compréhensif, plus enthousiaste. Qu'on en juge :

Une chose, dit-il, m'étonne profondément en lisant et en relisant cette légende du vrai peuple de 1813. C'est que ces jeunes gens (car on m'assure que MM. Erckmann et Chatrian sont très jeunes) aient pu avoir, à distance, une connaissance si vraie, si précise et si complète, et pour ainsi dire l'impression photographiée et toute vivante d'un souvenir personnel de ces événements. J'avoue même que moi, qui vivais, qui pensais et qui sentais déjà en ce temps-là, moi qui partageais les angoisses du peuple pauvre et sacrifié à la noblesse des barons d'empire, je retrouve dans ce livre la mémoire minutieuse de cette époque de la grandeur d'un homme de guerre et de la servitude d'un peuple ébloui de ses chaînes... Le roman que nous venons de lire est certainement un chef-d'œuvre ; mais cette histoire si naïve et si vraie du pauvre conscrit de Phalsbourg n'exige pas un autre mérite que la vérité... La moitié du talent, ici, est dans une bonne mémoire... Si ce livre est du père de M. Erckmann, je le comprends ; s'il est du jeune homme, je ne le comprends pas. On n'invente pas la vraie couleur, on la copie ; pour la copier, il faut la voir. Où donc ces jeunes yeux ont-ils pu voir ce qu'ils racontent aujourd'hui comme des daguerréotypes vivants ? Dieu le sait. Quant à moi, je l'ignore. Je ne puis que leur rendre témoignage et m'écrier à chaque page de ce miraculeux roman : « Cela est vrai comme en 1813 ! »

Maintenant qu'Émile était célèbre, que tous ses livres se réimprimaient et se vendaient aussitôt par milliers, qu'il pouvait envisager l'avenir en sécurité, il résolut d'écrire une apologie de la Révolution de 1789 à l'usage des classes populaires, en leur représentant les faits dans un langage approprié à leur degré d'instruction. Il voulut réaliser ce dessein de la manière la plus agréable à ses futurs lecteurs, ce qui lui fit, une fois de plus, adopter la forme du roman pour véhicule de sa pensée. Il avait renoncé à écrire la suite de *l'Histoire d'un homme du peuple*, qui demeura inachevée. En revanche, il raconta la vie d'un humble habitant du village des Baraques-du-Bois-des-Chênes, près de Phalsbourg, au

temps de la Révolution et jusqu'au Consulat, sous le titre : *Histoire d'un paysan*.

Ce paysan, c'est Michel Bastien, fils d'un malheureux vannier, honnête, pauvre et chargé de famille. Il accomplit, comme le père Philippe Erckmann, une courte carrière militaire. Garde national dans un bataillon de volontaires en 1792, il entre dans Mayence avec Custine, se bat en Vendée sous Kléber, est réformé pour maladie et rentre au pays, où il retrouve sa fiancée, Marguerite, qui l'a fidèlement attendu et qui devient sa femme.

Ce roman d'aspect didactique demeure le plus gros ouvrage d'Erckmann et prend sa place définitive dans les éditions d'Hetzel, sous le nom d'*Histoire de la Révolution française racontée par un paysan*. Les évocations historiques en sont irréfutables, étant toutes tirées du *Moniteur universel* de 1789 à 1800. Ce n'est pas, à proprement parler, un sujet militaire, car les campagnes de Michel Bastien n'en occupent que la troisième partie (sur quatre). Précédant immédiatement la guerre de 1870, il exaltait la levée en masse de l'an II, au moment où le maréchal Niel créait la garde nationale mobile et procurait ainsi d'importantes réserves à l'armée française. Il est sûr que la lecture de ce livre par un grand nombre d'hommes d'âge militaire a popularisé la notion du service obligatoire et personnel en cas de guerre et contribué à répandre les principes fondamentaux des futures lois de recrutement : augmentation des effectifs par l'incorporation de tous les hommes valides, réduction au minimum nécessaire de la durée du service en temps de paix, renforcement et perfectionnement des cadres instructeurs.

A la fin de 1871, Émile, sur le conseil d'Alexandre, entreprit la rédaction d'un roman autobiographique en trois parties, dont la première serait la description de la jeunesse d'Erckmann jusqu'à sa rencontre avec Chatrian, la seconde l'histoire de la vie de ce dernier pendant la même période de temps, la troisième, enfin, devant être celle de leur collaboration.

Ce projet était trop vaste, et d'ailleurs prématuré, l'auteur n'ayant pas le recul nécessaire pour mener à bien l'histoire complète de deux hommes de lettres vivant encore, écrivant encore et âgés de moins de soixante ans. Émile s'y essaya pourtant, mais ne réussit à conter avec agrément que

la vie à Phalsbourg sous la Restauration et le début du règne de Louis-Philippe. L'autobiographie d'Erckmann n'alla pas plus loin, et cette simple ébauche devait être accueillie du public comme un ouvrage parachevé. Il lui avait suffi pour cela d'en dissimuler le dessein primitif en partageant l'intérêt entre un enfant de dix ans dont l'intelligence s'éveillait et la société des anciens militaires retirés dans la ville. Un titre ami de la mémoire, *Les vieux de la vieille*, allait faire passer cette innocente supposition.

Ce fut le dernier roman de résonance militaire qui reçut la signature double. Il parut chez Hetzel en 1881.

* * *

Nous avons eu l'heureuse fortune de pouvoir étudier la vie et l'œuvre d'Erckmann-Chatrian d'après les papiers laissés par l'un et l'autre de ces auteurs, et déposés depuis à la Bibliothèque nationale, ainsi qu'à la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.

Plus d'un millier de lettres d'Émile Erckmann, d'Alexandre Chatrian, de correspondants divers ; une masse importante de brouillons, de papiers de famille, d'imprimés annotés, de coupures de presse établissent, à n'en pas douter, que les *Romans nationaux* ont pour support une connaissance approfondie de l'histoire de France depuis le règne de Louis XVI jusqu'à celui de Charles X. De ce fond, les auteurs ont su tirer parti en l'ornant d'une abondance de tableaux suggérés par les témoignages oraux des survivants de cette époque. Ce sont notamment :

Pour Erckmann :

L'ex-canonnier Philippe Erckmann, son père.

Le capitaine Manfredy, grand-père maternel d'Hippolyte Weissé, beau-frère d'Émile Erckmann.

Le capitaine Vidal-Pagès, du 6^e léger, dont le carnet de route pendant la dernière campagne des Français en Allemagne a fourni la trame du *Conscrit de 1813*.

Le capitaine d'infanterie Fleurantin, en retraite depuis 1905 et voisin des époux Erckmann, dont il avait contribué à élever les cinq enfants.

Le chef de bataillon d'infanterie Gémeau, bien connu à

Phalsbourg à la fin de l'Empire et devenu général sous Louis-Philippe.

Le professeur Burguet, ancien prêtre constitutionnel.

Le rabbin Meyer Heymann, chef de la communauté israélite phalsbourgeoise.

Les barons Parmentier, père et fils, qui furent l'un après l'autre maires de Phalsbourg.

Le principal du collège Perrot, qui favorisa l'association d'Erckmann et de Chatrian.

La baronne Boyer, veuve d'un officier de l'Empire, qu'Émile Erckmann avait connue à Phalsbourg avant la guerre de 1870, et qu'il retrouva installée avec sa famille à Saint-Dié, en 1872, dans la propriété où lui-même allait vivre pendant neuf ans.

Le maître d'armes Chazzi, ancien militaire, devenu professeur « d'escrime, de danse et de grâces françaises » au collège de Phalsbourg.

Enfin, nombre d'autres personnes parmi lesquelles figurent le percepteur Bougel, l'archiprêtre Lett, les gendarmes Keltz et Wernert, le brigadier Bader, le médecin et archéologue Marchal, de Lorquin, le lieutenant-colonel Micheler, de la vieille garde, le colonel d'artillerie Metzinger, le capitaine Cabanier et, enfin, le plus célèbre des Phalsbourgeois ayant servi dans la Grande Armée, le général de division Mouton, comte de Lobau, qui devait mourir maréchal de France.

Pour Chatrian :

De ce côté, l'apport de souvenirs anciens est moins abondant, et cela s'explique, car Chatrian avait quitté son village natal à quatorze ans, n'ayant pu y converser qu'avec fort peu de vieilles gens : son père, Jean-Baptiste, propriétaire d'une verrerie dans la montagne, l'abbé Thony, son instituteur de Dabo, un oncle maternel, Nicolas Rastignat, et quelques militaires retraités comme le capitaine Berthollin, son oncle par alliance, ou le caporal Labadie, des grenadiers de la garde. D'ailleurs, la résidence des Chatrian, le Soldatenthal, n'était qu'un hameau d'Abreschwiler, isolé dans un vallon adjacent de la Sarre Rouge et ne pouvait, d'aucune manière, soutenir la comparaison avec la place forte de Phalsbourg, où vivaient de si nombreux acteurs de l'épopée impériale.

Émile Erckmann fut toujours conscient de sa supériorité

dans l'œuvre commune. Sans prétendre au titre d'historien, il savait que tous ses écrits provenaient de bonnes sources et, quand vint le temps où les Goncourt imaginèrent la formule du « document humain », il proclama en toute sincérité : « Mes histoires, selon l'expression à la mode, ne sont peut-être pas documentées ; mais ce sont des documents ! »

On sait quelle brillante carrière Erckmann et Chatrian parcoururent, en publiant tant de contes et de romans populaires où étaient exaltés, avec les principes de 89, le culte du travail, le sentiment des vertus familiales, l'esprit évangélique et l'idée de patrie. On sait aussi, hélas ! que les désastres de 1870-1871 modifièrent leur existence en les séparant, et qu'après quarante ans d'un labeur commun ininterrompu, une brouille absurde, aggravée par des polémiques de presse, vint détruire leur amitié.

N'importe ! En ce centenaire de leurs débuts d'écrivains, coïncidant avec le cinquantenaire de la mort d'Erckmann, on désire oublier cette triste querelle, et le lecteur des *Romans nationaux* peut aller à Phalsbourg évoquer leur souvenir. Il le retrouvera vivant, dans la contemplation du monument élevé à leur mémoire.

Réunis pour toujours dans le bronze, comme deux représentants de la forte race vosgienne, Erckmann et Chatrian demeurent présents en effigie dans leur chère cité redevenue française, à deux pas de la maison natale d'Émile, tout près du vieux collège où ils s'étaient pour la première fois rencontrés.

Georges BENOIT-GUYOD.

LE FONDS DES ARCHIVES DU TREMBLAY

AUX ARCHIVES DE SEINE-ET-OISE

Le château du Tremblay-sur-Mauldre, construit vers le premier quart du xvii^e siècle, se trouve dans le village de ce nom, à 6 kilomètres à l'est de Montfort-l'Amaury.

L'origine de la seigneurie semble être le domaine de la Hunière, à 1 kilomètre au sud, aujourd'hui lieu-dit où se trouvent les vestiges à peine visibles d'un ancien château.

On trouve des seigneurs de la Hunière dès le xiii^e siècle. Plus tard, ce fief fut réuni à celui du Tremblay par Jean I^{er} Mignon, dont les descendants furent les véritables fondateurs de la seigneurie du Tremblay, de 1373 à 1414.

Michel Mignon, le dernier de la dynastie, la partagea entre ses petits-neveux, les Culdoë. Jean Culdoë, à qui était échue la terre principale, la céda à son gendre, Pierre Vaudetar, qui la donna en dot à sa fille Catherine, mariée à Jean Le Clerc en 1647.

C'est à partir de cette date que les Le Clerc prirent le nom de Le Clerc du Tremblay.

L'un d'entre eux, Henri-Marie, épousa en 1647 Marie Malo, alors que sa sœur, Marie Le Clerc, s'alliait la même année à Louis II d'Angennes. La belle-fille d'Henri-Marie, n'ayant pas eu d'enfants de son mari, Charles, céda le Tremblay à son cousin Charles d'Angennes en 1721. Vers la même époque s'éteignait dans les mâles la famille Malo. C'est ainsi que les d'Angennes devinrent seigneurs du Tremblay et recueillirent les archives des familles alliées : Le Clerc et Malo. Ils disparurent à leur tour avec Françoise-Hélène d'Angennes, morte le 2 décembre 1802¹.

Le château passa à son neveu Olivier de Vérac, puis aux Rougé, enfin, par acquisition, à M^{me} de Vogüé. Celle-ci le vendit en 1946 à la Municipalité de Neuilly-sur-Seine.

1. La famille d'Uzès descend directement des d'Angennes par le mariage, en 1664, d'Emmanuel de Crussol d'Uzès avec Julie de Montausier, fille du duc et de Julie d'Angennes, la fameuse marquise de Rambouillet.

Le maire, M. Peretti, ayant trouvé dans une pièce plusieurs caisses de papiers en vrac, me les offrit au printemps de 1949 pour les Archives. C'est le résultat du dépouillement de ces documents que nous présentons ici.

L'intérêt exceptionnel de ces archives réside dans l'importance des documents diplomatiques que l'on y trouve.

La famille d'Angennes¹, connue depuis le xiv^e siècle, se haussa à la faveur royale en la personne de Jacques d'Angennes, favori de François I^{er} et de ses successeurs, capitaine des gardes du roi.

Son fils, Nicolas d'Angennes, né en 1531, fut lieutenant général, capitaine des gardes d'Henri III, qu'il accompagna en Pologne quand celui-ci, alors duc d'Anjou, en fut nommé roi. Il fut ensuite ambassadeur extraordinaire en Angleterre (1576 et 1585), s'employa à réconcilier le roi de France avec le roi de Navarre et continua de servir celui-ci, lorsqu'il fut devenu Henri IV. Il mourut, en 1611, capitaine des cent gentilshommes de la maison du roi. Il avait épousé Julienne d'Arquenay, fille de Claude, vidame du Mans, et succéda à son beau-père dans le gouvernement de cette province.

Les plus intéressants de ces papiers (voir plus loin, 1^{re} partie, liasse I) sont les lettres qu'il écrivit de Pologne à sa femme; nous en possédons soixante-sept; dix-huit autres se trouvent dans le manuscrit de la Bibliothèque nationale, nouvelles acquisitions françaises 2745, collection Costa de Beauregard).

Cette regrettable dispersion est due à M. de Vérac, qui remit à des membres de sa famille des papiers extraits des archives du Tremblay. Il en résulte que des lettres d'Henri III écrites à Nicolas d'Angennes, qui auraient dû normalement rester dans les archives du destinataire, sont aussi à la Bibliothèque nationale (nouvelles acquisitions françaises 2743).

La liasse suivante (n^o II) contient les papiers de Charles et Claude d'Angennes, frères de Nicolas.

Charles (1530-1587) fut évêque du Mans et nommé cardinal en 1570. Il est connu sous le nom de cardinal de Rambouillet. Il résida à Rome pendant plus de quinze ans sous

1. Voir la généalogie dans le Père Anselme, t. II, p. 421 et suiv.

les papes Pie V, Grégoire XIII et Sixte-Quint. Il mourut à Corneto et fut enterré dans l'église des Cordeliers.

Nous avons de lui vingt lettres à son frère sur les affaires de Rome et il en existe quatorze autres à la Bibliothèque nationale (nouvelles acquisitions françaises 2745).

Claude, son jeune frère, fut évêque du Mans après lui et mourut évêque de Noyon en 1601.

Les liasses suivantes (III et IV) renferment les papiers de Jean de Vivonne. Celui-ci naquit en 1530, en Poitou, d'Artus de Vivonne et de Catherine de Brémond-Balanzac. Seigneur de Saint-Goard, marquis de Pisani, il fut ambassadeur en Espagne (1572-1583), puis près du Saint-Siège. Il épousa, en Italie, Julia Savelli en 1587, fit reconnaître Henri IV par le pape et mourut, en 1599, gouverneur du prince de Condé¹.

Sa fille Catherine, mariée en 1600 à Charles d'Angennes, fut la mère de Julie d'Angennes, « la marquise de Rambouillet ».

Nous possédons la copie des lettres que lui écrivit Henri III, dont les minutes sont à la Bibliothèque nationale (nouvelles acquisitions françaises 2743). Quant aux expéditions, elles ont disparu (voir note de la liasse I). Par contre, nous avons les minutes autographes de ses lettres au roi de 1588 et 1589. Celles-ci étaient recopiées, corrigées² et au besoin chiffrées par un secrétaire ; Vivonne se contentait de mettre la formule finale et de signer. Ces expéditions sont à la Bibliothèque nationale, manuscrits français 16045 et 16046.

La collection renferme aussi un certain nombre de lettres de personnages divers, notamment de Neufville de Villeroy.

Enfin, la dernière liasse (V) contient des lettres et notes contemporaines ou en copies.

La deuxième partie de cet inventaire concerne les documents généalogiques relatifs aux Le Clerc, aux Malo et aux d'Angennes.

D'un intérêt moins général, ils sont néanmoins indispensables pour l'histoire de deux familles qui pendant quatre

1. Guy de Brémond d'Ars, *Jean de Vivonne*, Paris, 1884.

2. L'orthographe de Jean de Vivonne était assez fantaisiste : il écrivait « cardinots ». Dans l'expédition, le secrétaire corrige la faute.

siècles ont été parmi les plus importantes du comté de Montfort.

Les d'Angennes tirent leur nom d'un hameau de Crurey, canton de Brezolles, arrondissement de Dreux (Eure-et-Loir). Dans la pièce la plus ancienne que nous possédons, le testament de Robert d'Angennes (1348), celui-ci se dit : paroissien de Saint-Pierre de Dreux.

En 1384, Renaud d'Angennes échange avec Guillaume Bernier la terre de Buzenval, à Rueil (Seine-et-Oise), contre celle de Rambouillet. Cette terre leur resta, en ligne directe, jusqu'en 1652 ; elle appartint ensuite aux Montausier, aux d'Uzès, à Fleuriau d'Armenonville, au comte de Toulouse, au duc de Penthievre, son fils, puis à Louis XVI jusqu'à la Révolution.

La *première liasse* du fonds généalogique contient les titres de famille (mariages, testaments, actes divers) depuis Robert jusqu'à Jacques d'Angennes, marié en 1526 à Isabelle Cottereau, dont les enfants sont les tiges des branches de Maintenon et de Pougny dont il sera question plus loin.

Liasse deuxième. Famille de La Loupe issue de Charles I^{er} d'Angennes, mort vers 1504, et de Marguerite de Coesme. Quelques papiers sur Denis et Jacques.

Liasse troisième. Famille de Pougny, issue de Jacques d'Angennes, mort en 1562, et d'Isabelle Cottereau. Elle finit à Charles d'Angennes, tué à Malplaquet en 1709.

Liasse quatrième et cinquième. Famille de Maintenon. Sortie comme la précédente de Jacques. C'est Charles-François qui vendit en 1674 la terre de Maintenon à Françoise d'Aubigné pour 240.000 livres que le roi paya.

Cette branche de Maintenon est celle qui subsista le plus longtemps. Elle ne s'éteignit qu'en 1802, à la mort de Françoise-Hélène d'Angennes, née en 1719, dernière fille de Gabriel-Charles-François d'Angennes.

Liasse sixième. Branche de Montlouët. Même origine que la précédente. Dura à peine un siècle. Testaments, contrats de mariage et actes divers de familles alliées aux d'Angennes ou de filles de la maison d'Angennes.

Les documents généalogiques suivants sont relatifs aux Le Clerc et aux Malo. Il n'y a guère que des registres renfer-

mant des inventaires après décès, des scellés, des comptes de tutelle.

Il n'y a malheureusement rien sur le plus célèbre des Le Clerc, François, fils de Jean et de Marie de la Fayette, né en 1577, mort en 1638 et qui fut « le Père Joseph », le confident de Richelieu. Il est juste cité une fois, dans l'inventaire après décès de son père : il avait alors dix ans !

Les Le Clerc, comme les Malo, furent des parlementaires : conseillers au Parlement, maîtres des requêtes, substitués du procureur général. Le fonds généalogique se termine, enfin, par quelques documents relatifs à des familles alliées aux Malo.

De la troisième partie (documents fonciers, terriers, aveux...) nous ne signalerons que les deux pièces les plus anciennes, en raison de leur intérêt exceptionnel.

La première est dite : le *Cartulaire des Mignon*. Nous avons déjà parlé plus haut de cette famille, qui fut la fondatrice du domaine du Tremblay.

Vers le milieu du xiv^e siècle, Robert Mignon, clerc de la Chambre des comptes et garde des Archives du roi, entreprit de transcrire tous les actes relatifs à cette terre : achats, baux, aveux, cens, etc... L'écriture est régulière, mais fourmille d'abréviations ; elle semble être de la main de Robert II Mignon ; son fils Michel y ajouta quelques notes jusqu'en 1414.

Ce cartulaire — qu'on pourrait appeler plus exactement un livre de raison — nous fait saisir dans le détail et pendant près d'un siècle la formation d'un domaine seigneurial moyen.

Le second registre qui mérite d'être signalé est une copie de l'ancien « papier velu du duché de Chevreuse ». Celui-ci était un recueil de plus de cent cinquante actes féodaux (foi, aveux, dénombrements, etc...) des fiefs mouvants de Chevreuse et Maurepas, de 1309 à 1421. Il portait ce nom en raison de la peau qui le couvrait.

La copie que nous possédons doit être d'environ 1560, c'est-à-dire peu après l'érection de Chevreuse en duché (1546) ; il contient cent soixante et onze actes. Les autres documents fonciers ne présentent aucun caractère particulier.

Ce fond d'Angennes est donc d'un intérêt de premier

ordre, tant par ses documents historiques que par les renseignements qu'il nous donne sur une des bonnes familles de la région sud-ouest du département. Il vient s'ajouter à celui de Pontchartrain que les Archives possèdent depuis 1934, et tous deux réunis donnent la documentation la plus complète que l'on puisse espérer sur vingt-cinq communes de notre département pendant près de cinq siècles.

Henri LEMOINE.

ÉTAT DES DOCUMENTS HISTORIQUES ET DIPLOMATIQUES

Liasse I : Soixante-treize lettres de Nicolas d'Angennes à sa femme Julienne d'Arquenay, dont soixante-sept de 1573 à 1576 et six de 1593. Deux notes de 1585 sur les conflits d'Élisabeth d'Angleterre avec l'Écosse et le départ de la flotte de l'amiral Drake pour l'Espagne.

Copies ou analyses de dix-neuf lettres de Catherine de Médicis à Nicolas d'Angennes, 1569-1579¹.

Copies ou analyses de cent six lettres de Henri III et de Henri IV à Nicolas d'Angennes, 1570-1597¹.

Neuf lettres de Neufville de Villeroy, une lettre de Brulart, trois de Chavigny, une de Duranty, 1573-1587.

Papiers divers. Instruction pour ses devoirs en Pologne avant l'arrivée du duc, 1573. Instruction par le roi Henri III pour son voyage à Bourges, 1575. Ordonnance de Nicolas d'Angennes pour son gouvernement du Maine, 1576. Montre d'une compagnie de cinquante arquebusiers, 1577 (200 pièces).

Liasse II : Vingt lettres de Charles d'Angennes, évêque du Mans, dit le cardinal de Rambouillet, à son frère Nicolas, 1570-1585 (en partie chiffrées). Une lettre de Claude d'Angennes, frère du précédent, à Nicolas d'Angennes, 1588. Une lettre à sa belle-sœur, Julienne d'Arquenay, 1575.

Instruction par Henri IV à Claude d'Angennes pour que celui-ci rende compte au pape de l'abjuration du roi, 9 septembre 1593 (copie moderne ; 21 pièces).

Liasse III : Instruction pour le marquis de Pisani, ambassadeur à Rome. Une lettre de M. de Fondeblein, 1585. Quarante-cinq lettres de M. de la Boderie, diplomate attaché au marquis,

1. Les originaux de ces copies ont été autrefois donnés par le marquis de Vêrac, propriétaire du Tremblay, à son gendre Lucas de Montigny.

1585-1589. Vingt et une lettres (en italien) d'Horatio Rucellai, gouverneur de Rome, 1585-1587. Une lettre de M. Pinart, secrétaire d'État, 1585. Une lettre de M. Longlé, 1585. Une lettre de M. Hurault de Maisse, ambassadeur de France à Venise.

Vingt-six lettres d'Henri III, 1586-1588¹ (copies modernes).

Dix lettres d'Henri IV, 1592-1594 (copies modernes).

Quatre lettres de Catherine de Médicis, 1585-1587 (copies modernes).

Soixante-dix-sept lettres de Neufville de Villeroy, secrétaire d'État, 1585-1588 (en partie chiffrées).

Une lettre de Charles de Bourbon, cardinal de Vendôme, 1587 (189 pièces).

Liasse IV : Vingt-huit lettres du marquis de Pisani au roi Henri III sur son ambassade à Rome, 22 avril, 8 septembre 1585 et 3 mai 1588-mars (?) 1589 (originaux et copies modernes).

Deux lettres de sa femme Julia Savelli (en italien), 1587 et 1603 (58 pièces).

Liasse V : Papiers divers. Copies en italien de deux lettres d'Henri III à Sixte-Quint, 1586. Copie ou bref d'absolution de Sixte-Quint à Henri III, 1587. Copie d'une lettre du cardinal d'Este à Henri III ; copie d'une lettre du roi au pape sur la mort du dit cardinal, 1587. Lettre du roi au pape pour la nomination du cardinal de Vendôme à l'évêché de Bayeux, 1587.

Vingt-six lettres de personnages divers à des membres de la famille d'Angennes. Trente chemises ayant contenu des lettres royales aujourd'hui disparues¹ (61 pièces).

1. Ces lettres sont aujourd'hui à la Bibliothèque nationale, collection Costa de Beauregard, manuscrits nouvelles acquisitions françaises 2743-2748 (voir note 1, à la première liasse).

PUBLICATIONS ADRESSÉES A LA SOCIÉTÉ

Annual Report of the National Record Department of India, 1945-1946, 2 fasc. in-8°.

Boletín Geográfico, publ. par le Conseil national de Géographie du Brésil, 11 numéros d'octobre 1948 à août 1949.

Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 1947, 1^{er}, 2^e et 3^e trimestre.

— *de la Société des Antiquaires de Morinie*, t. XVII, fasc. 316 (1947) ; t. XVIII, fasc. 317, 318, 319 (1948) ; t. XIX, fasc. 320 (1949).

— *de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, 1947 et 1948.

— *de la Société historique de Compiègne*, 1946 et 1947 : procès-verbaux des séances.

— *de la Société de l'histoire du protestantisme français*, VCII^e année (1948), VCIII^e année (1949).

Franc-Tireur du Centre (le), 12 numéros de juin à novembre 1949 contenant divers articles de L.-F. BOURGEOIS sur les peintres et les poètes du Dunois au XIX^e siècle.

Indian Historical Records Commission : Proceedings of Meetings, vol. XXIV (1948).

Museo Historico, publ. par le Musée historique de Quito, n° 2 (1949).

Revue belge de philologie et d'histoire, t. XXVI (1948), fasc. 1, 2, 3 et 4.

Rivista Brasileira de Geografia, t. X (1948), n°s 3 et 4 ; t. XI (1949), n° 1.

XVII^e Siècle, organe de la Société d'études du XVII^e siècle, 1^{re} année (1949), n°s 1, 2, 3 et 4.

OUVRAGES REÇUS

Centenaire de la Constitution de la République de Genève (1847-1947). Broch. in-8°, publ. par le Comité du Centenaire.

DEMARGNE (P.). *La Crète dédalique*. Paris, de Boccard, 1947, 377 p. (*Bibl. Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, fasc. 164).

DESGUINES (A.). *Au sujet de l'aqueduc romain de Lutèce dit d'Arcueil-Cachan*. Paris, Picard, 1948, in-4°, 24 p.

FERNANDEZ MATO (R.). *Trujillo ou la Transfiguration d'un peuple*.

S. l., in-8°, 415 p., publ. par le Comité français de la République dominicaine.

FRIC (R.). *Catalogue préliminaire de la correspondance de Lavoisier*, broch. in-8°, 54 p., publ. par l'Union internationale des Sciences.

LAUNEY (M.). *Recherches sur les armées hellénistiques*. Paris, de Boccard, 1949, xi-662 p. (*Bibl. Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, fasc. 169).

MARCHAND (J.). *Le Palais-Bourbon des origines à nos jours*, Paris, in-8°, 112 p.

RAMPAL (Y.). *Un vieux domaine provençal : Cadaroche*, 1948, in-8°. *Révolution de 1848 dans le Nord* (la), broch. in-4°, 23 p., publ. par le Comité départemental de la célébration du centenaire.

VAN EFFENTERRE (J.). *La Crète et le monde grec, de Platon à Polybe*. Paris, de Boccard, 1948, 341 p. (*Bibl. Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, fasc. 158).

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS L'ANNUAIRE-BULLETIN

DE 1948-1949

Liste des membres du Conseil d'administration, 7.
Bureaux de la Société nommés en juin 1948 et juin 1949, 7 et 8.
Comités de publication et des fonds, 8.
Membres nouveaux, 9.
Membres décédés, 9.

Vie de la Société, 1948, 11 ; — 1949, 53.
Assemblées générales, 22 mai 1948, 15-47 ; — 28 mai 1949, 58-92.
BENOÎT-GUYOD (M. Georges). — Lecture à l'Assemblée générale de 1949, 74-92.
Budget de la Société, 13-14 ; 29-33 ; 55-57 ; 71-73.
CARON (M. Pierre), président. — Discours à l'Assemblée générale de 1949, 60-66.
Censeurs : M^{lle} J. VIELLIARD et M. J. MONICAT. — Rapports aux Assemblées générales, 1948, 29-33 ; — 1949, 71-73.
Conférences de la Société, 15, 16, 57. — Rapport de M. Roland MOUSNIER, 48-52.
MOUSNIER (M. Roland). — Rapport sur les conférences organisées par la Société de l'Histoire de France, 48-52.
Ouvrages reçus par la Société, 100-101.
Publications adressées à la Société, 100.
Publications de la Société :
Annuaire-Bulletin, 1946-1947, 12, 54.
Chronique de Froissart, t. XIII, 13, 54.
Grandes Chroniques de France, t. X, 13, 54.
Journal de Pierre de Paschal, 13, 54.

Lettres de Henri III, 13, 54.

Paris pendant la Terreur, t. IV, 12, 13, 54.

POUTHAS (M. Ch.-H.), président. — Discours à l'Assemblée générale de 1948, 17-25.

SAMARAN (M. Charles), secrétaire. — Rapports aux Assemblées générales, 1948, 26-28 ; — 1949, 67-70.

Séances du Conseil, 1948, 12-13 ; — 1949, 53-54.

VIDALENC (M. Jean). — Lecture à l'Assemblée générale de 1948, 34-47.

Visites organisées par la Société, 15, 16, 57.

LEMOINE (M. Henri). — Le fonds des Archives du Tremblay aux Archives de Seine-et-Oise, 93-99.

London Nov 9
1884

ANNUAIRE-BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ANNÉE 1945



A PARIS
LIBRAIRIE HENRI DIDIER
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
4-6, RUE DE LA SORBONNE

Le Siège Social de la Société de l'Histoire de France
est à PARIS, rue des Francs-Bourgeois, n° 60
On peut s'adresser, au Siège de la Société, à M. MICHEL-DANSAC,
Trésorier adjoint

VOLUMES RÉCEMMENT PARUS

EXERCICE 1939

(Série antérieure à 1789)

444. Livre des fais et bonnes meurs du sage roy Charles V, de
Christine de Pisan, t. II.
443. Annuaire-Bulletin, 1938. *(Distribués en décembre 1940.)*

EXERCICE 1940

(Série postérieure à 1789)

70. Régime de l'Industrie en France sous la Restauration, t. III.
(Série antérieure à 1789)
445. Annuaire-Bulletin, 1939. *(Distribués en décembre 1941.)*

EXERCICE 1941

(Série postérieure à 1789)

71. Le comte de Modène et ses correspondants, t. I.
(Série antérieure à 1789)
446. Annuaire-Bulletin, 1940. *(Distribués en décembre 1942.)*

EXERCICE 1942

(Série postérieure à 1789)

72. Paris pendant la Terreur, t. III.
(Série antérieure à 1789)
447. Annuaire-Bulletin, 1941. *(Distribués en octobre 1943.)*

EXERCICE 1943

(Série antérieure à 1789)

448. Annuaire-Bulletin, 1942.
449. François de Rabutin, t. II. *(Distribués en janvier et mars
1944.)*

EXERCICE 1944

(Série antérieure à 1789)

450. Annuaire-Bulletin, 1943.
(Série postérieure à 1789)
73. Le comte de Modène et ses correspondants, t. II. *(Distribués
en mars 1945.)*

*Ouvrages publiés par la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE
depuis sa fondation en 1834*

L'YSTOIRE DE LI NORMANT. 1 vol.
LÉTTRES DE MAZARIN. 1 vol.
VILLEHARDOUIN. 1 vol.
HISTOIRE DES DUCS DE NORMANDIE. 1 vol.
GRÉGOIRE DE TOURS. HISTOIRE ECCLÉSIAST. DES FRANCS. 4 v.
BEAUMANOIR. COUTUMES DE BEAUVOISIS. 2 vol.
MÉM. DE COLIGNY-SALIGNY. 1 v.
MÉMOIRES ET LETTRES DE MARGUERITE DE VALOIS. 1 vol.
COMPTES DE L'ARGENTERIE. 1 v.
RICHER. HIST. DES FRANCS. 2 v.
MÉMOIRES DE COSNAC. 2 vol.
JOURNAL D'UN BOURGEOIS DE PARIS SOUS FRANÇOIS 1^{er}. 1 v.
CHRON. DES COMTES D'ANJOU. 1 v.
LETTRES DE MARGUERITE D'ANGOULÊME. 2 vol.
JOINVILLE. HIST. DE SAINT LOUIS. 1 vol.
JOURNAL DE J. DE ROYE. 2 vol.
CHRONIQUE DES QUATRE PREMIERS VALOIS. 1 vol.
GUILLAUME DE NANGIS. 2 vol.
MÉM. DE P. DE FENIN. 1 vol.
ŒUVRES DE SUGER. 1 vol.
HISTOIRE DE BAYART. 1 vol.
PROCÈS DE JEANNE D'ARC. 5 v.
MÉM. DE COMMYNES. 3 vol.
HISTOIRE DE LA LIGUE. T. I.
CHRONIQUE DE MORÉE. 1 vol.
MÉM. DU MAR. D'ESTRÈES. 1 vol.
MÉM. DU CARDINAL DE RICHELIEU. T. I à X.
ŒUVRES D'ÉGINHARD. 2 vol.
BARBIER. JOURNAL DU RÉGNE DE LOUIS XV. 4 vol.
CHOIX DE MAZARINADES. 2 vol.
BIBL. DES MAZARINADES. 3 vol.
HIST. DE CHARLES VII ET DE LOUIS XI, PAR TH. BASIN. 4 v.
MÉM. DE FLORANGE. 2 vol.
GRÉGOIRE DE TOURS. ŒUVRES DIVERSES. 4 vol.
ORDIER VITAL. 5 vol.
CORRESP. DE MAXIMILIEN ET DE MARGUERITE. 2 vol.
LE NAIN DE TILLEMONT. VIE DE SAINT LOUIS. 6 vol.
MÉM. DE MATHIEU MOLÉ. 4 v.
CHRON. DE MONSTRELET. 6 vol.
CHRON. DE J. DE WAVRIN. 3 vol.
MÉMOIRES D'ARGENSON. 9 vol.
ŒUVRES DE BRANTÔME. 11 v.
DÉPÊCHES DES AMBASSADEURS MILANAIS. 4 vol.
MÉM. ET LETTRES DE MONLUC. 5 vol.
MÉM. DE BASSOMPIERRE. 4 vol.
CHANSON DE LA CROISADE CONTRE LES ALBIGEOIS. 2 vol.
HIST. UNIV. D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ. 10 vol.
CHRON. DE J. FROISSART. T. I-XII.

L'HISTOIRE DE GUILLAUME LE MARÉCHAL. 3 vol.
MÉMOIRES DE GOURVILLE. 2 vol.
MÉMOIRES DE SOUVIGNY. 3 vol.
MÉM. DE M. ET G. DU BELLAY. 4 v.
ÉTABLISSEMENTS DE S^t LOUIS. 4 v.
MÉM. DU MAR. DE TURENNE. 2 v.
HYSTORIA ALBIGENSIS. 3 vol.
REGISTRES DE L'HÔTEL DE VILLE PENDANT LA FRONDE. 3 vol.
MIRACLES DE S. BENOÎT. 1 vol.
MÉM. DE BEAUVAIS-NANGIS. 1 v.
CHRONIQUE DE MATHIEU D'ESCOUCHY. 3 vol.
PIÈCES INÉDITES DU RÉGNE DE CHARLES VI. 2 vol.
COMPTES DE L'HÔTEL. 1 vol.
ROULEAUX DES MORTS. 1 vol.
MÉM. ET CORRESP. DE M^{me} DU PLESSIS-MORNAY. 2 vol.
CHON. DES ÉGLISES D'ANJOU. 1 v.
CHRONIQUES D'ERNOUL ET DE BERNARD LE TRÉSORIER. 1 v.
ANNALES DE S.-BERTIN ET DE S.-VAAST D'ARRAS. 1 vol.
HISTOIRE DE BÉARN ET DE NAVARRE. 1 vol.
CHRONIQUES DE SAINT-MARTIAL DE LIMOGES. 1 vol.
NOUVEAU RECUEIL DE COMPTES DE L'ARGENTERIE. 1 vol.
CHRONIQUE DU DUC LOUIS II DE BOURBON. 1 vol.
CHRONIQUE DE J. LE FÈVRE DE SAINT-REMY. 2 vol.
RÉCITS D'UN MÉNÉSTREL DE REIMS AU XIII^e SIÈCLE. 1 v.
LETTRES D'ANT. DE BOURBON ET DE JEANNE D'ALBRET. 1 vol.
MÉM. DE LA HUGUERIE. 3 vol.
ANECDOTES ET APOLOGUES D'ETIENNE DE BOURBON. 1 vol.
EXTRAITS DES AUTEURS GRECS CONCERN. LES GAULES. 6 vol.
MÉMOIRES DE N. GOULAS. 3 v.
GESTES DES ÉVÊQUES DE CAMBRAI. 1 vol.
CHRON. NORMANDE DU XIV^e S. 1 v.
RELATION DE SPANHEIM. 1 vol.
ŒUVRES DE RIGORD ET DE GUILLAUME LE BRETON. 2 v.
MÉM. D'OL. DE LA MARCHÉ. 4 v.
LETTRES DE LOUIS XI. 11 vol.
MÉMOIRES DE VILLARS. 6 vol.
NOTICES ET DOC., 1884. 1 v.
JOURNAL DE NIC. DE BAYE. 2 v.
LA RÈGLE DU TEMPLE. 1 vol.
LE JOUENCEL. 2 vol.
CHRON. DE JEAN D'AUTON. 4 vol.
CHRON. D'A. DE RICHEMONT. 1 v.
CHRONOGRAPHIA REGUM FRANCORUM. 3 vol.
MÉMOIRES DE DU PLESSIS-BESANÇON. 1 vol.
EPHÉM. DE LA HUGUERIE. 1 vol.

HIST. DE GASTON IV, COMTE DE FOIX. 2 vol.
CHRON. DE RICHARD LESCOT. 1 v.
BRANTÔME, VIE ET ÉCRITS. 1 vol.
JOURNAL DE J. BARRILLON. 2 v.
LETTRES DE CHARLES VIII. 5 v.
MÉM. DU CHEV. DE QUINCY. 3 v.
CHRON. DE MOROSINI. 4 vol.
DOC. SUR L'INQUISITION. 2 vol.
MÉM. DU VIC. DE TURENNE. 1 vol.
CHRON. DE PERCEVAL DE CAGNY. 1 vol.
JOURNAL DE J. VALLIER. T. I-IV.
MÉM. DE SAINT-HILAIRE. 6 vol.
JOURNAL DE FAUQUEMBERGUE. 3 v.
CHRON. DE JEAN LE BEL. 2 v.
MÉMOIRES DU CONSEIL. 3 vol.
CHRON. DE G. LE MUISIT. 1 vol.
RAPPORTS ET NOTICES SUR LES MÉM. DE RICHELIEU. T. I à III.
GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE. T. I à IX.
CHRONIQUE DE JEAN II ET CHARLES V. 4 vol.
CORRESP. DE VIVONNE RELATIVE A CANDIE. 1 vol.
CORRESPONDANCE DU CHEVALIER DE SÉVIGNÉ. 1 vol.
LETTRES DU DUC DE BOURGOGNE. 2 vol.
MÉM. DE BEAULIEU-PERSAC. 1 v.
CORR. DE VIVONNE RELATIVE A MESSINE. 2 vol.
CAMPAGNES DE MERCOYROL DE BEAULIEU. 1 vol.
MÉM. DE BRIENNE. 3 vol.
MÉM. DU MAR. DE RICHELIEU.
CORRESPONDANCE DU COMTE D'ESTRADES. T. I.
CORRESPONDANCE DE L'AMIRAL DE LA RONCIÈRE. 2 vol.
COMMENTAIRES DE FR. DE RABUTIN. 2 vol.
MÉMOIRES D'ÉMIGRATION DE L'ABBÉ DE FABRY.
VOYAGES DE FR. DE LA ROCHEFOUCAULD. 2 vol.
ACTES DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE. T. II et III.
SOMMAIRE MÉMORIAL DE JULES GASSOT.
CHRISTINE DE PISAN. LE SAGE ROY CHARLES V. 2 vol.
PRÉCIS DES OPÉRATIONS DU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE. PARIS PENDANT LA TERREUR. T. I à III.
LE COMTE DE MODÈNE ET SES CORRESPONDANTS. 2 vol.
JOURNAL DE CREUZÉ-LATOCHE.

SOUS PRESSE :
GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE. T. X.
PARIS PENDANT LA TERREUR. T. IV.

ANNUAIRES, BULLETINS ET ANNUAIRES-BULLETINS (1834-1945).

DAUPELEY-GOUVERNEUR, imprimeur à Nogent-le-Rotrou. — 2285 - 4-1947

Dépôt légal 2^e trimestre 1947 — 144.

